

# UN VIOLENT SÉISME S'EST PRODUIT DANS LE NORD-EST DE LA CHINE

LIRE PAGE 20

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,  
12 fr. ; Canada, 50 cts ; Danemark, 5 kr. ;  
Espagne, 20 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 200 L. ;  
Israël, 100 N. ; Japon, 100 Y. ; Liban, 125 L. ;  
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS

15427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-13 Paris

Tél. Paris n° 65072

Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DU JOUR

### LE SCÉNARIO PÉRILLEUX DE L'O.C.D.E.

Ce n'est pas parce que la reprise et l'activité économique dans les grands pays industriels s'est amorcée que l'on peut se permettre de dire que rien n'est changé et que l'on ne changera en profondeur court et à moyen terme dans le monde capitaliste. Cependant, ne faut-il pas dire que la dernière récession, la plus sévère depuis la grande dépression des années 30, a sans doute marqué fin d'une période et le début d'une nouvelle. Il reste à définir les termes plus concrets en quoi consistera la transformation. C'est cet exercice que se sont essayés l'Emil Van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E., et ses collègues dans un document qu'ils ont publié en annexe de leurs perspectives économiques pour le second semestre 1976, sous le titre apparemment neutre de « Une décennie de croissance à l'horizon 1985 ».

Les économistes du château de la Monnaie se défendent de présenter des « prévisions » ou des « objectifs ». C'est à la façon habile de la banque internationale qui est soumise à la critique de la « France » : les projections sont-elles accompagnées de prévisions ou de « souhaits » ? Il est en outre précisé que le scénario dont il est question est publié sous l'égide de l'O.C.D.E.

Toutes ces précautions ne suffisent pas à retirer à ce travail son caractère d'engagement politique. Il est clair que, de base, les économistes de la réunion des ministres des vingt-quatre pays membres de l'Organisation (dix-neuf pays d'Europe occidentale, États-Unis, Canada, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande), les 21 et 22 juin à Paris. Lors de cette conférence avait été adoptée une déclaration dont le principal objet était de mettre en garde les gouvernements contre la tentation d'accélérer le rythme de la croissance. Une telle politique risquerait, était-il dit, de provoquer une nouvelle flambée d'inflation, dont les effets néfastes sur l'emploi seraient de courte durée car la ruée vers l'économie serait suivie d'une nouvelle récession.

Pour avoir reçu le plus de publicité, cette première conclusion des experts n'est pas nécessairement la plus importante ni celle qui est la plus convaincante et toutes celles qui résultent de leur analyse. Elle n'est pas non plus exempte d'une certaine contradiction. Les économistes de l'O.C.D.E. sont les premiers à reconnaître : « Il convient de noter, écrivent-ils, qu'il peut y avoir un certain antagonisme entre la nécessité de réaliser une reprise modérée de l'activité et l'objectif de stabilisation des prix. Plus l'expansion sera lente, plus lente sera la progression de la productivité et plus vigoureuses seront, par conséquent, les pressions tendant à restaurer la stabilité par des relèvements de prix ».

Le mérite du scénario est de révéler les conséquences économiques du changement essentiel qui est produit depuis quelques années et qui concerne non pas, comme on l'a dit un peu vite, les habitudes de consommation, mais les structures de la production. Le renouveau de l'énergie, la forte augmentation des salaires, la lutte contre l'inflation, tout cela rend nécessaire une « importante modification interne de la répartition des revenus ». Les pays industrialisés devront exporter davantage, car les termes de l'échange ont été modifiés à leur détriment (à cause de la hausse du pétrole). Ils devront consacrer bien plus de ressources à l'investissement. « La nécessité d'opérer un transfert des revenus du travail vers les revenus du capital », paradoxalement, cela signifie que « le modèle » économique de l'Occident devra se rapprocher de celui des pays communistes, où la consommation est traitée en priorité.

(Lire nos informations page 18.)

## La gauche libanaise et l'O.L.P. hésitent à ratifier l'accord de Damas

Le projet d'accord syro-palestinien, rendu public le mardi 27 juillet à Damas, à la suite de cinq jours de négociations, a été rejeté par la gauche libanaise. Il suscite des réserves de la part des progressistes libanais, et même au sein de l'O.L.P. Le négociateur palestinien, M. Farouk Kaddoumi, est reparti pour Damas pour « tenter » de réduire les divergences entre la Syrie et les alliés libanais de la résistance.

L'accord pourrait être signé malgré tout par les Palestiniens, et les progressistes ne s'y opposeraient pas. Toutefois, les deux parties semblent sceptiques quant à son application.

Parallèlement, les divergences s'aggravent entre les deux principaux partis de la droite chrétienne, les Phalanges de M. Gemayel et le P.N.L. de M. Chamoun. Un affrontement entre leurs miliciens, à Jounieh, a fait huit morts et dix blessés.

En voulant se présenter en médiateur entre les progressistes et la Syrie, l'O.L.P. cherchait à conserver un minimum de marge de manœuvre pour tenter d'assouplir les conditions qui lui sont imposées par Damas dans l'accord d'habitat mardi et qui, sur deux points au moins, intéressent au premier chef la présence palestinienne au Liban : l'absence de toute référence au retrait des troupes syriennes et l'application des conventions libano-palestiniennes de 1969. Le maintien des forces au Liban donne bien évidemment à M. Gemayel le pouvoir de contrôler les Palestiniens à sa convenance et de restreindre leurs activités.

Le projet d'accord syro-palestinien est également contesté sur un troisième point : la gauche libanaise souhaite que le règlement des aspects politiques du conflit se fasse sous l'autorité du président élu, M. Elias Sarkis, qui doit, en principe, prendre ses fonctions le 23 septembre prochain, et non pas durant le mandat de l'actuel chef de l'Etat, M. Soleyman Frangie.

Le projet d'accord prévoit bien que la « table ronde » entre les dirigeants libanais se tiendrait sous l'égide de M. Sarkis, mais elle devrait aussi avoir lieu « sans l'absence des progressistes libanais et la résistance palestinienne » ont convenus que Damas et ses alliés conservateurs au Liban veulent, ce faisant, « débayer le terrain » avant l'accession de M. Sarkis au pouvoir.

(Lire la suite page 3.)

## M. Jean François-Poncet est nommé secrétaire général de l'Élysée

M. Jean François-Poncet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, a été nommé, mardi 27 juillet, par un décret et deux arrêtés publiés au « Journal officiel », du 28 juillet, secrétaire général de la présidence de la République, en remplacement de M. Claude Pierre-Brossolette.

Quelle que soit la nouvelle fonction à laquelle sera appelé M. Pierre-Brossolette (qui pourrait succéder à Jacques Chirac, assassiné le 15 mai dernier, à la présidence du Crédit lyonnais), son départ de l'Élysée ne peut guère être interprété autrement que comme une dégradation. Les relations entre le chef de l'Etat et le secrétaire général de la présidence de la République s'étaient lentement détériorées depuis mai 1974. M. Pierre-Brossolette ne cachait pas qu'il lui était devenu de plus en plus difficile de collaborer avec M. Giscard d'Estaing, dont il critiquait souvent en privé, les initiatives.

Le secrétaire général se heurtait en maintes occasions au président de la République. Ce dernier qui lui reprochait de trop parler, ne pouvait accepter en outre que son plus proche collaborateur s'opposât à bon nombre de ses idées. M. Pierre-Brossolette avait par exemple, révoqué les membres du cabinet présidentiel se demandant tous les matins avec inquiétude que le chef de l'Etat allait encore inventer. Mais ces réserves ne portaient pas seulement sur les « gâchis » de M. Giscard d'Estaing : réaliste et sceptique, le secrétaire général de l'Élysée passait pour un ennemi de toutes les audaces ; cette prudence, qui justifiait un certain immobilisme, rendait, apparemment, aux affaires politiques comme au domaine diplomatique.

THOMAS FERENCZI.  
(Lire la suite page 4.)

## Christian Ranucci a été décapité

Condamné à mort le 10 mars 1976 par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône pour avoir tué une fillette âgée de huit ans qu'il avait enlevée, Christian Ranucci, âgé de vingt et un ans, a été exécuté ce mercredi 28 juillet à la prison de Baumettes à Marseille, à 4 h. 15. Son pourvoi en cassation avait été rejeté le 17 juin dernier.

Appelé pour la deuxième fois à faire usage de la prérogative que lui donne la Constitution, M. Giscard d'Estaing avait refusé d'accorder la grâce. Il en avait fait bénéficier le jeune Bruno T., âgé de dix-sept ans et demi au moment où il avait assassiné une petite fille.

Un autre condamné à mort, dont le pourvoi en cassation a été rejeté, attend la décision du président de la République : il s'agit de Moussa Benahara, meurtrier d'une femme de quatre-vingt-trois ans et incarcéré à la prison de Dijon.

## Les guillotines de l'opinion

par PHILIPPE BOUCHER

Candidat à la présidence de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing avait fait connaître son « action profonde » envers la peine de mort et son souci qu'elle ne soit pas envisagée en fonction de « considérations électorales ». Les secondes l'auraient-elles emporté, pour le chef de l'Etat, sur la première ? Au terme d'une évolution de pensée, plusieurs fois développée en public, M. Giscard d'Estaing se trouve en plein accord avec son ministre de la Justice sur l'exemplarité de la peine de mort. Au point qu'il retient cette thèse à propos d'un supplicié dont la jeunesse, les antécédents familiaux extrêmes, le crime « gratuit », permettaient probablement une autre décision.

Comment prendre en compte ce qui ne s'est pas produit ? Rien ne peut prouver qu'une exécution capitale « marque » la répétition des crimes identiques à celui qui est réprimé. Il est arrivé que l'abolition de la peine de mort « accompagne » d'une diminution de la criminalité de sang. Pour quoi donc ne pas admettre qu'un doute, au moins, subsiste quant à l'exemplarité.

Ce qui n'en donne que plus de force à une autre question que M. Giscard d'Estaing ne paraît s'être jamais posée, du moins publiquement, et qui doit être envisagée en fonction de la morale.

Pour être l'objet de tant de débats, le problème de la peine de mort, dérivée en termes de statistique, immense en termes d'éthique, ne peut être examiné à la seule lumière du crime qu'elle punit. La peine de mort est plus qu'une sanction : elle rejette celui qui la subit au-delà du monde vivant qui a prévu une telle procédure. La décapitation ne peut se définir, pour ainsi dire, que par une tautologie : « La peine de mort est la peine de mort ».

Peut-on, sur une telle question, avoir une opinion mitigée ? Peut-on y répondre, comme cela semble résulter de l'examen conjugué des déclarations et de la décision du chef de l'Etat, par un « non, mais... » ?

(Lire la suite page 8.)

## AU JOUR LE JOUR

### A CHACUN SES J.O.

En 1940, le dessinateur Senner expliquait : « Un français en montrant un culte excessif de reproches par un aristocrate : « Que voulez-vous ? Vous faîtes vos délices de Proust et de Gide. » Les échecs essayés par nos athlètes à Montréal auraient-ils pour origine de mauvaises lectures ? Quel auteur a séduis les jurets d'Eschewin, coupé le souffle de Morillon ?

Une interview de Guy Druet nous a mis sur la piste du coupable. « Bien sûr, j'aimerais gagner, affirme le champion du 110 mètres haies. Mais enfin, si je perds, je n'en ferais pas une maladie. Ce n'est jamais qu'un jeu. » Or, si vous consultez le Petit Robert, vous verrez qu'il définit le jeu comme « une activité n'ayant d'autre but que de procurer du plaisir ».

Voulez-vous tout le mal. Par respect pour le dictionnaire, les Français boudent les médailles qui leur colleraient trop d'efforts. Que les étrangers s'en emparent ! Ces gens ne savent pas s'amuser. GABRIELLE ROLIN.

## LES ASSOCIATIONS POUR L'ENVIRONNEMENT

### UNE NOUVELLE PARTICIPATION

par PAUL GRANET (\*)

La politique de l'environnement a désormais ses militants : les associations. Trois cent mille adhérents, dix mille organisations et une centaine de créations supplémentaires chaque mois, voilà qui décrit avec éloquence l'ampleur du phénomène. Il s'agit là d'un fait nouveau, remontant tout au plus à une décennie, et qui doit être bien distingué d'autres phénomènes associatifs : celui regroupant des exploitants sans but lucratif (associations de gestion) ; celui qui réunit les citoyens désireux d'exercer une activité particulière (associations de sports, de loisirs ou culturelles) ; celui qui rassemble des personnes ayant un problème particulier en commun (associations de parents d'élèves, par exemple). Les associations de l'environnement ont une finalité : la sauvegarde ou l'amélioration du cadre de vie. Elles veulent donc incarner un intérêt général, mieux même : une exigence universelle.

Certes, un véritable recensement de associations de l'environnement reste malaisé. A la limite, nous trouverons toujours des cas ambigus. Ainsi, où doit-on situer les associations de consommateurs ? Si elles ne défendent pas les espaces naturels, à tout le moins jouent-elles un rôle dans l'environnement immédiat de l'homme. Nous aurions donc tendance à les inclure dans la catégorie des associations de l'environnement.

Inversement, il faudrait dissocier des associations de l'environnement, celles qui constituent des « syndicats de possédants » luttant pour la pérennité d'un privilège (mais préserver un panorama, c'est peut-être aussi défendre une cause d'intérêt général), ou celles qui ont pour unique objet de faire monter les enchères.

L'on reproche parfois à ces associations de défendre des « intérêts particuliers ». L'accusation soulève le vieux problème de la définition de l'intérêt général. (\*) Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Qualité de la Vie (environnement).

L'intérêt général peut n'être qu'une invocation formelle pour exiger des sacrifices, des renoncements, des silences, au nom de valeurs abstraites et lointaines qui sont censées assurer la cohésion de la société, sa fidélité à elle-même et son avenir. Mais l'intérêt général peut être considéré aussi, comme « ce qui assure à chacun toutes les possibilités d'épanouissement offertes par le niveau de civilisation matérielle et de culture existant à un moment donné ».

### Un mouvement difficile à cerner

Le mouvement associatif pour l'environnement est donc difficile à cerner, d'autant qu'une association peut changer de comportement, voire de raison d'être, au fil de son évolution.

Il nous suffit, cependant, de savoir que le mouvement associatif, dans son ensemble, est majeur, compétent et sérieux. Qu'il traduit dans ses composantes essentielles une volonté de défense de la flore, de la faune, des sites, des paysages et des espèces naturelles — et par là même une large prise de conscience de ces problèmes. Et qu'il résulte d'une évolution historique.

Il y a vingt ans, l'on était prêt à tout sacrifier à la croissance. Chaque commune rêvait d'une zone industrielle. Tout maire, tout candidat avait les yeux fixés sur les taux et les statistiques de progression. C'était l'époque des comités d'expansion.

Nous vivons aujourd'hui le temps des comités de défense. Ils procèdent d'abord d'un réflexe de peur face à une génération de bâtisseurs qui, appuyée sur des moyens techniques démultipliés, a plus détruit (ou remodelé) la nature en quelques années que durant les siècles précédents. Ils marquent ensuite le désir de pause et de réflexion d'une nation contrainte par une secousse éco-

nomique à moins mal maîtriser les vertiges de la croissance. Ils traduisent enfin le traumatisme de l'homme, brusqué et mené à l'encontre aux menaces d'une rupture des équilibres naturels.

Pour brutalement et parfois injuste qu'elle soit, cette attitude de défense est saine. Ayons le courage de reconnaître que la dégradation de l'industrie, la densification indéfinie des villes, la privatisation de l'espace, l'esprit « molochéen » de certains grands travaux publics, tendent à aggraver le milieu naturel, aussi bien que la sensibilité et l'équilibre humains.

(Lire la suite page 17.)

## AU PETIT PALAIS D'AVIGNON

### Les primitifs de la collection Campana

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a inauguré à Avignon le nouveau musée du Petit Palais, où sont rassemblées les collections de primitifs que possédait la ville et la collection Campana, dont le regroupement, après un siècle de dispersion, fait figure d'événement.

Les hautes murailles impenables du Palais des papes semblent considérées avec indulgence une foule jeune, hirsute et bigarée, qui doit leur rappeler le bon vieux temps. Cette foule du Festival saura-t-elle prêter attention à ce qui se prépare au bout du parvis doré, maintenant muni de gradins propices au fanatisme ? Peut-être. En tout cas, les futurs visiteurs d'Avignon ne s'y tromperont pas. Le Petit Palais, ancien palais des archevêques, ferme utilement la place du côté du mistral, et la façade, avec son mur crénelé, regarde de toutes ses fenêtres vers la ville, les autres murs régnent sur le Rhône. Avignon, qui en avait bien besoin, va posséder à nouveau musée. Ce qui rend tournant d'événement, c'est que cette réalisation inaugure la réorganisation nécessaire des collections de la ville et conduit en même temps une étrange affaire qui dure depuis plus d'un siècle. Affaire dont on ne peut rendre compte qu'en rappelant l'histoire du personnage qui, de façon inattendue, les Français boudent les médailles qui leur colleraient trop d'efforts. Que les étrangers s'en emparent ! Ces gens ne savent pas s'amuser. GABRIELLE ROLIN.

(Lire page 9 l'article d'ANDRÉ CHASTEL.)

### Moustapha Safouan La sexualité féminine



Un livre qui redresse bien des illusions, même chez les psychanalystes.

Coll. Le Chêne français dirigée par J. Lacan - 160 pages 27 F.

### Jacques Lizot Le cercle des feux



Faits et dits des Indiens yanomami.

« Ce livre fourmille d'informations ethnographiques, la vie indienne y jaillit en même temps dans la continuité de son rythme, dans sa tendresse, sa cocasserie, sa violence ».

Pierre Clastres  
Les Nouvelles littéraires  
Collection Recherches anthropologiques dirigée par R. Guérin - 256 pages 25 F.

Voir page 3

TUNISIE CONTINUED  
des variétés  
par des  
TUNISIE CONTINUED

# EUROPE

## Espagne

### Le parti communiste espagnol réunit son comité central à Rome

Rome (A.F.P.). — « Nous voulons en finir avec notre demi-clandestinité et jouer cartes sur table », a déclaré, à l'A.F.P., un des organisateurs de la réunion du comité central du parti communiste espagnol qui s'est ouverte ce mercredi 28 juillet à Rome.

#### MADRID ET LE VATICAN SIGNENT UN ACCORD DE RÉVISION DU CONCORDAT DE 1953

Madrid (A.F.P., A.P. Reuter). — M. Marcelino Oreja, ministre espagnol des affaires étrangères, devait se rendre ce mercredi 28 juillet à Rome pour y signer avec le Vatican un accord de révision du concordat de 1953. Aux termes de cet accord, le roi d'Espagne renonce à son droit de présentation des évêques et le Saint-Siège au privilège des prêtres espagnols qui, jusqu'à présent, ne pouvaient être jugés par le pouvoir civil sans autorisation préalable de leur supérieur.

Ces deux éléments bloquaient depuis plusieurs années la révision du concordat, souhaitée de part et d'autre. Le droit historique des rois d'Espagne de rendre un avis décisif dans la nomination des évêques avait été aboli par la II<sup>e</sup> République, en 1931, puis rétabli par le général Franco en 1958.

D'autre part, un indicatif mardi 27 juillet à Madrid, de source officielle, que le projet d'amnistie que le gouvernement espagnol proposait vendredi au roi Juan Carlos s'appliquait à tous les prisonniers politiques, à l'exception de ceux qui ont été impliqués dans la vie ou l'intégrité physique des personnes. En Galice, le souverain a été accueilli mardi à Vigo par un cortège de deux mille personnes, à l'occasion de la fête de la ville.

Enfin, dans une déclaration à l'opinion publique, le ministre des Affaires étrangères, Marcelino Oreja, a déclaré que le gouvernement espagnol ne se désolait pas de la situation de la démocratie chrétienne, mais qu'il était prêt à prendre le risque de présenter un gouvernement monocolore. M. Zaccagnini, le secrétaire politique de la D.C., a été, dans son discours, de demander de rendre trop précise l'abstention indispensable des communistes. « Les partis dont les délégués ont été informés des lignes du programme, a-t-il déclaré, pourront rendre un service en décidant de façon autonome de s'abstenir, de même que nous, de façon tout aussi autonome, nous rendons au pays le service de former un gouvernement. »

M. Zaccagnini a expliqué que le parti communiste ne se désolait pas de la situation politique, il n'y avait pas d'autre

Rome et durera, jusqu'au 30. Selon le représentant du P.C. espagnol, bien qu'il n'y ait pas eu de réponse officielle, le régime espagnol a fait savoir par des voies détournées qu'une telle réunion, à condition qu'elle soit discrète et surtout que la Pasionaria (Mme. Trujillo) et M. Santiago Carrillo n'y participent pas, aurait pu être envisagée. Devant ces conditions, considérées comme « inacceptables », le P.C.E. a décidé de se réunir à Rome, à l'invitation du parti communiste italien.

La présidente du parti, Mme Dolores Ibaruri, venue de Prague, et le secrétaire général, de celui-ci, M. Santiago Carrillo, venu de Paris, dirigeront les débats. La représentation de l'intérieur sera exceptionnelle, car, pour la première fois, des personnes dont on connaît les liens avec le P.C.E. seront publiquement à la tête de la délégation. Parmi les membres du comité central, il s'agit notamment de M. Marcelino Camacho, Fernando Soto, Eduardo Saborido et du journaliste Francisco Garcia Salve dit « Paco », tous dirigeants des commissions ouvrières. L'économiste Ramon Tamames participera également aux travaux du comité central, à côté d'autres intellectuels, de représentants syndicaux, d'artistes, et de militants de toutes les régions.

D'autres forces d'opposition seront représentées à la séance inaugurale, les courants démocratiques chrétiens par M. Joaquin Ruiz Jimenes et Jaime Gil Robles, les socialistes par M. Luis Yanes, chargé des relations internationales, le parti socialiste populaire par l'avocat Raul Morodo, les sociaux-démocrates par l'avocat Manuel Diaz Alegria.

Parmi les personnalités indépendantes invitées à Rome se trouvent en particulier deux ecclésiastiques : le jésuite José Diaz Alegria et le chanoine Gonzalez Garcia, tous deux chefs de file de l'Eglise progressiste espagnole. M. Rafael Calvo Serer (monarchiste indépendant), fondateur de la Junta démocratique d'Espagne, et M. Juan Luis Garcia, journaliste, écrivain, professeur et journaliste, ont également été invités. M. Enrique Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., intervenira au cours de la séance publique.

## Italie

### La direction de la démocratie chrétienne estime que M. Andreotti est en mesure d'obtenir la confiance du Parlement

De notre correspondant

Rome. — La direction de la démocratie chrétienne, réunie mardi 27 juillet, a décidé à l'unanimité que M. Andreotti, président du conseil, est en mesure de former un gouvernement et d'obtenir la confiance du Parlement. Ainsi, en l'absence de toute majorité constituée à la Chambre, la démocratie chrétienne prend le risque de présenter un gouvernement monocolore. M. Zaccagnini, le secrétaire politique de la D.C., a été, dans son discours, de demander de rendre trop précise l'abstention indispensable des communistes. « Les partis dont les délégués ont été informés des lignes du programme, a-t-il déclaré, pourront rendre un service en décidant de façon autonome de s'abstenir, de même que nous, de façon tout aussi autonome, nous rendons au pays le service de former un gouvernement. »

M. Zaccagnini a expliqué que le parti communiste ne se désolait pas de la situation politique, il n'y avait pas d'autre

choix : gouvernement démocrate-chrétien et abstention des partis qui ont refusé ou dont on refuse l'insertion dans la majorité. Tout en prenant acte du rôle crucial et déterminant du parti communiste, M. Zaccagnini a répété qu'il n'était pas question de se confondre dans une majorité de gouvernement. « Il faut éviter le danger des manœuvres parlementaires provoquant en fait cette majorité que nous avons exclue sur le plan politique », a-t-il déclaré. Le secrétaire de la D.C. Les communistes l'ont déjà précisé : ils ne se prononceraient que lors du vote qui suivra la présentation du gouvernement à la Chambre. On voit mal pourtant les communistes empêchant la mise en place d'un gouvernement alors qu'ils ne cessent de déplorer la longueur de la crise et d'insister sur l'urgence de mesures économiques et sociales, dont certaines figurent déjà dans le programme présenté par la démocratie chrétienne. — (Interim.)

## Union soviétique

### Un groupe d'intellectuels publie une liste de huit personnes arrêtées pour délit d'opinion depuis la conférence d'Helsinki

Moscou (A.F.P.). — Le groupe d'intellectuels soviétiques qui s'est fixé pour tâche de faire respecter par l'U.R.S.S. les clauses de l'accord d'Helsinki affirme dans un texte de quatre pages, remis à la presse, que « le gouvernement soviétique n'a pas l'intention d'appliquer ses obligations internationales dans le domaine de la liberté d'opinion ».

Le groupe, dirigé par le physicien Youri Orlov, constate notamment qu'il n'y a « aucune amélioration dans le domaine de l'émigration et que, en dépit de concessions envers les dissidents les plus connus à l'étranger, la répression continue, peut-être plus durement qu'auparavant pour ceux qui ne reçoivent pas de publicité ». Le texte cite les noms de huit personnes arrêtées depuis la conférence d'Helsinki pour délits politiques, quatre seraient internées dans des hôpitaux psychiatriques. Pour les prisonniers politiques, selon le texte, les visites des familles sont encore limitées et la censure du courrier accrue.

« Les quatre personnes internées dans des hôpitaux psychiatriques pour délit d'opinion sont : M. Alexandre Alexandrov, un étudiant de Sverdlovsk, M. Youri Tsvetkov, un ouvrier de Leningrad, et M. Pavel Bachkurov, historien du Musée des beaux-arts de Yakoutsk. Ce dernier a été arrêté en juin, alors qu'il tentait de se rendre à Nyurakhan pour voir M. André Tsvetkov, condamné à deux ans d'exil en Sibérie. Le beau-frère de Bachkurov fut déporté quinze jours après. M. Alexandre Sinitzky a été arrêté à Krasnodar « pour avoir refusé de faire son service militaire » : il avait été appelé sous des draps blancs après avoir déposé une demande d'émigration en Israël. »

Les personnes arrêtées pour délit d'opinion sont : M. Alexandre Alexandrov, un étudiant de Sverdlovsk, M. Youri Tsvetkov, un ouvrier de Leningrad, et M. Pavel Bachkurov, historien du Musée des beaux-arts de Yakoutsk. Ce dernier a été arrêté en juin, alors qu'il tentait de se rendre à Nyurakhan pour voir M. André Tsvetkov, condamné à deux ans d'exil en Sibérie. Le beau-frère de Bachkurov fut déporté quinze jours après. M. Alexandre Sinitzky a été arrêté à Krasnodar « pour avoir refusé de faire son service militaire » : il avait été appelé sous des draps blancs après avoir déposé une demande d'émigration en Israël. »

Trois personnes ont été arrêtées et inculpées de diffamation envers l'Etat : M. Alexandre Alexandrov, un étudiant de Sverdlovsk, M. Youri Tsvetkov, un ouvrier de Leningrad, et M. Pavel Bachkurov, historien du Musée des beaux-arts de Yakoutsk. Ce dernier a été arrêté en juin, alors qu'il tentait de se rendre à Nyurakhan pour voir M. André Tsvetkov, condamné à deux ans d'exil en Sibérie. Le beau-frère de Bachkurov fut déporté quinze jours après. M. Alexandre Sinitzky a été arrêté à Krasnodar « pour avoir refusé de faire son service militaire » : il avait été appelé sous des draps blancs après avoir déposé une demande d'émigration en Israël. »

## Grande-Bretagne

### Ancien secrétaire général de la Confédération syndicale

#### LORD FEATHER EST MORT

Lord Feather, qui fut, sous le nom de Vic Feather, secrétaire général de la Confédération des syndicats britanniques (TUC) de 1969 à 1973, est mort à Londres dans la nuit du 27 au 28 juillet d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-huit ans.

Prénommé Victor Grayson, en hommage aux deux grands leaders ouvriers du siècle dernier, par des parents fervents syndicalistes, Lord Feather avait connu une jeunesse très pauvre dans le Yorkshire, à quarante ans, il dut quitter l'école pour aider financièrement sa famille. De 1923 à 1928, il travailla à la coopérative de Bradford tout en suivant des cours du soir et en lisant tout ce qui lui tombait sous la main. En 1937, il entra comme « permanent » au siège londonien du TUC.

Autodidacte, Vic Feather avait acquis une vaste culture, non seulement politique, mais aussi artistique. Rapidement reconnu comme un habile négociateur, il accomplit de nombreuses missions de médiation dans le monde entier. Soldatement bâti, doté d'un rugueux accent du nord-est, amateur des plaisanteries qui font rire le public des clubs de mineurs, il resta toujours très proche de la base ouvrière. Lorsqu'il succéda, en 1969, à un idéologue du syndicalisme, M. George Woodcock, Vic Feather imprima à la direction du TUC une image plus pragmatique, plus bonhomme aussi. Ce qui ne l'empêcha pas de s'opposer fermement à M. Edward Heath lorsque le leader conservateur entreprit, en 1972, de limiter le droit de grève.

Vic Feather avait pris sa retraite en 1973 et avait été remplacé à la tête du TUC par son adjoint, M. Len Murray. Il avait été élu président de la Chambre des lords en mai 1974, mais avait découvert un cancer du poulmon dont il avait récemment été déclaré guéri. — N.B.

# DIPLOMATIE

## AU CONSEIL DES « NEUF »

### Les Britanniques font reporter à septembre la décision finale sur l'élection européenne

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Neuf, réunis mardi 27 juillet, ne sont toujours pas parvenus à approuver la décision concernant l'élection de l'Assemblée européenne.

M. Hattersley, secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, qui, une semaine plus tôt, n'était pas en mesure d'approuver le projet préparé par les ministres, a expliqué à ses collègues que son gouvernement n'avait pas eu le temps de se saisir du dossier. Les Neuf s'efforceront de parvenir à un accord lors de leur prochaine session, le 20 septembre.

M. Van der Stoep, le ministre néerlandais des affaires étrangères qui préside le conseil, a regretté ce contretemps, mais s'est déclaré « confiant » pour l'avenir. Quant aux Français, qui depuis l'accord sur la répartition des sièges, expliquent qu'il n'y a pas lieu de se précipiter pour conclure, ils ne se plaignent, à l'évidence, en aucune manière de ce nouveau retard.

On connaît les raisons de la controverse : les Britanniques, en décembre 1974, s'étant réservés la possibilité de désigner, au printemps 1978, leurs députés à l'Assemblée européenne, dans le cas où le Parlement de Westminster ne parviendrait pas, dans les délais voulus, à approuver les dispositions législatives nécessaires pour procéder à l'élection au suffrage universel direct. Le 19 juillet, M. Sauvagey, qui avait expliqué qu'il serait politiquement et juridiquement aberrant de désigner leurs députés au suffrage indirect, alors que les autres États membres (à l'exception, toutefois, du Danemark, pour lequel une dérogation reste envisagée) seraient tenus de les désigner au suffrage universel, a fait proposer, le 20 juillet, que la décision du Conseil soit prise en deux. Dans un préambule, les

De notre correspondant

Neuf réaffirmeraient leur volonté de faire effort pour que l'élection puisse bien avoir lieu, comme prévu, en mai ou juin 1978 ; dans l'acte juridique lui-même (c'est-à-dire la partie de la décision devant être ratifiée par les Parlements), il ne serait fait aucune référence à une date. Ainsi, au cas où le Parlement de Westminster ne parviendrait pas au bout de ses réflexions, dans les délais voulus, les élections seraient reportées.

C'est ce projet de texte — à l'égard duquel M. Hattersley a dit, mardi, qu'il avait une attitude « neutre » — que le gouvernement de Londres n'a pas encore étudié. Le nouveau délai imposé par les hésitations britanniques sera mis à profit pour que la dérogation au profit du Danemark soit rédigée en termes aussi peu choquants que possible pour les autres États membres et qu'elle soit limitée à la première élection.

#### La négociation grecque

Les Neuf ont approuvé d'autre part une déclaration par laquelle la Communauté indique son intention d'étendre à 300 milles de ses côtes la zone de pêche réservée. Il y est noté que dans cette limite, la pêche sera réglementée par des dispositions communautaires. Celles-ci restent à préciser, mais les Britanniques, contre l'avis des autres États membres, insistent pour que, dans une zone de 12 milles, le droit de pêche leur soit réservé.

Un groupe de travail « à haut niveau » composé de secrétaires d'Etat (la France était représentée par M. François-Poncet, ministre de la Politique étrangère) a été mis en place, non sans mal, à s'entendre sur une formule qui permette, dès le début de septembre, la reprise du dialogue entre la Communauté et la Grèce. Ce groupe des Neuf (les pays de l'O.C.D.E.) s'est réuni jusqu'à présent, de donner la moindre assurance à ses interlo-

cuteurs du tiers-monde sur l'allègement de la dette des pays sous-développés.

La formule finalement retenue par la C.E.R. et qui va être soumise au co-président canadien de la conférence, pour qu'il y rallie les autres membres du groupe des Neuf, indique que celui-ci est disposé à faire effort pour parvenir à un « règlement du problème de la dette ». Il y est précisé ensuite, semble-t-il, que les Neuf entendent examiner « chaque cas » selon ses mérites.

Enfin, les négociations qui doivent conduire à l'adhésion de la Grèce à la Communauté ont été formellement ouvertes. Cet événement a été salué comme une « journée historique » pour l'Europe, tant par M. Van der Stoep, que par M. Papaligouras, le ministre grec chargé des relations avec la Communauté.

Les pourparlers commenceront dès l'automne. Ils porteront essentiellement sur les modalités de la période de transition. M. Papaligouras estime que la Grèce devra être de cinq ans, l'élimination des droits de douane et des restrictions quantitatives devront être achevée à l'issue de cette période.

M. Papaligouras a souligné qu'en dépit de la différence de développement entre son pays et les Neuf, la Grèce ne demandait rien qui n'ait déjà été appliqué par la C.E.R. Pour combler son retard, elle souhaite seulement figurer parmi les bénéficiaires privilégiés (au même titre que l'Italie, l'Irlande et le Royaume-Uni) des aides fournies par le fonds régional et le fonds social européen. Elle demande cependant à son régime spécial lui permettant de maintenir certaines mesures fiscales en faveur de son industrie. M. Papaligouras a insisté sur l'importance capitale de la politique agricole commune pour la Grèce, estimant que son application « ne saurait pas de difficultés majeures ». Il faudra tenir compte, cependant, a-t-il observé, de la politique agricole commune pour la Grèce, et par conséquent des coûts des transports.

PHILIPPE LEMAITRE.

## A TRAVERS LE MONDE

### Angola

TOUTES LES AUTORISATIONS D'ENTRÉE en Angola pour les ressortissants étrangers ont été provisoirement suspendues, a annoncé M. Lopo de Nascimento, le ministre des affaires étrangères. Il a précisé que cette mesure serait maintenue jusqu'à ce que les autorités aient une idée exacte des problèmes que pose le retour des réfugiés angolais réfugiés au Portugal. Le premier ministre a également annoncé une compression drastique des dépenses publiques en raison du déficit budgétaire. — (A.F.P.)

### Argentine

LE PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS et le Mouvement des radicaux de gauche ont adressé, mardi 27 juillet, un télégramme au président de la République d'Argentine, le général Jorge Rafael Videla, pour protester contre l'arrestation de Manuel Berninda Sancho, avocat, et de Cristina Navajas de Sancho, parentes de Roberto Sancho, dirigeant de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), tué la semaine dernière.

### Australie

M. FRASER, PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN, a visité officiellement aux Etats-Unis, a conféré mardi 27 juillet avec M. Ford. L'entretien a porté essentiellement sur la situation dans l'océan Indien et dans le sud-ouest du Pacifique et sur les relations économiques et financières entre les Etats-Unis et l'Australie. — (A.F.P.)

### Chine

UN RESPONSABLE DU BUREAU DE NARCOTIQUES DE HONGKONG a démenti, mercredi 27 juillet, les accusations formulées récemment dans l'hebdomadaire soviétique Nedelia selon lesquelles la Chine exporterait de l'héroïne en Europe, via Hongkong. Il a qualifié les assertions de Moscou de « propagande antichinoise » et a précisé qu'à sa connaissance la Chine était le seul pays au monde à avoir résolu le problème de la drogue. — (A.F.P.)

### Etats-Unis

M. JOHN CONNALLY, ancien gouverneur du Texas, a annoncé, mardi 27 juillet, qu'il soutiendrait la candidature de M. Gerald Ford à la convention du parti républicain. — (A.F.P.)

### Irlande du Nord

Mme MARIE DRUMM, vice-présidente du Sinn Féin et « visio », la branche politique de l'I.R.A., a pris officiellement la direction du mouvement après la décision, annoncée lundi 26 juillet à Belfast, par le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees, d'expulser du Royaume-Uni le président irlandais du Sinn Féin, M. Rory O'Brady. — (A.F.P.)

### Tchad

LE GENERAL MALLOUM, président de la République du Tchad, qui recevait, mardi 27 juillet, les membres du corps diplomatique de N'Djamena, s'est plaint de l'« attentisme » manifesté par un certain nombre de pays à l'égard de son régime. Landi, au cours d'une conférence de presse, il a avoué que les auteurs de l'attentisme à la grenade auquel il a échappé le 13 avril dernier, affirmant que les incriminés étaient en relations avec M. Abba Siddick, secrétaire général du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT). — (A.F.P., Reuter.)

## M. Strauss chez M. Chirac

### <Le marxisme conduit à la dictature>

M. Franz-Josef Strauss, président de la C.S.U., alle bavaroise de la C.D.U. (opposition chrétienne-fédérale), a eu, mardi 27 juillet, un entretien d'une heure avec M. Chirac.

M. Strauss a expliqué, en quittant l'hôtel Matignon, qu'il s'agissait de maintenir, comme cela se fait depuis deux ans, les contacts entre la C.D.U. et l'U.D.R., en vue de préparer l'avenir.

Interrogé sur les déclarations de M. Schmidt, il a répondu que l'Europe n'avait pas à aider un gouvernement à participation communiste. Il a ajouté :

« Si c'est bon de savoir ce qui est juste, il n'est pas toujours bon d'embrasser les trompettes de l'opinion publique. A cet égard, à Porto-Rico, les Italiens étaient 12. On pouvait avoir des hésitations et le dire aux Italiens. Mais ce n'est pas bien de parler ensuite d'une décision secrète et de la communiquer aux journalistes. En définitive, je pense que cela a été conçu davantage pour des raisons électorales en Allemagne fédérale. »

« Je ne suis ni sergent-major ni maître d'école, et je ne veux

donner de leçon ni à l'Italie ni à la France. Cependant, je pense qu'un régime marxiste, à plus ou moins long terme, conduit à la dictature. A cet égard, nous avons une leçon en tant qu'Allemands, que nous avons retenue. Je n'ai pas hâte de quitter Hitler pour me plier à une dictature marxiste. Nous avons construit maintenant, depuis trente ans, un régime libéral. Je suis un des survivants parmi les fondateurs. Nous avons une société démocratique libérale, tolérante et ouverte. C'est cela que nous voulons défendre contre tout empiètement marxiste ou tout régime totalitaire, qu'il soit de droite ou de gauche. »

Auparavant, M. Strauss avait été l'hôte d'un déjeuner organisé par l'Association France-Bavière, dont il est le coprésident avec M. Philippe Malaud, ancien ministre (C.R.). Il avait traité M. Willy Brandt de « marxiste convaincu », bien qu'il « ancien agent de la C.I.A. », M. Schmidt d'« illusionniste », et exprimé sa conviction que « l'un est convaincu d'appeler à « euro-communisme » n'est qu'une des deux lignes tactiques utilisées par le Kremlin dans le cadre de sa stratégie globale. Il avait aussi évoqué sa conversation avec M. Mao Tse-toung, le mettant en garde contre la « finlandisation » de l'Europe, et émis certaines critiques à l'égard de la politique atomique française. Il avait affirmé que « l'après-OTAN » devrait prendre la forme d'une Europe de la défense, et non pas d'une généralisation des armements nucléaires nationaux.

Les pourparlers gréco-turcs sur la ligne P.L.R. (Flight Information Region) séparant les deux pays qui devaient commencer mardi 27 juillet à Paris ont été remis à une date ultérieure. C'est à la demande de la Grèce, qui a écarté l'indisposition de M. Karayannis, président de la délégation grecque, que cette réunion a été retardée.

Les couloirs aériens au-dessus de la mer Egée avaient été fermés à la suite de l'intervention des troupes turques à Chypre, en juillet 1974.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.  
Généré par : Jacques Raut, directeur de la publication.  
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde  
5, rue de la Harpe  
PARIS-IX  
1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57927.

## TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 266.23.55.

Nom \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

ONT L.E. 691

هنا من العمل





# AFRIQUE

## Kenya

### Nairobi pose sept conditions à une détente avec Kampala

Le Kenya a rendu publiques, mardi 27 juillet, à Nairobi, les conditions auxquelles il est prêt à normaliser ses relations avec l'Ouganda, qui se sont gravement détériorées depuis le raid israélien sur Entebbe. Devant le corps diplomatique et la presse, qu'il avait convoqués, M. Mungai Waiyaki, ministre des affaires étrangères, a fait savoir que l'Ouganda doit :

— Cesser tout acte de belligérance envers le Kenya, en retirant ses troupes de la frontière ;

— Renoncer à ses prétentions territoriales sur une quelconque partie du Kenya ;

— Cesser de massacrer, d'arrêter illégalement, de torturer les ressortissants kenyans installés en Ouganda et de confisquer leurs biens ;

— Cesser de menacer le Kenya de recours à la force ;

— Cesser sa campagne « de haine et de diffamation » contre le Kenya ;

— Payer les marchandises et les services reçus du Kenya ;

— Ne plus « prendre le Rwanda, le Soudan et le Zaïre en otages », en confisquant les marchandises transitant par le Kenya qui leur sont destinées.

Le ministre kenyan a indiqué que son pays avait accepté l'offre de médiation faite par le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), M. William Eteki. Il a estimé qu'il n'y avait pas lieu de cesser de four-

nir du pétrole à l'Ouganda « tant qu'il le pourra », mais conseillé au gouvernement ougandais d'envoyer au Kenya ses propres camions-citernes, les chauffeurs kenyans refusant désormais d'effectuer le transport par peur de sévices. M. Waiyaki a réaffirmé avoir la preuve que la Libye a fourni récemment à l'armée ougandaise une trentaine de chasseurs Mirage en remplacement des onze Mig soviétiques détruits au sol lors du raid sur Entebbe. L'agence d'information libyenne a aussitôt démenti cette information. — (A.F.P., Reuters.)

## Rhodésie

### SALISBURY FAIT ÉTAT POUR LA PREMIÈRE FOIS D'AFFRONTEMENTS AVEC DES SOLDATS MOZAMBICAINS

Les autorités de Salisbury ont confirmé officiellement mardi que des soldats mozambicains avaient affronté les forces rhodésiennes, le vendredi 23 juillet, à 50 kilomètres au sud de la ville frontalière d'Umtali. Selon les responsables de la sécurité, des militaires du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) ont tenté de s'attaquer à des fermes occupées par des Blancs sur la zone frontalière. C'est la première fois qu'un affrontement de ce genre est reconnu officiellement par le gouvernement rhodésien, qui assure avoir dû repousser l'invasion en utilisant des armes lourdes. Par ailleurs, deux colonnes blanches ont été tuées le lundi 25 juillet, l'une près des chutes de Victoria l'autre dans son ranch, à 400 kilomètres au sud-ouest de Salisbury. Les attaques de guérillas depuis le vendredi 23 juillet ont fait cinq morts et dix-sept blessés parmi les civils rhodésiens. — (A.F.P., Reuters.)

### De graves problèmes économiques

La fermeture de sa frontière avec le Mozambique continue de poser de graves problèmes à l'économie rhodésienne : un des principaux producteurs d'agrumes du pays a été obligé de détruire toute sa production destinée à l'exportation — 10 000 tonnes de pamplemousses, oranges et citrons, d'une valeur de plus d'un demi-million de livres sterling — en raison de la surcharge de la voie ferrée passant par l'Afrique du Sud et de la pénurie de wagons de marchandises.

En fermant sa frontière, le Mozambique aurait, en effet, confisqué tous les wagons qui se trouvaient alors sur la voie ferrée menant au port de Beira, soit près d'un tiers du parc rhodésien. — (A.F.P., Reuters.)

Le ministre zambien des affaires étrangères a demandé, mardi 27 juillet, au Conseil de sécurité des Nations unies de condamner l'Afrique du Sud, pour l'agression perpétrée le 11 juillet dernier contre le village zambien de Sililo, qui avait fait selon la Zambie, vingt-quatre morts et quarante-cinq blessés. Le représentant de l'Afrique du Sud, M. Scolec Eckha, a affirmé qu'il n'avait pas connaissance du raid du 11 juillet, et a plaidé pour la conciliation, le dialogue et la paix en Afrique australe. — (A.F.P.)

## LA BAGAGERIE

### "Prix Vacances"

la valise 65 ou 60 cm 350F  
la valise 65/70 ou 75 cm 395F  
les 2 valises (1 petite + 1 grande) 595F



Paris : 13, rue Tranchet 75008  
41, rue du Four 75006-74, rue de Passy 75008  
Tour Maine-Montparnasse 75005  
Lyon : La Part Oubliée  
Envoi contre remboursement  
13, rue Tranchet 75008 Paris

## habiter Montparnasse

C'est le rêve de tous les amoureux de la Rive gauche, que Promex peut vous aider à réaliser dans deux petits immeubles "tout électrique".

**226 Bd Raspail**  
**164 Bd du Montparnasse**

Il reste quelques appartements raffinés, du studio au 5 pièces, livrés début 1977.

- Isolations thermique et phonique très étudiées
- Prix fermes et définitifs à la réservation

**PROMEX**  
65 rue Rennequin 75017 Paris • Tél. 755.82.10

Nos services étudieront avec vous tous les aspects de votre problème de financement.

# OUTRE-MER

## Polynésie française

### Les difficultés politiques et sociales nourrissent le courant autonomiste

De notre envoyé spécial

Papeete. — Avant que s'ouvre la campagne pour l'élection législative consécutive à la démission, en juin, du député français Sanford (réformateur), la Polynésie française reçoit successivement M. Alain Vivien, député du Val-de-Marne, chargé des questions de l'outre-mer au parti socialiste, puis, début août, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Stirn. M. Vivien doit certes parler d'autodétermination aux Polynésiens, comme il l'a fait Nouméa, mais il lui sera difficile d'évoquer, pour la Polynésie, un avenir socialiste. En effet, à Tahiti, « l'échiquier politique » de la droite et du centre droit. C'est du moins ce qu'affirment les jeunes socialistes de la Mana Te Nuaa, qui vont cependant soutenir la candidature de M. Sanford.

Ce mouvement, récemment créé, regroupe les étudiants qui ont refusé de « s'intégrer au système ». Un système dont on ne peut nier l'efficacité : il permet à une classe politique de faire du défilé des majorités pour le plus grand bien des intérêts qu'elle représente. Il est d'ailleurs symptomatique de constater que, à la faveur de la crise politique qui a conduit à l'élection litigieuse de M. Gaston Flosse comme président de l'Assemblée, et à la démission de M. Sanford, la dévotion s'est levée aux problèmes du présent, les uns soutenant le projet du secrétaire d'Etat, les autres demandant une réelle autonomie de gestion et l'élection d'un président du conseil de gouvernement (il est actuellement nommé par Paris). Ce thème, mobilisateur sur le plan électoral, reste ambigu : les expressions « autonomie » et « indépendance » ont un seul équivalent — *tiamara* — en tahitien.

Les problèmes de fond de la société n'ont été à aucun moment à l'ordre du jour. Pourtant, comme l'a souligné le sénateur Elin, après une mission dans le Pacifique français, l'avenir économique et social de l'archipel dépend de la réponse qui sera donnée à cette question : « Comment réaliser une véritable reconversion ? » et « Comment assurer le revenu d'une population en forte croissance, alors que tend à s'effacer sa principale source de revenus ? ». Le Centre d'expérimentation du Pacifique n'apparaît plus dans quelques années que comme un accident de l'histoire. Son implantation au milieu d'un territoire dont le caractère explosif contraste avec la sérénité de la classe politique et de l'administration. Le CEP s'est implanté en 1963 et le projet d'indépendance de la Polynésie a augmenté de 40% en dix ans. Ce phénomène a provoqué un accroissement sans précédent des revenus et un développement des infrastructures. Le tiers, aggravant l'extrême dépendance du territoire à l'égard de l'extérieur.

### Papeete a changé de visage

Mais les transformations qui affectent la Polynésie ont rompu les équilibres existant au sein de la société et entre les archipels. Si les revenus des ménages ont été multipliés par 4,5, cette richesse soudaine et importée a d'abord profité aux métropolitains — dont l'afflux a été ressenti par les Polynésiens comme une véritable invasion, — mais aussi aux riches et aux commerçants chinois.

Les investissements massifs du secteur public ont aussi entraîné l'installation à Papeete d'une main-d'œuvre polynésienne libérée de la culture de subsistance marginale. Et l'on s'interroge, à la chambre de commerce et d'industrie, de la véritable « prolifération » des archipels au profit de Papeete.

Papeete a d'ailleurs changé de visage et a débordé sur les communes limitrophes : Pirae et Arue à l'est, Faaa et Punaauia, à l'ouest, pour devenir une agglomération de soixante-dix mille habitants étalée sur près de 40 kilomètres. Cette urbanisation accélérée et anarchique a accentué la ségrégation sociale : il y a, d'un côté, Papeete, lieu de travail pour beaucoup et où sont apparus des ensembles de logements analogues à ceux construits dans la banlieue parisienne ; de l'autre, les communes résidentielles, sur la côte paradisiaque vantée par les défilants touristiques.

Pour une population traditionnelle rurale, ce passage brutal à un mode de vie urbain a été difficile : la délinquance sexuelle s'aggrave, de même que les méfaits de l'alcoolisme. Tout le monde s'accorde à souligner le caractère artificiel de cette prospérité urbaine, qui repose exclusivement sur les liens du territoire avec la métropole.

La Polynésie, selon les « indicateurs » du P.M.I., est classée dans le groupe des pays en développement à faibles revenus. Le taux de conversion des importations par les exportations variant de 8 à 11 %, l'essentiel des ressources du territoire provient des dépenses de l'Etat, en particulier de celles du Centre d'expérimentation.

tion du Pacifique. Or le CEP a amorcé son retrait, et la récession atteint la Polynésie. Le territoire a cependant maintenu son train de vie, et, comme le souligne le président de la chambre de commerce, M. Porol, « l'évacuation des taux d'inflation (18 % en 1974, 12 % en 1975) renforce le sentiment d'une lutte en cours et n'importe quel prix ».

### Des mesures budgétaires classiques

A terme de la mesure de l'économie polynésienne à un niveau supérieur de la vie, les dépenses des années 1975-1976, d'autant que les partis politiques traditionnels ne proposent rien de plus que la reconduction des mesures budgétaires classiques, ce qui conduit le plus souvent à augmenter l'aide de la métropole. La majorité de l'Assemblée territoriale (qui se réunit dans la salle du conseil de gouvernement, l'Assemblée étant toujours occupée par des militants du Front uni pour l'autonomie) vient de voter un budget de 14 milliards de francs C.F.P. (100 F C.F.P. = 5,50 F), grâce à une aide accrue de l'Etat obtenue par M. Gaston Flosse : « Cette mission a rapporté 650 millions de francs C.F.P. au territoire », a-t-il déclaré à son retour de Paris.

Pourtant, le rapport d'information du sénateur Elin est formel : « L'effort à entreprendre suppose une remise en cause des habitudes de la population, et spécialement de son état d'esprit économique et social ». En effet, rendre aux cultures vivrières le rôle qu'elles jouaient avant 1960, c'est remettre en cause le développement agro-alimentaire et développer les ressources de la mer (l'extension de la zone économique à 200 milles marins permet de pêcher une surface égale à celle de l'Europe) nécessite qu'« à tous les niveaux la population renonce aux facilités de la propriété foncière apportées par le CEP ; il s'agit d'une véritable reconversion ».

Les jeunes socialistes du la Mana Te Nuaa militent présentement en faveur d'une reconversion de l'économie et, par là, veulent engager le territoire sur une voie socialiste. Ils ont baptisé leur mouvement le *Front uni pour l'autonomie*, car ils entendent, en priorité, politiser la masse uniquement sollicitée à l'occasion des campagnes électorales. Ils ont entrepris, de faire le tour des communes, siégeant des réunions sur un thème aussi tabou que celui de l'impôt sur le revenu. Cette campagne d'information, qui devrait leur permettre de recenser un nombre acceptable de candidats aux élections municipales de 1977, porte aussi sur les problèmes de l'école qu'ils jugent « totalement inadéquats » à un territoire en développement et rural. Pour le la Mana Te Nuaa, il faut « adapter le contenu des programmes aux réalités polynésiennes », mais aussi favoriser « une bonne gestion de la culture française à partir d'une assise culturelle polynésienne solide ». Enfin, les jeunes socialistes ont publié un programme de réformes : sociale et foncière notamment — tout en chassant l'ensemble de l'économie. Mais ils concèdent que la réalisation de ce plan dépend, en grande partie, de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1978, car ils ne disposent encore d'aucune réelle assise populaire. Ils militent en faveur de l'autonomie interne.

Il est vrai que les difficultés actuelles nourrissent la revendication autonomiste encouragée par les Eglises, dont le pape catholique, qui se défend d'avoir jamais prôné l'indépendance, a, en demandant la dissolution de l'Assemblée territoriale, rejoint la principale revendication du Front uni pour l'autonomie.

Il reste que la Polynésie, après avoir reçu de M. Vivien l'assurance que le parti socialiste ferait, une fois au pouvoir, la plus large place à la revendication polynésienne, attend de M. Stirn, malgré des tergiversations qui lui ont fait perdre tout crédit auprès de l'opposition, qu'il engage le territoire sur la voie d'une réelle autonomie. Il ne s'agit ni de la départementalisation qui, pour beaucoup, signifie une renouveau du centralisme, ni de l'indépendance, car les responsables polynésiens paraissent conscients de la nécessité pour le territoire d'être intégré dans l'ensemble français.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Le président du gouvernement, ancien président du conseil général de la Réunion, dans une lettre ouverte adressée à « tous les chefs d'Etat et présidents de gouvernement représentés à l'ONU », affirme que le gouvernement français s'engage à « annexer » l'île de Mayotte, au mépris des engagements les plus solennels, et à en faire « le centième département de son Etat ».

# POLITIQUE

### M. Jean François-Poncet est nommé secrétaire général de l'Élysée

(Suite de la première page.)

Son successeur n'est certes pas un téméraire. Méthodique et travailleur, il n'est pas homme à céder à des emportements, il ne risque pas non plus de mécontenter le chef de l'Etat par des écarts de langage, car, s'il entretient de bonnes relations avec les journalistes, il ne fait pas preuve de la désinvolture parfois reprochée à M. Pierre-Brossolette. Cependant, le nouveau secrétaire général de l'Élysée ne manque pas de convictions. Il est d'abord un ancien résolu, qui fut, sous l'étiquette du Centre démocratique, en 1967 et 1968, bénéficiaire au deuxième tour, en cette dernière circonstance, du soutien de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. Diplômé de carrière et politique de vocation, il n'est pas un « technocrate » comme son prédécesseur, que M. Pompidou accusait, en privé, de manquer de « sens politique ». Comme président-directeur général des établissements J.-J. Carnaud et Forges de Basses-Indre, M. François-Poncet a acquis, en outre, l'expérience directe des problèmes industriels. Depuis sa nomination comme secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, il a été chargé des dossiers les plus délicats, dont il semble jusqu'ici s'être tiré au mieux, notamment à propos de Djibouti.

Sa promotion, assure-on à l'Élysée, n'a pas de signification politique. Il est vrai que l'ancien et le nouveau secrétaire général de l'Élysée, l'un et l'autre amis personnels — et de longue date, — du chef de l'Etat, présentent bien des traits communs : à commencer par leur égal éloignement du gaullisme. A cet égard, M. Pierre-Brossolette héritait les uns et les dirigeants de l'U.D.R., l'entrée au gouvernement de M. François-Poncet, il y a six mois, avait suscité des commentaires également hostiles dans les milieux gaullistes. Toutefois, ce dernier s'entend bien avec M. Chirac comme avec M. Pompidou. N'appartenant à aucun des partis de la majorité (l'Élysée lui attribue au moment du remaniement gouvernemental de janvier dernier l'étiquette « majorité présidentielle »), M. François-Poncet peut jouer un rôle de conciliateur. Après la nomination de M. Seris comme conseiller politique il y a trois mois, tout indique que le président de la République continue de mettre en place l'équipe qui préparera les élections législatives.

THOMAS FERENCZI.

## M. CLAUDE

### PIERRE-BROSSOLETTE

M. Claude Pierre-Brossolette est né le 5 mars 1928 à Paris. Il est le fils de Pierre Brossolette, héros de la Résistance, et de Gilberte Brossolette, qui fut notamment sénateur socialiste de la Seine jusqu'en 1958. Ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, il a alternativement occupé des postes dans son administration et dans le cabinet du ministre des affaires économiques et financières. Il a été directeur du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 1957, successivement chargé de mission au cabinet de M. Robert Lacroix, alors ministre des affaires économiques et financières et chef adjoint du cabinet de Paul Ramadier, qui succéda à M. Laniel comme premier ministre sous la IV<sup>e</sup> République comme un des « espoirs » de la S.F.I.O., fut, en 1956 et 19



Le Jean François-Poulet est secrétaire général de l'Elysée

Le 28 juillet 1976, l'Humanité publie une analyse de l'ouvrage d'Etienne Balibar, sur la dictature du prolétariat (le Monde du 7 juillet). Michel Carrozzo note :

« A l'ère Balibar, on a l'impression que les conditions pratiques de l'accomplissement des tâches révolutionnaires ne sont pas changées depuis le début du siècle, ni au plan national ni au plan international. »

« L'acquis théorique, la pratique politique du parti dans les domaines de la crise, de son analyse, de sa solution, des alliances politiques, de la définition et du rôle de l'Etat semblent absents et maladroits, les tâches Balibar en sont délaissées. »

« Cette négligence des réalités nouvelles a conduit, malheureusement, à présenter une image fautive des traits qui fondent la vie politique. »

« M. Alain Vivien, député de Seine-et-Marne, chargé de déclarations et territoires d'outre-mer à la direction du parti socialiste, vient de déclarer à l'Assemblée de la Nouvelle-Calédonie : « Depuis longtemps, dans la gouvernance française, l'objectif est d'être le plus proche possible de la situation internationale. L'élaboration d'un nouveau statut doit être réalisée sur la base d'un projet d'unité institutionnelle, les données de la défense et de la diplomatie restant de la compétence du pouvoir central. »

« Le Secours populaire français a une responsabilité en faveur des familles étrangères dans les zones du volcan de la Soufrière. »

« On peut adresser les dons au Secours populaire français, 9 rue Roussier, 75008 Paris, C.C.P. 455 556 37. Présenter « Pour les milles de la Guadeloupe. »

# « L'HUMANITÉ » CRITIQUE LE DERNIER OUVRAGE D'ETIENNE BALIBAR

# Le P.C.F. annonce une augmentation sensible du nombre de ses adhérents

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du parti communiste, a annoncé, mardi 27 juillet, devant l'assemblée des responsables communistes de la région parisienne, que le P.C.F. a enregistré

« près de 70 000 adhésions nouvelles en six mois ». « C'est un chiffre inédit », a-t-il ajouté en soulignant la progression par rapport aux idées du XXII<sup>e</sup> congrès du parti.

An 9 juillet 1976 les responsables du P.C.F. déclarent avoir comptabilisé 67 014 adhésions nouvelles. De ce fait, ils atteignent le nombre de cartes placées à la fin de 1975, soit 600 000 environ. Ce qui signifie que, d'ici à la fin de l'année, le P.C.F. devrait voir progresser sensiblement le nombre de ses adhérents.

Encore qu'il faille tenir compte que chaque année le P.C.F. perd environ, selon ses propres chiffres, 10 % de ses effectifs. En décembre 1974, par exemple, il déclarait avoir 450 000 adhérents, en avoir recruté 94 000 durant l'année 1975 mais n'en comptabilisant qu'un total de 500 000 en décembre 1975, soit pour l'année une érosion de 44 000 adhérents. M. Guy Falerio, animateur de la section « organisation » du comité central, souligne toutefois que ces départs ne constituent pas « des pertes politiques » et que les anciens adhérents continuent en général à soutenir le P.C.F. au moins lors des consultations électorales.

« Bien que l'une des ambitions des responsables du P.C.F. soit de réduire le pourcentage des départs, il est pour une part incompressible et découle notamment de la mobilité croissante des salariés. En outre, l'ampleur même du recrutement (en 1975, c'est près d'un quart des effectifs qui a adhéré au P.C.F.) rend difficile l'insertion des nouveaux venus et leur intégration dans l'organisation. Enfin, ces adhésions se font, dans une forte proportion, sur des bases sentimentales et restent donc fragiles. Sur les 12 000 personnes ayant adhéré au P.C.F. entre le 4 juin et le 9 juillet, la moitié l'ont fait à l'occasion des fêtes organisées par les sections et les fédérations communistes. Si les dirigeants communistes

insistent sur cette progression du nombre des adhérents, c'est surtout pour démontrer les analyses qui sont faites sur le « déclin historique » du P.C.F. analyse que M. Valéry Giscard d'Estaing avait faite sième lors de son séjour à Washington, en mai dernier. Au sein du secrétariat national du parti, M. Paul Laurent consacre l'essentiel de ses activités à cette tâche, observant même, dans le débat politique général, un silence prudent. Une attitude adoptée également par M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité. Les deux hommes semblent parfois laisser volontairement le devant de la scène à M. Marchais et à ses proches collaborateurs, MM. Fierman et Kanapa.

En se consacrant au renforcement de l'organisation du parti, M. Paul Laurent se soucie d'assurer l'avenir du combat du P.C.F. Il s'efforce de préparer un avenir encore préoccupant. En effet, la poussée des adhésions ne signifie pas nécessairement que l'audience du P.C.F. s'élargisse. En fondant l'analyse qu'il fait du déclin du parti communiste sur la révolution des effectifs, le président de la République a choisi le plus mauvais exemple. En effet, c'est surtout une analyse électorale qui permet de constater que l'influence communiste tend lentement à diminuer et s'effrite même dans ses fiefs traditionnels.

En revanche, la politique d'ouverture symbolisée par le vote pour la loi de la reprise, qui facilite l'adhésion au parti de ceux que l'on appelle naïvement les « compagnons de route », les sympathisants. D'autant que l'adhésion n'implique pas nécessairement un travail militant, à l'inverse des règles

encore appliquées il y a une dizaine d'années. Le parti tend ainsi à se stabiliser en s'ouvrant à sa zone d'influence traditionnelle, composée d'hommes et de femmes qui acceptent ses bases idéologiques et sa stratégie mais hésitent devant un engagement jusqu'à ses dernières années socialement très contraignant. Il éprouve néanmoins des difficultés, semble-t-il croissantes, à sortir de cette zone de sympathisants pour entraîner avec lui de nouvelles catégories. On peut en voir un indice dans les succès relatifs remportés cette année par ses fiefs populaires, notamment à Paris. La fête de l'Humanité elle-même démontre laborieusement, et la vente des vignettes a pris du retard, ce qui a d'ailleurs incité la direction du P.C.F. à lancer une campagne de mobilisation du parti sur ce point.

THIERRY FIESTER.

## L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

Le P.C.F. a publié l'évolution de ses effectifs depuis 1961. Selon lui, les chiffres sont les suivants :

1961 :	300 000 adhérents.
1962 :	320 000
1963 :	330 000
1964 :	350 000
1965 :	360 000
1966 :	380 000
1967 :	400 000
1968 :	420 000
1969 :	450 000
1970 :	480 000

Après sa rencontre avec M. Nungesser

M. FABRE : il ne faut pas confondre dialogue et ralliement.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a répondu mardi 27 juillet à M. Gabriel Péroquet, président du parti radical, secrétaire d'Etat à la fonction publique, qui avait vu dans la rencontre entre MM. Fabre et Nungesser, député U.D.R., une « preuve d'indépendance et de courage » de la part des radicaux de gauche, « en attendant le jour, ajoutait-il, où ils retrouveront leur vraie place avec nous dans la majorité » (le Monde du 27 juillet).

« M. Péroquet commet un contresens », a déclaré M. Fabre. « Il prend ses désirs pour des réalités. Il faudrait que cesse enfin cette interprétation tendancieuse qui consiste à confondre nos traditions de dialogue avec un quelconque ralliement à la majorité que nous combattons. Il est hors de question que les radicaux de gauche renouvellent en cause leurs engagements dans l'union de la gauche au moment où la majorité connaît un trouble profond : notre objectif est de permettre l'éclosion dans le peuple de tous ceux que déçoit la politique d'abandonnements et d'abandons du président de la République. »

« M. André Laignel, membre du comité directeur du parti socialiste, a déclaré mardi 27 juillet à Issoudun (Indre) : « Nul ne peut contester au Mouvement des radicaux de gauche son rôle de défenseur de la majorité, mais il ne faut pas oublier que ce rôle est le résultat de la recherche et de la recherche à marquer son originalité. Toutefois, cela a été pris successivement la forme d'un article demandant la révision des programmes communs (le Monde du 17 juillet), puis l'annonce

Pour avoir participé au « Petit Rapporteur »

## UN FONCTIONNAIRE EST DÉFERÉ DEVANT UNE COMMISSION DE DISCIPLINE

M. Jacques Blache, inspecteur des impôts à Provins, doit comparaître le 12 août devant la Commission nationale de discipline du ministère de l'économie et des finances. Il lui est reproché d'avoir enfreint l'obligation de réserve des fonctionnaires en participant le 7 mars dernier à l'émission télévisée « Le Petit Rapporteur », de Jacques Martin. Dans une note adressée à M. Blache, son administration indique notamment : « Des propos ont été tenus par un fonctionnaire lorsqu'il a fait grief à la majorité des difficultés rencontrées par l'administration. »

A propos de l'obligation de réserve, cette note mentionne : « En dehors du service, lorsqu'il est amené à manifester publiquement son opinion, cette qualité [de fonctionnaire] lui commande de mesurer l'expression de ses convictions. »

M. Blache, qui est conseiller municipal de Vimpelles (Seine-et-Marne) et qui avait envisagé de se présenter aux élections cantonales de mars dernier, a reçu le soutien des délégués du personnel F.O., C.F.D.T., C.G.T., C.G.C. et S.N.V.I. de son administration.

d'une concordance de vues avec les libéraux anglais, dont le programme n'est pas la marque (le Monde du 22 juillet). Lorsque les radicaux de gauche admettent la double appartenance avec un chef de la majorité, ceux qui ont cherché à marquer son originalité. Toutefois, cela a été pris successivement la forme d'un article demandant la révision des programmes communs (le Monde du 17 juillet), puis l'annonce

## AÉRONAUTIQUE

## LE PROJET D'UN NOUVEL AVION DE LIGNE

### Le gouvernement n'a pas tranché entre la solution européenne ou américaine

Le conseil restreint consacré aux problèmes de l'aéronautique qui s'est réuni à l'Elysée la semaine dernière, a permis de voir la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing le mardi 27 juillet devant faire le point sur le projet de construction d'un nouvel avion de ligne. C'est au début de l'année 1975, lors du Salon aéronautique de Paris-Montigny, que M. Jacques Chirac, premier ministre, avait suggéré à la France prenne l'initiative de la fabrication — en coopération multinationale — d'un avion de transport civil. Il avait été engagé qu'une décision sur le sort du partenariat — européen ou américain — serait examinée d'un comité interministériel Matignon suivi d'un conseil de planification à l'Elysée au début de juin. Le report successif de ces réunions (le Monde du 12 juin) avait laissé apparaître la complexité des problèmes à résoudre.

### Un choix particulièrement difficile

Le gouvernement se trouve devant deux projets incommensurables : le Monde du 17 avril). Le premier associe le groupe privé européen dirigé par la firme allemande McDonnell-Douglas et évoque la production d'un jet-courrier dérivé de l'actuel réacteur court-courrier Mer-100. Ce nouvel avion, Mer-100, pourrait schématiser jusqu'à 180 passagers sur 2 800 kilomètres, il serait équipé de deux moteurs de 10 tonnes de poussée, le CFM-56 construit en commun par General Electric et la société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA). La société Douglas s'engageait à participer à la construction du nouveau Mercure et sa commercialisation aux Etats-Unis, mais refusait de participer financièrement au projet. De son côté, Dassault proposait à la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) de participer à la construction du nouvel avion sur 30 à 35 % de la valeur de l'ensemble des charges. Or, devant les Sternements du gouvernement français, la société anglaise entreprenait une campagne de promotion d'un nouvel avion à réaction CFM-56. Le volume essentiel est que ce nouvel avion soit complémentaire et non concurrent du moyen-courrier Airbus franco-allemand. Le SNIAS fabriquerait la volée de

ce nouvel avion baptisé T-N-7, Boeing gardant la haute main sur sa réalisation. Le question est donc de savoir si la SNIAS serait finalement plus qu'en situation de sous-traitance, et si Boeing ne finirait pas par imposer son avion au détriment de l'Airbus. Les deux options se résument à commercialiser aux Etats-Unis les versions actuelles B-2 et B-4 de cet appareil.

Ne pas traiter avec Boeing, c'est courir le risque de voir l'aéronautique européenne se diviser à tout jamais, car il ne fait aucun doute que les industriels britanniques et ouest-allemands signeraient des accords de coopération avec la société américaine, à la place de la SNIAS. Ne pas traiter avec Douglas, c'est renoncer à tenter de briser le quasi-monopole mondial de Boeing et s'exposer à ce que Douglas intensifie son projet de construction du DC-X-200, concurrent de l'Airbus.

Cependant, la coopération franco-allemande sur l'Airbus et la volonté des deux gouvernements de la maintenir jouent en défaveur d'un accord avec Douglas. De plus il semble que la France et la Grande-Bretagne aient eu des conversations montrant que le gouvernement travailliste avait l'intention de reprendre le programme de coopération avec la firme américaine pour le court-courrier moyen — l'Airbus. Les Britanniques et les Français, auxquels pourraient se joindre d'autres partenaires européens, s'associeraient également à la construction du court-courrier Hawker-Siddeley HS 146. Les contre-propositions britanniques que le gouvernement français a dû examiner sont sans doute à l'origine du report jusqu'au mardi 27 juillet des réunions de Matignon et de l'Elysée et de l'absence de décision définitive sur le choix du partenaire dans ce projet de construction d'un nouvel avion de ligne.

### POINT DE VUE

UNE partie de poker à l'échelle mondiale est engagée ; elle décidera du sort de l'industrie aéronautique occidentale. Tandis que, pour le moment, les achats d'avions civils restent faibles des deux côtés de l'Atlantique, les grands constructeurs jouent les cartes de la collaboration et de la concurrence, explorent les options, manœuvrent pour gagner la partie au marché de 65 milliards de dollars pour les années 1980 à 1990. C'est la vie ou la mort de l'industrie française et européenne qui sont en jeu et les grandes sociétés américaines ont, elles aussi, leurs problèmes. Boeing même, ce géant de l'industrie, qui détient 60 % du marché mondial, a expliqué devant le Congrès que, cette fois-ci, il lui fallait de l'argent public provenant soit du gouvernement américain, soit des gouvernements européens, pour lancer un nouvel avion civil. McDonnell Douglas explique qu'il n'a pas l'argent nécessaire pour financer un nouvel avion. Quant aux Européens, avec leurs 8 % du marché mondial en 1975, ils n'ont que deux cartes importantes : l'Airbus, qui démarre remarquablement bien, et leur marché. S'ils jouent mal, ils risquent soit d'être absorbés par les Américains, soit de se perdre dans des nouveaux produits invendables, soit encore, s'ils hésitent trop, de s'exclure complètement de la prochaine génération d'avions. D'autre cent mille emplois sont en cause ainsi que le sort d'une industrie de haute technologie, importante pour l'économie et essentielle pour la défense.

Dans cette partie vitale, c'est le gouvernement français qui a joué les premières cartes et a annoncé qu'il prendrait des décisions qui pourraient fixer le sort non seule-

## Le jeu du siècle

par CHRISTOPHER LAYTON (\*)

ment de son industrie, mais aussi celui de l'ensemble de l'industrie européenne.

Tandis que l'industrie britannique est en train de sortir du processus de nationalisation et que les Allemands souhaitent concentrer leurs efforts essentiellement sur le programme Airbus, le gouvernement français a lancé ses constructeurs dans des conversations exploratoires, mais approfondies avec les constructeurs américains. Le but : décider, en 1978, du lancement d'un nouvel avion moyen-courrier de cent cinquante à cent quatre-vingts places, développé en collaboration soit avec McDonnell Douglas, soit avec Boeing.

### Une attraction évidente

L'urgence a été dictée par deux faits : les problèmes d'emploi à Toulouse et l'existence du moteur franco-américain de 10 tonnes, le CFM-56. Développé en collaboration entre la SNECMA et General Electric, ce réacteur pourrait trouver un marché important dans la prochaine génération d'avions civils.

L'existence d'un accord avec les Américains est évidente. Si la part du marché mondial tenue par les Etats-Unis est en train de diminuer, il reste vrai que Boeing et Douglas vendent aujourd'hui des lignes aériennes représentant plus de 80 % du marché mondial. Un projet conjoint avec l'un d'eux offre donc la possibilité de produire sur une échelle qui permettrait de rentabiliser l'investissement, de maintenir un certain volume d'emploi pour l'industrie française et de trouver un marché pour le moteur CFM-56.

Mais, plus on approche du moment de la décision, plus les péris et les difficultés d'un tel accord franco-américain apparaissent.

La nécessité de choisir entre les deux avions (Mercury avec McDonnell Douglas et T-N-7 avec Boeing) et les deux partenaires concurrents a déjà déclenché une amère rivalité entre Dassault et la SNIAS. Il est évident qu'un tel accord bilatéral français avec soit McDonnell Douglas, soit Boeing, pourrait ensuite déclencher la recherche par d'autres industries européennes, notamment britanniques, d'un accord avec l'autre société américaine.

Dans les accords envisagés avec les Américains, c'est le partenaire français (industrie et gouvernement) qui devrait payer les coûts de développement des nouveaux avions « transatlantiques ». En outre, le développement d'accords séparés risquerait de consacrer la « leadership » des Américains dans ces pro-

jets, et ensuite dans l'ensemble de ces technologies.

Par ailleurs, du fait de l'opposition de leurs intérêts à court et moyen terme, il sera plus difficile pour les entreprises et les Etats européens de mettre en œuvre ensemble le programme de recherche et de technologie de base nécessaire pour réaliser les avions de technologie nouvelle devant être mis en service après 1982. Les Européens risqueraient donc d'abandonner la prochaine partie sans cartes valables.

Ces processus auraient des conséquences, même indirectes, sur l'autre aspect de la construction aéronautique, l'aéronautique militaire, qui représente 70 % des ventes de l'industrie. La France est en train d'explorer avec ses partenaires européens, notamment les Britanniques et les Allemands, les possibilités d'une collaboration plus étroite dans ce domaine, en vue de renforcer les capacités indépendantes de l'Europe. Ce n'est pas une démarche qui surviendrait facilement à une rivalité intra-européenne sur le plan civil.

Parler de risques et de périls n'a aucun sens, et une alternative plus positive a été présentée. Cette alternative existe. Elle consiste d'abord dans un accord entre Européens, suivi d'une négociation commune avec les Américains.

Les éléments d'un tel accord sont déjà apparents : — l'entrée officielle du Royaume-Uni dans le programme Airbus avec un apport financier significatif, ainsi qu'un renforcement du réseau commercial de la famille Airbus apporté par l'industrie britannique ; l'étude commune des versions dérivées de l'Airbus, et notamment la version B 10 (moyen-courrier de 200 places) ; — le lancement européen conjoint de l'avion de 150-180 places (très probablement le Mercury) dès que le moment sera venu, c'est-à-dire dès qu'il y aura des perspectives claires de vente à certaines lignes aériennes et une perspective financière claire ; — Le développement éventuel d'un avion basé sur le F-28 de Fokker et les études de Hawker-Siddeley.

Dans les deux premières cas (c'est-à-dire la famille Airbus et l'avion de 150 à 180 places), il est possible qu'un accord avec Boeing ou McDonnell Douglas soit réalisable. En tout cas, il faut examiner cette possibilité en utilisant les éléments apportés par les initiatives françaises. Mais de tels accords ne seraient pas le fruit d'initiatives hâtives nationales, mais d'un rassemblement des forces européennes permettant non seulement une négociation plus saine avec les Américains,

mais aussi un effort commun européen pour développer les technologies de l'avenir.

Tout cela n'est pas un rêve. Le gouvernement allemand s'est officiellement déclaré en faveur d'un renforcement et d'un développement de la famille Airbus. Le chancelier Schmidt s'est prononcé en faveur d'un programme de l'industrie aéronautique européenne. L'industrie britannique souhaite la solution décrite plus haut, et s'est prononcé, ainsi que les syndicats britanniques, pour une solution européenne.

Quelles sont les étapes pratiques vers un tel programme ? Déjà, les sept principales sociétés industrielles européennes se rencontrent régulièrement. Déjà, les fonctionnaires de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne fédérale et des Pays-Bas, qui forment le noyau de l'Europe aéronautique, se rencontrent.

A Bruxelles, les instances du conseil de la Communauté européenne ont commencé la discussion sur le programme d'action de la commission, qui envisage un tel programme pour l'industrie européenne, ainsi qu'une négociation commune avec les Américains.

Il suffit, pour les autorités gouvernementales, de prendre l'option politique et de demander aux industriels d'élaborer et de négocier des propositions conjoints et détaillées sur la base de ces orientations. Des solutions et des options pourraient être prochainement définies au cours des prochains mois pour permettre le lancement des programmes en fonction des indications du marché.

Un accord de cette nature sur le plan civil pourrait renforcer les efforts de collaboration européenne pour l'aéronautique militaire. Ici, une possibilité importante est présente. Les Allemands, les Anglais et les Italiens ont, avec le programme M.R.C.A., un avion qui pourrait couvrir les besoins de toutes les forces aériennes européennes, y compris l'armée de l'air française, pour un avion de pénétration et d'interdiction. Les Français, avec leur Mirage 2000, auront un avion de combat, monomoteur, de haute performance, qui pourrait couvrir d'autres besoins de leurs partenaires européens. Un accord réciproque sur cette base pourrait conduire à une collaboration plus étendue sur d'autres avions militaires éventuels, en créant ainsi une base plus économique à la fois pour l'exportation et pour la collaboration avec les Américains.

Menant le jeu, la France part gagnante en jouant la carte européenne !

(\*) Directeur responsable pour l'aéronautique à la commission de la Communauté européenne.

MEME SI VOUS MESUREZ 2 M.  
VOUS VOUS HABILLER EN PETIT-A-PORTER

SPORTSWEAR,  
COSTUMES,  
CHENILLES,  
JEANS.

ouvert en Août

berdy

70, av. des Termes - 75017 Paris.  
tél. : 380.35.13 - Parking gratuit



LES XVIII<sup>es</sup>

## JUDO

### LE ROUGÉ DES MAUVAIS JOURS

Montréal. — Il y a bien deux Rougés : celui qui s'avance vers l'adversaire bras tendus, mais frémissements, comme pour le saisir au plus vite, et celui qui s'accroche au kimono du concurrent en ayant l'air de compter les secondes. Avec le premier, on va loin, jusqu'au titre de champion du monde, le seul qu'un Français ait jamais remporté. C'était à Vienne le 22 octobre 1975. Ce jour-là, Jean-Luc Rougé paraissait invincible. Cela se voyait avant son entrée sur le tapis, et plus encore dans la fougue qu'il mettait au service d'une technique exceptionnelle.

Avec le second, on s'arrête vite. Le plus souvent sur un adversaire que Rougé a déjà battu au terme d'un combat pendant lequel on a attendu longuement et vainement une réaction de la part du champion du monde, un de ces mouvements que l'on s'empresse de ranger dans l'anthologie du judo. Le meilleur a voulu que ce soit le second Rougé qui se soit présenté aux Jeux olympiques de Montréal. Le bras court, tournant en rond entre ses trois combats, il jouera sur son talent et sur son métier comme à chaque fois qu'il ne se sent pas dans la course.

Du talent, il en a. Champion de France et d'Europe quand il était encore junior, champion d'Europe en 1973 et enfin champion du monde, c'est un judoka doué. Il semble qu'il ait trouvé un kimono dans son berceau et que sa descende de là soit un tatami. On se demande s'il ne s'est pas déguisé quand on le rencontre en costume de ville et s'il n'est pas alors aussi déconcerté qu'un violoniste sans

son Stradivarius. Il ajoute à sa gentillesse naturelle une nonchalance qui ne l'est pas moins. Ce qui peut être une qualité dans la vie de tous les jours devient un défaut en combat.

Depuis le championnat du monde à Vienne, Rougé s'était mis à l'écart des tatamis. A la fois par choix, à la fois par nécessité. C'est volontairement qu'il avait renoncé à un stage au Japon, sans doute pour ne pas permettre à ses principaux adversaires de l'observer trop à loisir. Et c'est bien involontairement qu'il y fut forcé à Kiev, aux championnats d'Europe, qu'il suivit en spectateur, un pied dans le piège en raison d'une légère entorse.

En fait on ne disait pas tout et, quelle que soit la cause, entorse bien dissimulée sous le plâtre suivi d'une lombalgie, comme on l'affirmait à Montréal, il restait évident que Rougé ne serait pas le grand Rougé de Vienne.

Pleine perdue pour les Japonais, qui avaient préparé les Jeux en fonction du champion français, en choisissant un ancien champion du monde toutes catégories, Minomiya, auquel ils firent subir une cure d'amalgamation. Minomiya a bien remporté la médaille d'or, comme l'espéraient les Japonais, mais sans avoir à rencontrer Jean-Luc. Celui-ci est tombé devant son vétéran ennemi d'enfance, le Britannique Starbrook, qu'il côtoie depuis dix ans et qu'il avait battu lors des championnats du monde. Mais, cette fois, Starbrook est allé plus loin que la France en gagnant, tou de joie, une médaille de bronze.

FRANÇOIS SIMON.

## L'habit rouge et le cheval phénomène

De nos envoyés  
spéciaux

Le grand prix individuel de sauts d'obstacles aux Jeux olympiques, disputé au centre équestre de Bromont, à 72 kilomètres de Montréal, a couronné le cavalier allemand Alwin Schockemöhle, trente-neuf ans, qui a justifié

tous les pronostics et a témoigné, en deux parcours sans faute, sa - main - extraordinaire. Il est donc monté sur le podium pour recevoir une médaille d'or largement méritée, flanqué du Canadien Michel Vaillancourt et du Belge François Mathy. N'en négligeons pas pour autant la part essentielle du cheval vainqueur, en l'occurrence « Warwick », superbe hanovrien de neuf ans, dont les antérieurs aux balzanes blanches contrastaient à merveille avec sa robe noire et trousseaient si formidablement sur les obstacles. Pour une monture aussi extraordinaire, on regretterait, sinon le palais d'Ivoire du cheval de Caligula, du moins le podium où il aurait eu fière allure avec son cavalier... Car, à la différence de ses congénères ayant franchi l'océan, « Warwick » revenait de loin.

## VOILE

### Le vent de la défaite pour les Français

Kingston. — Avec ses propres cérémonies d'ouverture et de clôture, son éloignement du principal centre de compétition et son aristocratie en blaser bien, la voile fait un peu bande à part dans les Jeux. Les marins, il est vrai, ont toujours regardé les terrasses avec quelque condescendance. Mais si à Kiel, en 1972, les équipages français avaient poussé cette particularité jusqu'à se distinguer et obtenir une médaille d'or et une d'argent, le Canada aura réduit nos représentants de la voile à plus d'humilité et à plus d'identité avec les autres athlètes français.

Il faisait pourtant bon vent, mardi 27 juillet, lors de la dernière des sept régates, avec une brise ouest-sud-ouest qui fraîchit au-delà de 15 nœuds (1). Un temps idéal pour la marine à voile, s'il n'y avait eu ce clapotis qui se lève très vite sur le magnétique plan d'eau du lac Ontario. Sport d'intuition dans le choix des bords à tirer, de sensibilité dans les réglages, d'expérience aussi par petit temps, la voile devient beaucoup plus physique lorsque le vent soufflé. Il n'est donc guère étonnant que ces septièmes courses n'aient fait que confirmer ce que le directeur technique national, Max Gombert, appelle un « trafigalar ».

(1) Un nœud = 1 mille marin par heure, c'est-à-dire 1,852 mètres à l'heure.

Plusieurs paramètres entrent en jeu dans une telle compétition. Le vent d'abord : modéré dans les quatre premières régates, il a forcé lors des trois dernières. Or si certains barreaux, tels Serge Maury en Finn et Patrick Hasegell en Soling, se plaisent dans le petit temps, d'autres, comme Yves Fajot, s'accrochent mieux d'une bonne brise. D'autre part, au cours d'une même course, l'évolution du temps, donc les options du barreur, peut être déterminante. Lors de la cinquième manche, dimanche après-midi, Yves et Marc Fajot se trouvaient en tête en compagnie de l'Anglais Rodney Pattison et du représentant de la République fédérale d'Allemagne, Joerg Dieck, à quelques milles de la ligne d'arrivée, lorsque le vent tourna de plusieurs dizaines de degrés. Ils terminèrent respectivement quinzième, dix-huitième et seizième.

### Les changements de bateaux

Le matériel a lui aussi son importance. Habitués à courir et à gagner en 1975 sur un voilier en treillis, fibre spéciale fabriquée par Du Pont de Nemours, les frères Fajot se sont vu interdire l'utilisation de ce matériau pour les Jeux olympiques, parce qu'il était trop cher et que les pays de

l'Est ne pouvaient se le procurer. Ils ont dû prendre un Flying en fibre de verre qu'ils n'ont jamais réussi à faire marcher aussi bien que le précédent. Dans le prochain championnat du monde, le kevelar sera à nouveau autorisé. De même, Serge Maury, qui court le plus souvent sur son propre Finn, a-t-il été obligé, lors du début des Jeux, de tirer une coque au sort.

### La percée de la R.D.A.

Mais l'élément fondamental reste le rôle des hommes. C'est ce que rappelle mardi soir M. Gombert en expliquant l'échec de ses équipages : « Non pas un problème de matériel, mais une question d'hommes ». Les équipiers français sont-ils arrivés trop tôt à Kingston ? Ont-ils été incapables de s'habituer à ce milieu, rendu quelque peu concentrationniste pour des raisons de sécurité ? Ou ont-ils pensé que leurs multiples succès de 1975, notamment en championnat du monde, tant en 470 qu'en Flying Dutchman et en Finn, les mettaient à l'abri de toute mauvaise surprise ? Car il est vrai qu'en voile les espoirs de médaille étaient raisonnables.

Il serait pourtant un peu ridicule de parler, comme on le fait dans les milieux dirigeants, de « débacle », de « catastrophe na-

tionale ». Septième en Soling, 8<sup>e</sup> en 470 et en Flying Dutchman, cela correspond à une place de finaliste dans les autres sports ; on ne peut ignorer aussi que les vainqueurs de médailles ont pratiquement tous une réputation déjà solidement établie. Joerg Dieck et Rodney Pattison en Flying, Mark Paterson en 470, Valentin Mankin en Tempest, Andrei Balashov en Finn, sont des champions reconnus qui, au cours de ces régates, ont réussi le petit quelque chose en plus qui donne la victoire. Si la suprématie de la R.F.A. (2 médailles d'or), de l'U.R.S.S. (2 médailles d'argent) et des Etats-Unis (1 d'argent et 1 de bronze) n'est pas une surprise, la place de la R.D.A. (1 médaille d'or et 1 de bronze) en est une. Mais les Allemands de l'Est ont une telle volonté de réussir en sport...

En fin de compte, cet échec, le départ prochain du directeur technique national de la voile et la séparation annoncée de Marc et Yves Fajot pourraient conduire à la barre une nouvelle génération.

BRUNO DETHOMAS.

Voir en page « Radio-Télévision » le programme de retransmissions de compétitions par les chaînes françaises.

## FEUILLETON

# Un train d'or pour la Crimée

Londres. Mai 1855. — Afin de détourner les soupçons du Yard à leur égard, Edward Pierce et ses comparses, qui s'apparentent à attaquer le train contenant la solde en or des troupes anglaises en Crimée — ont dû fabriquer une fausse piste. La jeune police londonienne va-t-elle s'y laisser prendre ?

### DÉDUCTIONS DE SCOTLAND YARD

Le matin du 18 mai était extraordinairement chaude et ensoleillée, mais Mr. Harranby ne prenait aucun plaisir au temps. Les choses allaient très mal et quand il avait été informé de la mort de l'homme-serpent Clean Willy, dans un taudis de Seven Dials, il s'était vivement emporté contre son assistant, Mr. Sharp. Quand il avait appris plus tard que ces hommes s'étaient perdus dans la foule du théâtre le gentleman qu'ils connaissent sous le nom de Simms, Mr. Harranby était entré dans une violente colère et s'était plaint vigoureusement de l'incapacité de ses subordonnés, y compris Mr. Sharp. Mais la rage de Mr. Harranby était maintenant calmée, car le seul indice restant au Yard était assis devant lui, le visage rouge, transpirant abondamment et se tordant les mains. Harranby fronça les sourcils en regardant Chokeye Bill.

« Alors, Bill, dit Harranby, c'est une affaire très sérieuse. — Je sais, monsieur, dit Bill, pour sûr, je le sais. — Cinq pétaards, ça veut dire qu'il y a quelque chose en train, et je veux savoir quoi. — Il n'a pas dit grand-chose. — Je m'en doute, dit gravement Harranby. — Il sortit une guinée de sa poche et la laissa devant lui sur le bureau. Tâchez de vous rappeler. C'était en fin de journée, sauf votre respect, et je n'étais pas au mieux de ma forme », dit Bill, les yeux fixés sur la pièce d'or.

Harranby n'avait nullement l'intention d'en donner une autre à l'Indic.

« L'expérience m'a prouvé que

beaucoup de mémoires s'améliorent sur le moulin, dit-il. — Je n'ai rien fait de mal, protesta Bill. — Alors essayez de vous souvenir, dit Harranby, et vite. — Bill se tordit les mains. — Il est entré dans la boutique vers 6 heures. Bien habillé, avec des bonnes manières, mais il parlait avec l'accent traînant des matlots de Liverpool, et il sautait comme un chat. — Harranby fit un coup d'œil à Sharp dans le coin. De temps en temps, Harranby lui-même avait besoin qu'on l'aide à traduire. « Il avait l'accent des matlots de Liverpool et utilisait le jargon criminel », dit Sharp.

« Ouais, monsieur, comme je vous le dis, confirma Bill. Il est du milieu, c'est sûr. Il veut que je lui refille cinq pétaards, et je dis que cinq c'est pas rien, et il dit qu'il les veut rapides, et il est nerveux et pressé et il me montre plein de pétaards pour payer cash. — Qu'est-ce que vous lui avez dit ? demanda Harranby, en gardant les yeux fixés sur Bill. Un indicateur avisé comme Chokeye Bill ne se généralise pas pour jouer double jeu, et Bill pouvait mentir comme un arracheur de dents.

« Je lui dis, cinq c'est pas rien, mais je peux le faire en temps de temps et je le dis quinze jours. Ça le fait réfléchir un moment puis il dit qu'il en a besoin plus tôt que quinze jours. Je dis huit jours. Il dit que huit jours c'est trop long et il va pour dire qu'il doit être à Greenwich dans huit jours, mais il se reprend, comme je vous le dis.

« Greenwich, dit Harranby en fronçant les sourcils.

« Ouais monsieur, il avait Greenwich sur le bout de la langue, mais il s'arrête et dit que c'est trop long. Alors je demande, combien de temps ? Et il dit sept jours. Alors je dis que je peux les avoir pour dans sept jours. Et il me demande à quelle heure ? Je dis à midi. Et il dit que midi c'est trop tard. Il dit pas plus tard que 10 heures.

« Sept jours, dit Harranby, ça veut dire vendredi prochain ? — Non, monsieur, jeudi prochain. C'était sept jours à partir d'aller.

« Continuons. — Alors je me fais un peu tirer l'oreille puis je lui dis que je peux avoir les articles pour jeudi à

10 heures. Et il dit que ça ira, mais c'est pas un débile ce type et il me dit, une entourloupette et ça bardera pour moi. — Harranby regarda de nouveau Sharp, qui lui traduisit : « Le monsieur n'est pas idiot et il avertit que si les fusils ne sont pas prêts en temps voulu, ça ira mal pour Bill. — Et qu'avez-vous répondu ? s'enquit Harranby. — Surtout rien. — Je dis que je peux le faire et je lui promets. Et il me donne dix pièces d'or et je vois que c'est pas du faux, et il s'en va, et il me dit qu'il sera de retour jeudi prochain.

### Par MICHAEL CRICHTON

— Quel d'autre ? demanda Harranby. — C'est tout, dit Bill. Il y eut un long silence. « Qu'est-ce que vous pensez de ça, Bill ? dit finalement Harranby. — C'est un gros coup, sûrement. C'est pas un voleur, ce gentleman, c'est un sèbre à la coule qui connaît son métier. »

Quand Harranby fut seul avec Sharp, il demanda : « Qu'y a-t-il à Greenwich ? — Gréon, j'en sais rien, dit Sharp. — Vous voulez aussi une guinée d'or ? »

Sharp ne dit rien. Il était accablé par les humeurs moroses d'Harranby ; et il n'y avait rien d'autre à faire que d'écouter. Assis dans le coin, il observa son supérieur, qui allumait une cigarette et la fumait par bouffées, d'un air pensif. Sharp considérait les cigarettes comme des petites choses stupides et sans consistance. La cigarette avait été introduite un an auparavant par un boutiquier londonien et elle avait la plus grande faveur auprès des troupes revenant de Crimée. Pour sa part, Sharp aimait un bon cigare et rien d'autre.

« Alors, dit Harranby, commentons depuis le commencement. Nous savons que ce Simms tra-

vaille à quelque chose depuis des mois, et il est certain que c'est un type intelligent. — L'homme-serpent a été tué hier, cela signifie-t-il qu'ils savent que nous sommes à leurs trousses ? — Peut-être. — Peut-être, peut-être, dit Harranby avec irritation. Peut-être, ce n'est pas assez. Nous devons décider et nous devons le faire en accord avec les principes de la logique déductive. Alors, que savons-nous d'autre ? La question était purement rhétorique, et Sharp ne dit mot. — Nous savons, dit Harranby,

qu'après des mois de préparation, ce Simms se trouve brusquement, au moment de faire son coup, devant le besoin urgent d'avoir cinq pétaards. Il a eu des mois pour les trouver calmement, un par un, et sans encombre. Mais il attend la dernière minute. Pourquoi ?

« Vous pensez qu'il nous tend un piège ? — Aussi désagréable que soit cette idée, il faut l'envisager », dit Harranby.

Il y eut un long silence. Harranby plomba sur le bureau. « N'oubliez pas ça. Nous cherchons la petite bête en faisant trop de crédit à ce Simms. Nous devons supposer qu'il a réellement des intentions sur Greenwich. Mais non de Dieu, qu'y a-t-il à voler à Greenwich ? »

« Ou est donc passé ce truc ? — Quel, monsieur ? — L'histoire, l'histoire dit Harranby. Ah, le voilà. Il sortit un petit dépliant imprimé. Chemin de fer Londres-Greenwich, jeudi. Ah, le jeudi, il y a un train qui quitte le terminus de

London Bridge, en direction de Greenwich, à 11 h. 15 du matin. Alors qu'est-ce que ça suggère ? » Sharp avait soudain l'œil brillant.

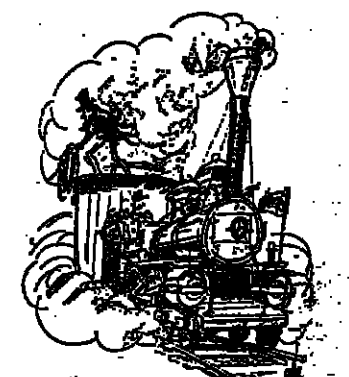
« Notre homme veut ses armes à 10 heures pour avoir le temps d'arriver à la gare et de prendre le train. — Justement, dit Harranby. En toute logique, il est évident qu'il se rendra à Greenwich. Et nous savons aussi qu'il ne peut pas y aller plus tard que jeudi.

« Et les pistolets ? demanda Sharp. Pourquoi en acheter cinq d'un coup ? — Et bien, dit Harranby, nous pouvons conclure que son besoin d'armes est sincère et que s'il a attendu la dernière minute pour cet achat — ce qui a prouvé que parait très suspect — c'est pour une raison valable. Le raisonnement est simple. Ce qui compte c'est qu'il a besoin de ses pistolets pour un acte criminel à Greenwich. — La question principale n'est-elle pas : pourquoi a-t-il voulu voler à Greenwich ? »

Sharp ne dit rien et fixa ses pieds. Il entendait le grattement de l'alarmette quand Harranby s'alluma une autre cigarette. « Tout n'est pas perdu, dit Harranby. Les principes de la logique déductive peuvent nous aider. Par exemple, l'affaire est probablement un hold-up. Ce n'est pas une affaire occasionnelle arrivant à l'improviste. »

Sharp continuait à fixer ses pieds. « Non, dit Harranby, il n'y a rien de fortuit là-dedans. En outre, nous pouvons en déduire que ce planning à long terme vise un but important, une escroquerie de taille avec un enjeu important. Il nous faut donc imaginer que son affaire a quelque chose à voir avec l'océan ou des activités de dock. — Harranby le regarda en fronçant les sourcils.

« Avez-vous quelque chose à dire ? — Je réfléchissais seulement, monsieur, dit Sharp. Peut-être devrions-nous téléphoner à la police locale et les avertir. — Peut-être, peut-être. Quand apprendrez-vous à vous servir de ce mot ? Si nous cédions à Greenwich, qu'est-ce que nous leur dirons ? Hein ? Que dirons-nous dans notre câble ? — Je pensais seulement...



« Bon Dieu ! dit Harranby, se levant derrière son bureau. Bien sûr, le câble ! — Le câble ! — Bien sûr, le câble. Le câble est à Greenwich au moment même où nous parlons. — Vous voulez dire le câble atlantique ? demanda Sharp. Bien sûr, dit Harranby en se frottant les mains. Oh, ça colle parfaitement. Parfaitement. »

Sharp restait embarrassé. Il savait que le câble transatlantique avait été fabriqué à Greenwich : le projet était en chantier depuis des semaines et représentait un des efforts technologiques les plus considérables de l'époque. Il y avait des câbles sous-marins dans la Manche qui relient l'Angleterre au Continent. Mais ceux-ci n'étaient rien, comparés au câble de deux mille cinq cent milles, construit pour relier l'Angleterre à New-York.

« Mais il n'y a strictement aucun moyen de voler le câble, dit Sharp. — Pas le câble, dit Harranby. Le pays de la firme. Quelle firme est-ce ? Glass, Elliot et Compagnie ou quelque chose comme ça. C'est un projet énorme et le pays doit être en conséquence. Voilà l'objectif de notre homme. Et s'il est pressé de s'en aller jeudi pour être là-bas vendredi. — Jour de la paye, s'écria Sharp.

« Exactement, dit Harranby. C'est tout à fait logique. Vous voyez le processus déductif porté à sa conclusion la plus juste. — Félicitations, dit prudemment Sharp.

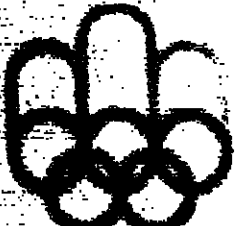
« Bagatelle, dit Harranby. Il était toujours très excité et balbutiait des mains. Oh, il n'a pas froid aux yeux notre ami Simms. Voler la paye du câble, quelle audace. Et nous allons le prendre la main dans le sac. Venez Mr. Sharp. Il nous faut aller à Greenwich et appeler notre homme à la situation. »

(A suivre.)

(Copyright Fayard, « le monde ».)

هنا من الأمل





# LES JEUX OLYMPIQUES (17 juillet - 1<sup>er</sup> août)

Immobilité pendant huit semaines par une infection virale en Allemagne, au début de l'année, il était bas d'état peu avant les sélections préolympiques. C'est alors que son cavalier et propriétaire le repère en mai. Or, s'il n'est pas de la grande pointe, sur les obstacles, il est encore plus difficile de veiller sur son rationnement dès l'instant qu'il relève de maladie et qu'il doit, par nécessité d'état, engouffrer jusqu'à vingt litres d'avoine par jour. « Un cheval à l'entraînement qui souffre du foie pose des problèmes », nous a dit un jour le colonel Lait, grand jockey autant que « grand dieu » du Cadre noir. « Quand on réussit à le mettre en condition, c'est-à-dire à son poids, il n'est plus en forme ».

« Warwick » ne fut pas « récupéré » sans une intense culture physique sur les terres des Schockemöhle, près de Hambourg. Gros travail de musculation au pas, voltes sur des cercles étroits, jamais de galop à faux, deux ou trois « barbettes » par-ci par-là. Jusqu'au jour où il se présente en concours avec ces paquets de muscles et cet aspect encapuchonné, malgré sa grande liberté d'encolure, du cheval allemand. Les sélectionneurs le retiennent pour Montréal. Il fallait encore que « Warwick » supportât le transport transatlantique, toujours éprouvant pour les estomacs chevalins. Les cargos Boeing-707 sont équipés aujourd'hui pour une trentaine de chevaux en long avec des stalles de deux ou trois boxes, chacune surveillée par un palefrenier, et sou-

vent, un médecin cardiologue monte à bord. Car nos nobles conquêtes sont rien moins que conquérantes en avion : elles ont un trac fou, la gorge sèche, ne boivent pas, n'urinent pas et vont jusqu'à perdre 50 kilos pendant la traversée. D'où souvent un débarquement, une longue prostration, puis, au cours des premiers entraînements, une inquiétante privation d'efflux nerveux à laquelle on ne saurait remédier par des « euphorisants » que déclenchent bientôt les redoutables prélevements de salive. Mais « Warwick », mardi 27 juillet, s'est ri de tout cela. À l'image de « Gai Luron », le cheval français du cavalier belge François Mathy, médaille de bronze. Dans la deuxième manche, la France se présentait en seconde position avec « Bernard

de Maupas », dont son cavalier, Marcel Rozier, médaille d'argent à Mexico, disait : « Ce n'est pas un grand sauteur vertical comme certains, il touche un peu mais il touche bien ». Malheureusement « Bernard de Maupas », après avoir accroché « par distraction » le mur qui constituait le premier obstacle d'un très gros parcours de puissance, faisait une légère faute à la rivière et la médaille d'or tombait à l'eau. L'orage grondait quand Alvin Schockemöhle vint saluer, à l'appel du dernier parcours. L'averse, d'un moment à l'autre, risquait de le faire galoper dans un bain de boue et la victoire allait s'évanouissant. Mais le ciel est favorable aux chevaux de bataille. Il n'y eut qu'un éclair sur la piste : « Warwick » et son habit rouge. OLIVIER MERLIN.

## TIR A L'ARC

### Après un demi-siècle d'éclipse

Montréal. — Guillaume le Conquérant, Gengis Khan, Robin des Bois et les Indiens, empires nous des légendes avant de parler du tir à l'arc. Ces remises en question plus ou moins historiques n'ont qu'un intérêt relatif depuis que le fusil a fait partie de la dotation du soldat, vers la fin du siècle dernier. À ce moment, l'arc est passé avec armes et bagages dans le camp des pacifistes. Restant un moyen de chasse, il est aussi devenu un instrument de loisir. Aux États-Unis, la presque totalité des trois millions de tireurs à l'arc trouvent le gibier avec des flèches. Cette masse de

pratiquants, la plus importante, et de loin au monde, place les Américains en position de favoris dans toutes les compétitions. En France, nous avons peu de chances de rencontrer au de ces porteurs de carquois dans les plaines de la Beauce ou en quelque coin de la vallée de Chevreuse. Les onze mille cinq cents licenciés de la Fédération de tir à l'arc sont plus la perdrix ou le lièvre pour cible. L'Aisne, l'Oise, la Somme et la région parisienne forment « le pays de l'arc » et maintiennent des traditions folkloriques, dont certaines, comme le tir au bouquet ou le « boursault » (sorte de

stand de tir, qui comporte une cible à chaque extrémité et sur lesquelles on vise alternativement), remontent au seizième siècle. Il n'est pas rare de rencontrer, dans certains villages de l'Oise, par exemple, des arcs de tir à l'arc, comme on rencontre le fronton de pelote au Pays basque. Toutefois, ce qui a popularisé le tir à l'arc, au cours de ces quatre dernières années, c'est incontestablement leur réapparition aux Jeux olympiques de 1972, après une éclipse de plus d'un demi-siècle.

Aujourd'hui, les compétitions olympiques comprennent deux séries de tir à l'arc : une distance de 70 mètres pour les hommes, 70 et 60 mètres pour les femmes, et deux séries à distance rapprochée (50 et 30 mètres pour chacune des deux catégories). C'est la ronde à l'arc, en un rythme chronométré, chaque concurrent tirant cent quarante-quatre flèches en deux jours. Il s'agit d'une deuxième « ronde » au cours des deux jours suivants. Quatre jours, deux cent quatre-vingt-huit flèches : est-il besoin d'insister sur les difficultés techniques et psychologiques de l'entreprise ? Ceux qui l'ont pratiqué à tort pour d'aimables joueurs de fléchettes sont en réalité de très grands athlètes. Marie-Christine Ventrillon, qui, avec Albert Le Tyrant, représente la France aux Jeux de Montréal, explique : « Psychiquement, c'est très difficile. On peut craquer à tout moment, avant la compétition ou au beau milieu. Il faut avoir l'esprit libre et, pendant que l'on tire, vouloir gagner et non pas vouloir battre les autres. Si on se met à comparer ses résultats avec ceux du voisin, c'est fini. Mais on a du mal à s'abstraire, à ne pas regarder le tableau de marque pour savoir où en sont les adversaires. Quand on lui demande tout le temps de se dire que celle-là a fait mieux, de recommencer sans cesse les points que l'on aurait dû faire, ceux que l'on fera peut-être ».

Marie-Christine Ventrillon est un cas à part dans une discipline qui exige normalement plusieurs années de préparation. Venue tout à fait par hasard à la compétition en 1974, et alors qu'elle n'avait jamais touché à un arc auparavant, elle est devenue championne de France un an plus tard. Quand on lui demande quelles sont les concurrentes qu'elle redoute le plus, elle répond : « La seule personne que je crains, c'est moi ».

FRANÇOIS JANIN.

## BASKET-BALL

### La revanche des Américains

Montréal. — Le basket-ball américain avait gardé un bien mauvais souvenir des Jeux de Munich. Le 10 septembre 1972, pour la première fois, une équipe olympique des États-Unis connaissait la défaite, à l'issue d'un match dont le déroulement, du moins sur sa fin, demeure encore aujourd'hui suspect. Le vainqueur, l'Union soviétique, avait, semble-t-il, bénéficié d'une extrême confusion de l'arbitrage et mis à profit une erreur capitale de chronométrage pour remporter sa première médaille d'or par un petit point d'écart (51-50).

Les Américains étaient même tellement convaincus d'avoir été dupés dans cette affaire qu'ils refusèrent de prendre part à la cérémonie protocolaire. S'ils ont pris leur revanche, mardi 27 juillet, dans la finale du tournoi olympique de Montréal, aux dépens de la Yougoslavie (95-74), il leur restera le regret de ne pas avoir rencontré pour le match décisif ceux qui les avaient mortifiés il y a quatre ans. Les Soviétiques, battus par la Yougoslavie et écartés de la finale, n'ont apporté aux États-Unis la satisfaction complète attendue qui était, comme on le pense, de régler un compte qu'une olympiade n'avait pas effacé.

L'échec de Munich eut au moins une bonne conséquence. Il permit aux Américains de prendre conscience qu'une surprise pour durer, doit se mériter, et ils firent donc en sorte, au lendemain des Jeux de 1972, de bâtir

une équipe nouvelle, très jeune, qui s'en fut s'aguerir un peu partout, le plus souvent avec succès. Les immenses ressources du basket universitaire américain firent que la difficulté n'était pas de trouver des joueurs de talent. Ils sont légion, mais de bien les choisir. C'est ainsi que l'équipe de Montréal fut formée uniquement d'étudiants, dont le plus âgé n'a que vingt-deux ans. Son principal mérite, dans le contexte olympique, est d'être réellement formé d'amateurs, dans le sens plein du terme.

La finale disputée contre la Yougoslavie, mardi 27 juillet, dans une salle tout acquise aux Américains, a été menée rondement. Jamais les États-Unis n'ont connu la moindre difficulté et la marque a toujours été à leur avantage. Même si le match a demandé un engagement physique constant, les Américains se sont joués de leurs adversaires dans tous les domaines, dans l'adresse, l'interception, le jeu collectif, en attaque, en défense. Dès le premier quart d'heure, la médaille d'or avait trouvé preneur tant la lutte semblait inégale. À cet égard, et quelle que soit la qualité du basket yougoslave, on a regretté que l'adversaire du grand soir ne soit pas le champion olympique de 1972. Car à aucun moment, malgré l'ambivalence, la finale n'a présenté le caractère émotionnel qu'elle revêtait un choc avec l'Union soviétique, eu égard au contentieux de Munich.

## LES RÉSULTATS

Les résultats imprimés en caractères gras correspondent à des résultats définitifs (finales). Les trois premiers sont, respectivement, dans l'ordre où ils sont nommés : médaille d'or, médaille d'argent, médaille de bronze.

### Basket-ball

**HOMMES**  
**FINALES**  
(Pour la première place)  
États-Unis b. Yougoslavie, 95-74.  
(Pour la troisième place)  
U.R.S.S. b. Canada, 100-72.  
(Pour la cinquième place)  
Italie b. Tchécoslovaquie, 80-75.  
(Pour la septième place)  
Cuba b. Australie, 82-81.  
(Pour la neuvième place)  
Porto-Rico b. Mexique, 85-84.

### Équitation

**SAUTS D'OBSTACLES**  
**FINALES**  
1. Alvin Schockemöhle (R.F.A.) sur Warwick, 0 pt ; 2. Michel Villancourt (Can.) sur Branch County, 16 pts après barrage ; 3. François Mathy (Bel.) sur Gai Luron, 20 pts après barrage ; 4. Debbie Johnson (G.-B.) sur Mori, 27,25 pts après barrage ; 5. Guy Gregington (Aust.) sur M. Dennis, 30 pts.  
Bayard de Maupas, Frank Chapot (E.-U.) sur Viscouit et Ugo Simon (Aust.) sur Lavendul, 36 pts ; 6. Luis Alvarez-Cervera (Esp.) sur Accord, 17,5 pts ; 7. Eduardo Amorós (Esp.) sur Limited Edition et Hans-Günter Winkler (R.F.A.) sur Trophy, 20 pts ; 8. Hubert Parot (Fr.) sur Rival, 38,25 pts.

### Escrime

**SABRE PAR ÉQUIPES**  
**FINALES**  
Union soviétique (Kropotoukov 3 v, Vinokourov 2 v, Sidiak 2 v, Nadyimov 2 v) b. Italie (M. A. Montano 3 v, Maffei 2 v, Arcidiacono 0 v, T. Montano 0 v), 9-4.  
(Finale pour la troisième place)  
Roumanie b. Hongrie, 9-4.

### Fleuret féminin par équipes

**QUARTS DE FINALES**  
Union soviétique b. Roumanie, 9-1 ; R.F.A. b. Italie, 9-3 ; Hongrie b. Grande-Bretagne, 9-2 ; France b. Pologne, 9-4.  
En demi-finale, la France rencontrera la Hongrie ce mercredi 28 juillet.

### Football

**DEMI-FINALES**  
R.D.A. b. U.R.S.S., 2-1 ; Pologne b. Brésil, 2-0.

### Haltérophilie

**POIDS SUPER-LOURDS**  
(plus de 110 kg)  
1. Vadil Alexiev (U.R.S.S.) : 185 kg à l'arraché, 255 kg à l'épaulé-jeté, 440 kg au total ; 2. Gerd Bonk (R.D.A.) : 170, 235, 405 ; 3. Helmut Losch (R.D.A.) : 165, 225, 395 ; 4. Jean Nagy (Hun.) : 160, 227,5, 387,5 ; 5. Bruce Wilhelm (E.-U.) : 172,5, 215, 387,5 ; 6. Peter Pavlasch (Tché.) : 172,5, 215, 387,5 ; 7. Gerardo Fernandez (Cub.) : 165, 200, 365 ; 8. Robert Edmond (Aust.) : 157,5, 190, 347,5.

### Judo

**POIDS MI-LOURDS**  
(moins de 93 kg)  
**FINALES**  
Kazuhiko Niinuma (Jap.) b. Ramaz Khartkhviani (U.R.S.S.), yuko.  
**FINALES DES REPECHAGES**  
Starbrook (G.-B.) b. Cho (Corée du Sud), ippon ; Boethlisberger (Suisse) b. Lorenz (R.D.A.), décision.

### Natation

**PLONGEON**  
**HOMMES**  
**HAUT VOL**  
1. Klaus Dibbas (G.), 600,51 pts ; 2. Greg Louganis (E.-U.), 576,50 ; 3. Vladimir Alekxik (U.R.S.S.), 548,61 ; 4. Kent Vosler (E.-U.), 544,14 ; 5. Tim Moore (E.-U.), 538,17.

### Tir à l'arc

**CLASSEMENT PROVISOIRE HOMMES**  
1. Darul Paac (E.-U.), 601 points ; 2. Carlo Ferrari (It.), 585 ; 3. Hiroshi Michinaga (Jap.), 578 ; 4. Sante Spigarioli (It.), 574 ; 5. Gunnar Jer-vill (Sue.), 574 ; 6. Richard McKinney (E.-U.), 571 ; 7. David Anzer (Aust.), 570 ; 8. Terence Reddy (Aust.), 569 ; 9. Vladimir Cherdanov (U.R.S.S.), 568 ; 10. Donald Pandianagar (Indo-nes.), 567 ; 11. Albert Le Tyrant (Fr.), 561.

### Dames

1. Maria Uppan (R.F.A.), 595 pts ; 2. Jadwiga Witko (Pol.), 581 ; 3. Valentia Kovacs (U.R.S.S.), 588 ; 4. Sun Yong Jang (R.D. Corée), 588 ; 5. Zdenko Ruzicova (U.R.S.S.), 584 ; 6. Wanda Allan (Can.), 582 ; 7. Luann Ryan (E.-U.), 571 ; 8. Linda Myers (E.-U.), 570 ; 9. Lucille Lemay (Can.), 570 ; 10. Irana Seydowska (Pol.), 571 ; 11. Marie-Christine Ventrillon (Fr.), 566.

### Voile

**Shikième régates**  
**TORNADO**  
1. White-Osborne (G.-B.), 2 ; McFaul-Boothwell (E.-U.), 3 ; Spengler-Schmal (R.F.A.), 4 ; C. C. De Casanova-B. de Casanova (Fr.).

### Septième et dernière régates

**470**  
1. Huesher-Bode (R.F.A.), 2 ; Vuthier-Quellat (Suisse), 3 ; Grebbin-Clark (G.-B.), 4 ; Laurent-Surmin (Fr.).

### CLASSEMENT FINAL

1. Huesher-Bode (R.F.A.), 43,40 pts ; 2. Gorostegui-Millet (Esp.), 49,70 ; 3. Brown-Rail (Aust.), 57 ; 4. Potapov (U.R.S.S.), 57 ; 5. Patterson (N.-É.), 59,70 ; 6. Laurent-Surmin (Fr.), 79,40.

### FINN

1. Howlett (G.-B.), 2 ; Carlson (Sue.), 3 ; Schumann (R.D.A.), 14 ; Maury (Fr.).

### CLASSEMENT FINAL

1. Schumann (R.D.A.), 35,40 pts ; 2. Balashov (U.R.S.S.), 36,70 ; 3.

### Flying Dutchman

1. Leontiev-Zubakov (U.R.S.S.), 2 ; Reithwaite-Alexander (Aust.), 3 ; Conrad-Picker (Br.), 4 ; Y. Y. et M. Pajot (Fr.).

### CLASSEMENT FINAL

1. J. et E. Diech (R.F.A.), 34,70 pts ; 2. Pattison - Brooks - Houghton (G.-B.), 31,70 ; 3. Conrad-Picker (Br.), 32,10 ; 4. Foch-Buget (F.-B.), 37,10 ; 5. Leontiev - Zubakov (U.R.S.S.), 39,40 ; 6. Y. Y. et M. Pajot (Fr.), 72.

### TEMPEST

1. Albrechtson-Hanson (Sue.), 2 ; Conrad-Pickley (Br.), 3 ; Mottola (It.).

### CLASSEMENT FINAL

1. Albrechtson - Hanson (Sue.), 14 pts ; 2. Mankin-Akimenko (U.R.S.S.), 30,40 ; 3. Conrad-Pickley (Br.), 32,4 ; 4. Mares (R.F.A.), 42,10 ; 5. Mottola-Mottola (It.), 55,40.

### SOLING

1. Kolius - Hoepfner - Glasgow (E.-U.), 2 ; Budnikov-Zanotkin-Polkov (U.R.S.S.), 3 ; Brun G. Brun V-Wengert (Br.), 4 ; Haegeli-Guivard-Trouble (Fr.).

### CLASSEMENT FINAL

1. Jensen - Hansen - Bandolowski (Dan.), 44,70 pts ; 2. Kolius-Hoepfner-Glasgow (E.-U.), 47,40 ; 3. Belov-Evstahov-Zachet (R.D.A.), 47,40 ; 4. Budnikov - Zanotkin - Polkov (U.R.S.S.), 48,70 ; 5. Bakker-De Vlamming-Keller (F.-B.), 58 ; 6. Haegeli-Guivard-Trouble (Fr.), 64.

### Water-Polo

Roumanie b. R.F.A., 5-3 ; Italie et Pays-Bas, 3-3 ; Yougoslavie et Hongrie, 5-5.

### CLASSEMENT FINAL

1. Hongrie, 9 pts ; 2. Pays-Bas, 8 ; 3. Roumanie, 5 ; 4. Yougoslavie, 2 ; 5. R.F.A., 1.

### Loin de Montréal

#### Tennis

##### L'Union soviétique mène 2 à 1 en coupe Davis

L'Union soviétique ne mène plus que par deux victoires à une à Donets (U.R.S.S.) en demi-finale de la Coupe Davis, groupe A de la zone européenne. Après avoir perdu les deux premiers sets, les Espagnols Orantès et Gilet ont gagné le double le 27 juillet, face aux Soviétiques Metreveli et Kakoulia, par 6-1, 6-1, 8-10, 6-3.

# Seule SAA relie Paris à Johannesburg sans escale en 747 Super B

Dès le 1<sup>er</sup> août, les nouveaux 747 Super B de South African Airways assureront les seules liaisons sans escale entre Paris et Johannesburg. Chaque vendredi et chaque dimanche à 21 h 20, vous disposerez ainsi, au départ d'Orly-Sud, du moyen le plus rapide pour vous rendre en Afrique du Sud.

À bord, c'est un chaleureux accueil sud-africain qui vous sera réservé, avec les services exclusifs Blue Diamond (première classe) et Gold Medallion (classe économie) : projection de films, musique stéréophonique, délicieux repas, sélection de grands crus sud-africains. Et n'oubliez pas que SAA vous offre également 18 vols par semaine au

départ des principales villes d'Europe, un réseau intérieur couvrant toute l'Afrique australe, ainsi qu'un important choix de circuits individuels et de séjours à forfait. Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA. Personne ne connaît l'Afrique du Sud aussi bien que South African Airways.

\*Moyennant un léger supplément en classe économie.

**South African Airways**  
Vous êtes chez vous  
12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS - TEL. 261.57.87  
49 RUE DU PRÉSIDENT-ED-HERRIOT 69002 LYON - TEL. 37.85.80

## JUSTICE

MEURTRIER D'UNE FILLETTE AGÉE DE HUIT ANS

## Christian Ranucci a été exécuté à la prison des Baumettes

Christian Ranucci, vingt et un ans, condamné à mort le 10 mars 1976 par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône — qui l'avait reconnu coupable du meurtre d'une fillette de huit ans, Marie-Dolores Rambila — a été exécuté, ce mercredi 28 juillet, à 4 h. 13 du matin, à la prison des Baumettes à Marseille.

Depuis que son pourvoi en Cassation avait été rejeté par la chambre criminelle de la Cour suprême, le 17 juin dernier, Christian Ranucci n'attendait plus que la décision du président de la République après laquelle il avait introduit un recours en grâce. Son avocat, M. Paul Lombard, avait été reçu par M. Valéry Giscard d'Estaing, le 21 juillet.

Christian Ranucci, représentant de commerce à Nice, devait avouer peu après son arrestation, le 5 juin 1974, être le meurtrier de Marie-Dolores Rambila, enlevée deux jours plus tôt à Marseille, dont le cadavre avait été découvert, lardé de coups de couteau et le visage écrasé par une pierre, dans un sous-bois près de

Gréasque (Bouches-du-Rhône). C'est un banal accident de la circulation qui devait perdre le meurtrier : en effet, Ranucci, qui avait pris l'enfant à bord de sa voiture, percuta contre un autre véhicule après avoir « brûlé » un stop. Pris de panique, il s'enfuit, mais des témoins avaient relevé le numéro minéralogique de son automobile, et l'ayant poursuivi, le retrouveront un peu plus loin, courant vers des fourrés en entraînant une fillette par la main. A cet endroit, les enquêteurs devaient découvrir le corps de Marie-Dolores Rambila.

Aux policiers, Christian Ranucci avait expliqué qu'il s'était affolé lorsque, après l'accident, il s'était rendu compte que sa voiture avait été identifiée. Mais, devant la cour d'assises en bloc, bien que les éléments retenus par l'accusation parussent des Bouches-du-Rhône, il était revenu sur ses aveux, niant tout scabandage. La cour, finalement, le déclarait coupable et refusait de lui reconnaître toute circonstance atténuante.

Ce mercredi, à l'aube, un service d'ordre composé de C.R.S. et de gardiens de la paix prenait place aux abords de la prison des Baumettes, en prévision d'éventuelles réactions des détenus. A 4 h. 25, un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire affiché à la porte de la prison l'avis d'exécution frappé du sceau du tribunal de grande instance de Marseille.

Christian Ranucci avait été jugé et condamné quelques semaines seulement après l'arrestation, à Troyes, de Patrick Henry, accusé du meurtre de Philippe Bertrand, qui suscita une large campagne en faveur de la peine de mort. Le condamné a été exécuté, ce mercredi 28 juillet, alors que l'enlèvement et le meurtre d'un enfant près de Toulon provoqua un net regain de cette même campagne.

Un autre condamné à mort, Moussa Benzahra, n'attend plus que la décision de M. Giscard d'Estaing pour savoir s'il sera ou non exécuté.

## M. Giscard d'Estaing : aversion profonde et considérations électorales

Le président de la République et les ministres ont à plusieurs reprises, fait connaître leur opinion sur le problème de la peine de mort. Si M. Lecanuet a manifesté une opinion constante, M. Giscard d'Estaing paraît avoir évolué, du moins pour ce qui concerne ses déclarations publiques.

Durant la campagne présidentielle, ce dernier avait dit, le 11 avril 1974 :

## LE PROCÈS VERBAL OFFICIEL

A 4 h. 25, ce mercredi 28 juillet, le procès-verbal de l'exécution a été affiché sur la porte de la prison des Baumettes à Marseille. Signé de M. Malherbe, secrétaire-greffier divisionnaire, il est ainsi rédigé :

« Nous nous sommes transportés à la maison d'arrêt des Baumettes pour assister à l'exécution de la peine de mort prononcée le 10 mars 1976 par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône en réparation des crimes d'enlèvement de mineure de moins de quinze ans et d'homicide volontaire de Ranucci Christian, né le 6 avril 1954 à Avignon (Vaucluse), fils de Jean et de Michèle Hélie, représentant de commerce, de nationalité française.

Assistants, sur le lieu d'exécution, M. le conseiller Antonin, conseiller à la cour d'appel d'Alger-Oran, président de la cour d'assises, M. le procureur de la République adjoint Tallet, M. le juge d'instruction Michel, M. l'aumônier des prisons, M. le docteur de la prison Tosti, M. le contrôleur général Cubeynes, M. Berti, commissaire inspecteur choisi par lui, et enfin M. Paul Lombard, avocat de Ranucci, et M. Le Forastier, avocat.

« Nous avons assisté à la remise du condamné entre les mains de M. l'exécuteur en chef des arrêts criminels et de ses aides, lesquels ont procédé à son enlèvement dans les formes prévues par l'article 12 du code pénal, savoir la décapitation d'un condamné à mort, et ce, par un calcul d'intérêt, et c'est, d'autre part, le cas de ceux qui, avec un acharnement inhumain, s'attaquent à des personnes âgées isolées, en ayant

« C'est un sujet sur lequel je ne me prononcerais pas à la légère et certainement pas en fonction de considérations électorales. J'ai naturellement, comme chacun, une aversion profonde pour la peine de mort. Il suffit d'entendre les termes « la peine de mort » pour comprendre l'horreur de cette chose.

« La question qui se pose est de savoir si, dans les sociétés tourmentées où nous vivons, la survie de cette pratique redoutable et, dans sa nature, horrible, est un facteur de modération de certaines cruautés et de certains excès, ou si, au contraire, comme d'autres le pensent, elle est sans effet à cet égard. C'est une question sur laquelle, avant de me prononcer, je recueillerai avec soin l'avis de tous ceux qui ont de ces problèmes, par expérience, une connaissance plus approfondie que la mienne.

« Un an plus tard, lors d'un déjeuner de presse, le président de la République indiqua simplement, le 23 mai 1975, qu'il s'est entretenu de cette question avec le garde des sceaux et que « c'est un sujet sur lequel notre réflexion, notre prise de conscience, doivent progresser. Il ajoute : « Il n'y a pas de proposition qui soit faite par les pouvoirs publics à cet égard ».

« Une année s'écoula encore avant qu'il ne déclare le 22 avril 1976, lors d'une conférence de presse : « Pour ce qui est de la peine de mort, je souhaite que la communauté nationale française, et donc son législateur, se saisissent, le moment venu, de ce problème. Naturellement, il ne convient sans doute pas de le faire à un moment où la situation de violence, et en particulier de certaines violences, est inadmissible, rend la société française extraordinairement sensibilisée à ce problème.

« Parmi les violences inadmissibles que je citerai, il y a deux cas, d'une part, celui des rapts prémédités d'enfants comportant pour eux la quasi-certitude de la mort, et d'autre part, le cas de ceux qui, avec un acharnement inhumain, s'attaquent à des personnes âgées isolées, en ayant

préparé leur agression pour leur soustraire leurs malheureuses ressources. Je crois que nous devons faire en sorte que la vague de criminalité et de violence s'atténue en France, et ceci suppose un certain nombre de moyens de prévention et d'action. Cette vague ayant reculé, il deviendra possible, et je le dirai, nécessaire, que la collectivité nationale se pose la question de la peine de mort sur laquelle, en ce qui me concerne, le moment venu, je donnerai ma réponse. »

## Un rôle d'exemplarité

M. Giscard d'Estaing paraît donc à cette date rejoindre M. Lecanuet pour qui « il convient de maintenir comme une force de dissuasion la peine de mort » (14 et 21 octobre 1975). Le 14 octobre, notamment, le garde des sceaux avait précisé : « Il faut maintenir la peine de mort pour des cas très rares, pour des crimes odieux. Elle doit être rarement appliquée, mais je crois que pour des calculateurs tels que les auteurs de prises d'otages ou de rapt d'enfants, la menace de mort a un rôle exemplaire. Il confirme plusieurs fois ce sentiment.

Le 27 mars dernier, M. Lecanuet avait également déclaré : « La peine de mort est une mesure radicale théorique par le jeu de la grâce possible et de la réduction des peines ultérieures et, si les choses doivent rester en l'état, mieux vaut ne plus en parler. »

Poniatowski a été publiquement prononcé à deux reprises en faveur de la peine de mort, le 4 février 1975, sur Europe n° 1, il observe : « Avant de prendre une telle décision, il faut beaucoup la méditer, car il y a bien souvent des justifications. Il faut néanmoins maintenir la peine de mort (notamment pour les enlèvements d'otages et la mort s'ensuit, pour les enlèvements d'enfants si mort s'ensuit, je pense aussi aux assassinats de force de police. Contrairement à ce que tout le monde raconte, je crois dans une certaine mesure à la force de dissuasion de la peine de mort. »

Le 19 février 1975, après l'enlèvement du petit Philippe Bertrand, à Troyes, parlant à titre personnel, il avait affirmé : « Si j'étais juré, je prononcerais certainement la peine de mort. »

Pour sa part, M. Jacques Chirac, premier ministre, paraît n'avoir pris publiquement position qu'une seule fois, sur TF1, en mars 1976, en se déclarant favorable à la peine de mort en cas de prise d'otages.

« Trois mois de prison dont deux avec sursis pour M. Bruno Evellard. Le tribunal de grande instance de Montpellier a condamné, mardi 27 juillet, à trois mois d'emprisonnement dont deux avec sursis, un étudiant en psychologie, M. Bruno Evellard, âgé de vingt-quatre ans. Celui-ci était poursuivi pour violence et voies de fait envers le docteur André Savelli, quarante-neuf ans, directeur de l'U.R.E. de psychologie de Montpellier. Le docteur Savelli avait été malmené, le 10 mars dernier, sur le parking du campus universitaire de Montpellier par un groupe d'étudiants dont faisait partie M. Evellard. Le docteur Savelli était psychiatre de l'Espérance, l'établissement pour enfants inadaptés de Saint-André-de-Sangonis (Hérault), dans lequel une fillette, Isabelle Le Menach, était morte, étranglée par ses soins. L'ancien directeur de l'établissement, le père René-Emile Fabre, est incarcéré depuis le 25 juin sous l'accusation d'homicide involontaire.

« Le bureau politique du F.L.S.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne-Armée révolutionnaire bretonne) a démenti, le mardi 27 juillet, être l'auteur de l'attentat commis dimanche à Quimper (le Monde, 27 et 28 juillet) contre une succursale de la B.N.P.

« Une lettre avec l'en-tête du F.L.S.-A.R.B. (fraction du F.L.S. lui-même dissous par le conseil des ministres du 30 janvier 1974) était en effet parvenue au bureau d'un grand quotidien régional à Quimper. Elle contenait même des menaces d'attentat en cas de non-publication.

## QUATORZE EXÉCUTIONS DE « DROIT COMMUN » DEPUIS 1959

Depuis 1959, cinquante et une personnes ont été condamnées à mort pour des faits de droit commun, trente-deux ont été graciées (dont trois femmes et un mineur), quatorze ont été exécutées. Quatre procédures sont en cours.

● SOUS LA PRÉSIDENCE DU GÉNÉRAL DE GAULLE, onze personnes condamnées à mort pour des faits de droit commun ont été guillotines sous la présidence du général de Gaulle, parmi lesquelles : Georges Rapin (22 juillet 1960), Louis Joliveau (17 décembre 1961), Stanislas Juhant (17 mars 1964), Mazouz Ghazoui (14 octobre 1961), Robert Actis (27 juin 1964), Saïb Achani (22 mars 1968), Gunther Vols (18 décembre 1967), Jean Olivier (21 mars 1968).

On ignore le nombre de personnes exécutées pendant la guerre d'Algérie. Rappelons toutefois que quatre membres de l'O.A.S. ont été passés par les armes en 1962 et 1963 : Albert Doucar et Claude Piegès, Roger Degueldre et Jean-Bastien Thiry.

Le général de Gaulle a usé de son droit de grâce en faveur de dix-neuf condamnés à mort pour des faits de droit commun, dont dix-huit ont été graciés. Parmi ces condamnés, on en ignore cependant le détail car, sans doute en raison des événements d'Algérie, il fut décidé, en avril 1959, que les militaires du chef de l'Etat ne seraient pas rendus publics.

On sait cependant que le 13 janvier 1959, cinq jours après son installation à l'Elysée, le général de Gaulle gracie tous les condamnés à mort en instance d'exécution, soit cent quatre-vingt-neuf, et une vingtaine de musulmans seraient donc graciés. Une douzaine d'autres l'auraient été l'année suivante.

Le général Edmond Jouhaud et André Canal, condamnés à la peine de mort par la Cour de justice militaire, ont été graciés en novembre 1962.

● SOUS LA PRÉSIDENCE DE GEORGES POMPIDOU, trois condamnés à mort ont été exécutés, deux ont été graciés. Les condamnés à mort qui venaient à la Cour de justice militaire, le 28 novembre 1972, et celle d'Alger, le 12 mai 1973. Les graciés sont Serge Sarrazin et Noël Mercier (juillet 1969), André Begnaud et Alexandre Viscardi (septembre 1969), Jean-Michel Guinat (15 novembre 1971), Mohammed Labidi et 27 novembre 1972), Guy Chauvour (21 mai 1973), Antoine Santelli (juillet 1973), Marie Emma et Jean-Pierre Fischer (3 décembre 1973), Roger Dacher et Robert Dacher. Les six personnes ont été condamnées (21 mars 1974).

● SOUS LA PRÉSIDENCE DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING, six personnes ont été condamnées à mort. Une a été graciée (le sur le 11 février 1975), une a été exécutée (le 27 février 1975), une a été exécutée (le 27 février 1975), une a été exécutée (le 27 février 1975), une a été exécutée (le 27 février 1975), une a été exécutée (le 27 février 1975).

Le recours en grâce de Moussa Benzahra est en instance. La Cour de cassation ne s'est pas encore prononcée sur le pourvoi formé par les trois autres.

## LE PARADOXE DU DROIT DE GRACE

Légalité par une ordonnance de Louis XVIII, le droit de grâce, héritage du pouvoir absolu de l'Ancien Régime, est à présent prévu par l'article 17 de la Constitution, qui dispose : « Le président de la République a le droit de grâce. » Deux confusions sont souvent commises à ce propos.

La première concerne l'étendue de ce pouvoir, qui n'est nullement restreint dans son principe à seul examen des condamnations à la peine capitale. En réalité, il peut s'exercer sur tout ou partie de quelque peine que ce soit, d'amende ou de prison. Rien n'interdit, encore qu'il s'agisse d'une hypothèse d'école, que le chef de l'Etat fasse grâce d'une amende pour infraction aux règles de la circulation.

Il est vrai toutefois que l'évolution législative et, semble-t-il, le désir personnel de M. Valéry Giscard d'Estaing, ont conduit à une restriction de fait de ce pouvoir. En effet, les réductions de peines maintenant prévues dans la loi rendent moins nécessaire l'intervention de l'Elysée, qui a défini l'usage de ce pouvoir en le présentant comme un « droit d'atténuation des peines pour des motifs humanitaires » (22 avril 1976).

La seconde confusion porte sur le caractère prétendument solitaire de la décision prise. Il est vrai que la décision elle-même — grâce ou non — n'appartient qu'au seul président de la République et ne peut être déléguée par lui. Georges Pompidou a déclaré à ce propos que la grâce constituait, dans l'éven-

tail des fonctions du président de la République, « la plus pénible ».

Mais cette décision est précédée d'un avis multiple : celui du président de la cour d'assises qui a prononcé la peine de mort, celui de l'avocat général qui a requis la peine, celui de chacun des membres du conseil d'administration du ministère de la Justice, composé des directeurs de ce ministère ; tous ces avis étant écrits. Est enfin recueilli, oralement, outre l'avis du ou des avocats, celui du Conseil supérieur de la magistrature, composé de neuf membres, et présidé par le chef de l'Etat.

Conformément à la loi organique du 22 décembre 1958, qui définit ses pouvoirs, il « émet son avis sur proposition du ministre de la Justice et après un rapport fait par un membre du conseil désigné par le président de la République » (article 17). Tous les avis recueillis, « le décret de grâce signé par le président de la République est contresigné par le premier ministre, par le ministre de la Justice et, le cas échéant, par le ministre qui a procédé à l'instruction du recours » (article 18).

L'existence de ce contreseing aboutit à un paradoxe. En effet, on voit que, ce contreseing ministériel — donc politique — est nécessaire pour empêcher la décapitation, mais qu'on l'estime superflue pour le laisser avoir lieu. Les juristes justifient ce paradoxe en disant qu'il n'y a pas lieu de contresigner un acte qui n'a pas existé : puisque la loi de grâce, ne s'est pas exercée. — Ph. B.

## LES GUILLOTINES DE L'OPINION

(Suite de la première page.)

La gravité du sujet impose qu'on ne cherche pas à satisfaire à la fois les partisans et les adversaires. Comment parler d'« aversion profonde » et consentir à des exceptions qui visent, comme par hasard, les seuls cas où la peine de mort risque d'être prononcée ? A-t-on jamais vu l'opinion, naturellement répressive dans tous les pays, se calmer d'elle-même si les autorités de l'Etat ne l'y incitent pas ?

Il reste que cette décision rend tout à fait déplacée et inutile la campagne de ceux qui souhaitent un amendement, sinon une abrogation du droit de grâce. Ils sont pleinement rassurés.

Un tel précédent leur donne a priori toute garantie, pour ce qui est de la peine de mort, d'un enlèvement d'enfant suivi de mort. Avant tout jugement, la décision de la cour d'assises de l'Aube semblait acquiescée à présent, le président de la République saura, là encore, de son droit de grâce faire un usage modéré.

PHILIPPE BOUCHER.

## LA CONdamnATION DU SECRÉTAIRE NATIONAL DES JEUNESSES COMMUNISTES

1 000 F d'amende pour infraction à la loi anti-casseurs

La condamnation à 1 000 francs d'amende de M. Patrick Staak, secrétaire national du Mouvement de la jeunesse communiste (de la France du 28 juillet), par le tribunal correctionnel de Paris, mardi 27 juillet, pour avoir animé dans un lycée une réunion que la directrice de l'établissement avait interdite, a suscité les protestations du Mouvement de la jeunesse communiste et du Mouvement de la jeunesse socialiste.

Le premier appelle « les jeunes, les étudiants et les démocrates à poursuivre la bataille » pour exiger la levée de la condamnation. Le second écrit, dans un communiqué : « Une fois de plus le pouvoir a libéralisé et accusé » déçoit son vrai visage. Loin de développer, comme il le proclame, les libertés démocratiques, il s'attache à en limiter, chaque jour, la portée. »

## La peur du père

« Un monstre », s'était écrit, devant les jurés de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône chargés de juger Christian Ranucci, le meurtrier d'une fillette de huit ans, qui l'avait interrogé et fut le premier à recueillir ses aveux. Nul, ce jour-là, ne se risqua à répliquer au policier, qui d'autre qu'un « monstre » aurait pu faire ce que ce jeune homme, tout à tour abas et agressif face à ses juges, avait fait un beau matin du mois de juin 1974 ? « Monstre », l'enlèvement d'une fillette sous les yeux de son frère et compagnon de jeu. « Monstre », cette course à travers champs, l'enfant fermement tenu à la main, pour échapper à un témoin gênant. « Monstre », enfin cet épilogue dans un sous-bois : dix coups de canif à la gorge et une pierre pour écraser la tête. Marie-Dolores Rambila avait huit ans.

Un « monstre », c'est pourtant, à Nice, les potes ne connaissent qu'un garçon sage et réservé, et les anciens professeurs se souvenaient d'un bon élève qui aurait pu aller plus loin. Christian Ranucci, lui, n'avait jamais connu que sa mère : une femme de devoir, qui, jour après jour, taquille à son fils la peur, la hantise d'un père qu'il ne verra pas un instant. Jean Ranucci était violent : des poings qu'un jour, après avoir frappé sa femme, il fut arrêté et condamné pour blessures graves à une année d'emprisonnement. Le tribunal l'avait jugé « irresponsable de la suite de son séjour en Indochine.

A un journaliste de l'Express qui l'avait rencontré quelques temps après l'arrestation, de son fils, sa mère raconta ce que furent ces années de suite

éperdue pour soustraire le jeune Christian à la fureur d'un père qui, assurait-elle, voulait l'enfermer. « En disant, nous avons deviné plus de trente-deux fois. Jusqu'à trois fois dans la même journée. (...) Tous les jours, je fermais les portes et fenêtres, et je regardais s'il n'y avait pas des allées et venues anormales. J'ai mis Christian en courant quand il a été en sept ou huit ans, ce qui a dû quand même l'effrayer. Je lui ai bien recommandé de ne suivre personne dans la rue. Je lui ai montré des photos de son père, et même de sa tante, pour qu'il les reconnaisse et ne parte pas avec eux. »

Enfermé près de sa mère, Christian Ranucci s'occupait bien souvent des enfants dont elle avait la garde. Il leur lisait à haute voix le Petit Poucet, son conte favori quand il était petit. Pour la première fois de sa vie, le 3 juin 1974, cet homme de vingt ans eut la permission de passer la nuit en dehors de la maison. Il voulait aller voir un ami médecin, « un garçon très convenable », qui habitait Aix-en-Provence. A l'instigation de partir, sa mère lui fit d'ultimes recommandations : « Pour qu'il ne soit pas seul, je lui avais conseillé de prendre en auto-stop deux ou trois jeunes filles étrangères, mais pas d'hommes, parce qu'on ne sait jamais. Il prit, à Marseille, une enfant de huit ans.

Les psychiatres n'ont décelé chez Christian Ranucci aucune anomalie mentale pathologique, et, lors de son procès, l'avocat général requit la peine de mort « parce que c'est la loi ». — D. P.

AM

## Guy Denis

# CITOYEN POLICIER

L'originalité de "Citoyen policier" tient aussi à la personnalité de son auteur, un authentique "grand fic" dont la carrière ne doit rien à quelques intrigues d'antichambre, mais beaucoup à ses qualités professionnelles et à une honnêteté qu'aucun des cent sept mille policiers français ne songerait à mettre en doute. James Sarazin / Le Monde

Collection "Au service de Qui?"

ALBIN MICHEL





## Une sélection



« Jules César » de Champfleury (Avignon) vu par Chénas.

## Cinéma

**SEX O'CLOCK U.S.A.**  
de François Reichenbach

Depuis les Marines et l'Amérique insolite, on sait le plaisir que prend Reichenbach à tendre un miroir, parfois déformant, toujours fasciné, à l'Amérique. Cette fois, il s'agit du sexe : ne pas s'arrêter aux images,

derrière l'apparence de la réalité, il y a une fable.

— ET AUSSI : Taxi driver, de Martin Scorsese (les peurs métaphoriques de l'Amérique des métropoles) ; Cria cuervos, de Carlos Saura (les jeux interdits d'une petite fille insomniale) ; Folles bourgeois, de Cl. Chabrol (adultères et crimes oniriques) ; réédition de White Zombie avec Bela Lugosi, de Ma vache et moi, de B. Keaton, des principaux Sergio Leone, d'un homme et une femme, d'Orange mécanique, etc.

## Théâtre

**ELOGIUS SCHNIDERER  
LE DESPOTE  
DE LA LIBERTÉ**  
au sommet du Kochersberg

Cinquante jeunes réunis pour un stage d'art dramatique, en Alsace, ont monté une pièce de Paul Sommer, d'après Elogius Schneider, historien d'un despote qui faisait tomber les têtes entre juin 1791 et décembre 1793. Ils la jouent sur les sommets.

— ET AUSSI : A Avignon... Jules César, mise en scène de Denis Guénoun (Champfleury) ; Théâtre-Ouvrier (Pénitents-Blancs) ; la dernière d'Einstein on the beach, de Bob Wilson et Phil Glass (Théâtre municipal) ; A Gargilesse (Indre) l'Atelier-Théâtre présente des spectacles sur le thème

## Musique

**ÉTOILES D'AOUT**  
au sud de la Loire

Les « étoiles » ont droit à leurs propres festivals qui déboulent cette semaine. Ils pourront cependant encore voir la Traviata, de Laverdi (les 31 et 3), et Médée avec Ryssak et Arles (30 et 31). A Villeneuve, dans le Gard, ils entendront les artistes Erato (Huttenlocher, Paillard, Fries, Corboz, du 3 au 7) ; à Menton, sur le merveilleux parvis de Saint-Michel, Keith Jarrett, Argerich, Gatti (3, 5) pour un festival qui s'achèvera avec Brendel, Ludwig et Rostropovitch (21, 26, 28) ; dans la cour du palais princier de Monaco, R. Crestin (le 4). Ils apprendront à aimer la musique de notre temps à la Sainte-Baume (du 31 juillet au 12 août). A Orange, ils consoleront de ne pas aller à Bayreuth avec Lohengrin (les 4 et 7). Dans le Sud-Ouest, « Musique vivante en Guyenne » leur proposera 44 concerts autour de Saint-Céré, Sarlat, etc., ainsi que des ateliers pour les musiciens amateurs (2, 24), et d'un festival dans la force de la jeunesse, avec l'École du soldat, de Stravinski (le

25), des musiques en liberté dans les rues (du 30 au 31), Teresa Berganza (le 3), etc.

## ÉTÉ PARISIEN

À l'Opéra, les chandeliers s'éteignent cette semaine avec l'apothéose du cycle Mozart, tandis que le Festival estival se poursuit à raison de deux ou trois concerts par jour, présentant l'Offrande musicale, de Bach (Saint-Séverin, ce 28) ; le Trio Nordmann (Clamart) et D. Rankl (Fus de droit, le 28) ; le merveilleux Clemencic Consort (Conciergerie, les 30, 31 juillet et 1<sup>er</sup> août) ; A. Isoré (Saint-Germain-des-Prés, le 2) ; les Prophéties des Sybilles, de Lussu (Sainte-Chapelle, le 3), etc. Dans l'Orangerie du parc de Sceaux, les Parisiens auront l'impression d'être en vacances avec le Quatuor instrumental de Paris (le 30, 20 h. 45) ; l'ensemble instrumental La Follie (les 31 juillet et 1<sup>er</sup> août, à 17 h. 30).

## Danse

**MERCE CUNNINGHAM**  
dans la Cour d'honneur

Merce Cunningham et sa compagnie proposent au public d'Avignon un certain nombre d'événements dansés adaptés à l'espace de la Cour d'honneur. Il s'agit de solos et d'ensembles se déroulant parfois simultanément ou se succédant dans un mouvement continu. La danse, composée séparément de la musique, ne dépend pas d'elle. (27 et 28 juillet, 3 et 4 août.)

## Expositions

**LA COLLECTION  
CAMPANA**  
à Avignon

Lire noire article page 9.

**CONSTABLE**  
au Louvre

Une soixantaine d'œuvres prêtées par le Victoria and Albert Museum pour célébrer, à Paris, le bicentenaire de la naissance du grand paysagiste anglais. Un choix serré d'esquisses, peintes, d'aquarelles et de dessins qui permet de suivre les phases de l'évolution de Constable et montre ses liens avec nombre de peintres français.

— ET AUSSI : Becor, à Marseille. Tapies, à la Fondation Maeght. Trente peintures du dix-septième siècle français, au musée Chagall de Nice. La Donation Granville et Pirandello et les Français, à Dijon. Terre seconde, à Batilly. Chemins de la création, à Ancy-le-Franc. Mouvement peint, Mouvement agit, à l'abbaye de Beaulieu-en-Rouergue. Kandinsky, à Bordeaux. Elsie, à Mont-de-Marsan. Et à Paris : Ramses le Grand, au Grand Palais. Les nouvelles salles de sculptures et de l'Atelier, au Louvre. Robert Delaunay, à l'Orangerie. Hantai, au Musée national d'art moderne. André Masson, au Musée municipal d'art moderne.

## Festivals

**PARIS**

**III<sup>e</sup> FESTIVAL DU LOUVRE**, dans la cour Carrée (26-30-31), à 21 h. : le Ballet de Leningrad. Les 28, 29, 30 et 31 : Roméo et Juliette : les 2, 3 et 4 : Giselle, Ballet de cavalerie.

**FÊTE DES TUILERIES**, les 28 et 29, à 21 h. 30 : le Ballet-Théâtre J. Russilo.

**X<sup>e</sup> FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS**, jusqu'au 23 septembre (631-61-77) :

Eglise Saint-Séverin, le 28, à 20 h. 30 : Orchestre F. Kuentz, avec H. Dreyfus et Y. Le Gallard (Bach).

Théâtre de Cligny, le 29, à 18 h. 30 : Trio Nordmann.

Faculté de droit, le 29, à 20 h. 30 : Demeo Rankl (Chopin, Liszt).

Conciergerie, les 30, 1<sup>er</sup>, à 18 h. 30 : le 31, à 20 h. 30 : Clemencic Consort (Garcinia, Buzana).

Eglise Saint-Germain-des-Prés, le 2, à 20 h. 30 : André Isoré (Bach, Franck).

Sainte-Chapelle, le 3, à 18 h. 30 et 20 h. 30 : Elzner Vocal Consort (G. de Lassus).

Bateau-Mouches, pont de l'Alma (D.), 18 h. 30 : Bateau-Musique.

Jardins du Palais-Royal (D.), 22 h. : Pacifactory.

Notre-Dame-de-Paris, le 1<sup>er</sup>, à 17 h. 45 : C. G. Baker (Dres, Bach, Beethoven, Langlois, Durufle).

**REGION PARISIENNE**

**VIII<sup>e</sup> FESTIVAL DE SCEAUX**, à l'Orangerie du Château (561-06-71), jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre : le 30, à 20 h. 45 : Quatuor instrumental de Paris ; les 31 et 1<sup>er</sup>, à 17 h. 30 : Ensemble instrumental La Follie.

**JULIET MUSICAL DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** (973-18-26), salle M. Denis, le 30, à 20 h. 30 : Concert des participants aux cours.

**SUD-EST**

**AVIGNON (90) 31-35-20** — Théâtre, au cloître des Carmes, du 4 au 7 août : le Zouk, décor et mise en scène de J. Rosette ; dans la salle Benoît XII, jusqu'au 29 :

Chroniques d'une solitude, par M. Raffalli ; les 30, 3, 4 et 5 :

Sollada, la musicienne, de F. Chamoiseau ; le 30, à 21 h. 45 :

Théâtre d'opéra, de P. Chamoiseau, en permanence : Orphée 2000 ; Chants pour le Delta, la Lune et le Soleil. — Danse, dans la cour d'honneur du Palais des papes, les 28, 3 et 4 : Merce Cunningham and Dance Company ; les 30, 31 et 1<sup>er</sup> :

Étoiles familières d'Avignon. — Au Théâtre municipal : les 3 et 4 :

Compagnie Peter Goss. — Théâtre municipal, au Théâtre municipal, jusqu'au 29 :

Einstein on the beach. — Au cloître des Célestins, jusqu'au 31 :

Étoiles familières d'Avignon. — Au Théâtre lyrique du Rhin. — Au cloître des Carmes, jusqu'au 31 :

Les Troubadours, par le Centre dramatique de la Courneuve ; à partir du 4 :

Mare Nostrum (texte, musique et mise en scène de M. Nagel). — Dans la cour de l'Oratoire, en alternance, jusqu'au 31 :

Lady Fingero on the violin fantôme ; la Grand-Mère française. — Théâtre ouvert, à la chapelle des Pénitents-Blancs, jusqu'au 29 :

Jacob le Menteur, du 30 au 3 ; Bander-vous à Tavana, d'Annie Lohier ; à la chapelle des Cordeliers, les 28, 29, 1<sup>er</sup> et 2 :

Les Quatre-vingt-trois, de R. Benoit ; Marionnettes, dans la cour de l'Oratoire, le 29 :

Variations sur Macbeth, les 1<sup>er</sup>, 3, 4 et 5 ; Maître Pierre Fathelin. — Festival off, jusqu'au 29 :

Le Démon blanc, de J. Webster ; les 28, 29, 30, 4, 5 ; Hinkermann, d'E. Toller ; les 3 et 5 :

la Surface de réparation, de J. Webster ; les 28, 29, 30, 4, 5 ; S. Gantz ; le 31 : la Choucroute au sapin ; les 31, 1<sup>er</sup>, 2 et 3 : la Soif.

**VILLENEUVE-LES-AVIGNON (90) 23-05-46** — Rencontres poétiques :

les 1 et 3 : le Cantique des cantiques ; les 4 et 5 : Poésie, École des arts et spectacles de tradition populaire ; les 28 et 30 : Raymond Devos.

**AIX-EN-PROVENCE (91) 23-37-41** — Théâtre de l'Archevêché, à 21 h. 45 :

les 1<sup>er</sup>, 4 et 7 : Don Juan (Mozart) ; les 21, 28 et 30 : le Tasse (Verdi). — Clotilde St-Sauveur, le 29, à 21 h. 45 :

Poliphonia Antiqua. Théâtre de l'Archevêché, le 29, à 21 h. 45 :

Montserrat Caballé (soprano), Schubert, mélodies espagnoles ; le 30, à 21 h. 45 : Orchestre du Capitole de Toulouse (Mozart, Beethoven).

**ORANGE (90) 34-15-51** — Théâtre antique, le 4, à 21 h. : Lohengrin (Wagner).

**X<sup>e</sup> FESTIVAL DE PROVENCE**, Orchestre de chambre du Festival (Vivaldi), le 30, à Peyrignade et le 3, à Entrevaux (Chopin, Albeniz).

**SAINT-BEAT-DE-PROVENCE**, Collégiale Saint-Martin, le 5, à 21 h. :

J.-L. Beaumadier et J. Bidart (Rite et Lull).

**SAINT-MAXIMIN (94) 73-01-02**, ancien couvent royal, le 29, à 21 h. :

N. Horton et Ph. Gaster (Mozart, Beethoven, Schubert, Verdi) ; le 31, à 21 h. : A. Spadaro et Ph. Gaster (Schubert, Beethoven, Franck, Rostropovitch).

**TOULON-CHATEAUVAILLON (94) 24-11-78**, les 30 et 31 : le Cantique des cantiques ; les 5, 6 et 7 : Musique des îles de la Méditerranée.

**VAISON-ROMANE**, les 30 et 31 : Les Calchakis ; le 1<sup>er</sup> : A cœur joie ; le 3 : les Ménestriers.

**VALREAS, XII<sup>e</sup> NUIT DE L'ENCLAVE**, Au château de Simiane, à partir du 4, à 21 h. 30 : le Bourgeois gentilhomme ; le 31 : il était une fois... 1900.

**VENCE**, le 29, à 21 h. : Quatuor Amadeus, Vence en fête (animation musicale).

**VIGNON**, Théâtre antique, le 29, à 21 h. 30 : Dore et Annie Cordy ; le 4, à 21 h. 30 : Enrico Macias et Christophe ; le 31 : le Festival de Monteverdi ; le 3 : IX<sup>e</sup> Festival

International de danse, chants et musiques folkloriques.

**VILLENEUVE (98) 29-03-24**, le 2, à 21 h. : Orchestre J.-F. Paillard et ensemble vocal « A cœur joie » (Beethoven, Debussy) ; le 4, à 21 h. : même orchestre (Mozart) ; le 5, à 21 h. : même orchestre (Vivaldi, Tartinì, Beethoven).

**MIDI**

**BONAGUIL**, nuits musicales, le 5, à 21 h. : Alexandre Lagoya.

**III<sup>e</sup> FESTIVAL DE GRAMONT**, le 29, à 21 h. 30 : Ensemble Guillaume de Machaut ; le 1<sup>er</sup>, à 17 h. 30 : J.-L. Gravain et B. Handebourg (Chopin, Liszt, Bach).

**EST**

**BUSSANG**, le 1<sup>er</sup>, à 15 h. : le Songe d'une nuit d'été.

**COLMAR**, le 5, à 20 h. 45 : Ensemble instrumental de Provence (Vivaldi, Bach, Mozart, Schubert) ; le 29, à 20 h. 45 : Quatuor bulgare Dimov (Schubert, Beethoven, Bartok).

**OUEST**

**NUIT DE LA MATYENNE**, Château-Gaillard, le 30, à 21 h. : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Mystère aux boutons ; le 28 : le Mystère aux boutons ; le 29 : le Mystère aux boutons ; le 30 : le Mystère aux boutons ; le 31 : le Mystère aux boutons ; le 1<sup>er</sup> : le Mystère aux boutons ; le 2 : le Mystère aux boutons ; le 3 : le Mystère aux boutons ; le 4 : le Mystère aux boutons ; le 5 : le Mystère aux boutons ; le 6 : le Mystère aux boutons ; le 7 : le Mystère aux boutons ; le 8 : le Mystère aux boutons ; le 9 : le Mystère aux boutons ; le 10 : le Mystère aux boutons ; le 11 : le Mystère aux boutons ; le 12 : le Mystère aux boutons ; le 13 : le Mystère aux boutons ; le 14 : le Mystère aux boutons ; le 15 : le Mystère aux boutons ; le 16 : le Mystère aux boutons ; le 17 : le Mystère aux boutons ; le 18 : le Mystère aux boutons ; le 19 : le Mystère aux boutons ; le 20 : le Mystère aux boutons ; le 21 : le Mystère aux boutons ; le 22 : le Mystère aux boutons ; le 23 : le Mystère aux boutons ; le 24 : le Mystère aux boutons ; le 25 : le Mystère aux boutons ; le 26 : le Mystère aux boutons ; le 27 : le Myst



OPÉRA CHAMPÈTRE A GLYNDEBOURNE

Mozart à l'heure du thé

**H**UIT cents spectateurs tous les soirs pendant deux mois, cela fait tout de même, au bout du compte, plusieurs dizaines de milliers de personnes qui se rendent chaque année à Glyndebourne.

Créé en 1934 par John Christie, un riche mécène anglais qui venait d'épouser une jeune soprano et souhaitait donner dans sa propriété du Sussex des représentations d'opéra, le théâtre, notablement agrandi depuis, a toujours fonctionné sans l'aide de l'État. Lorsque, après la guerre, la fortune du mécène s'est trouvée trop largement entamée pour que les festivals puissent se poursuivre, une société des amis de Glyndebourne s'est formée, tandis que quelques entreprises privées venaient apporter leur soutien; ainsi, depuis 1966, la Fondation Peter-Strydom a subventionné les opéras de Mozart, mais il s'agit essentiellement d'un appoint, les dépenses étant couvertes à plus de 70 % par la vente de billets, avec des tarifs dont le prix, à la différence de ce qui se pratique ailleurs, ne dépasse jamais 100 francs.

Glyndebourne, ce n'est pas seulement une petite salle d'été, laquelle Mozart et toutes les œuvres de caractère intime sonnent tellement mieux qu'ailleurs, c'est aussi le train qui y mène — une heure cabotage depuis Victoria Station — à travers la campagne anglaise, les spectateurs qui vont installer leur matériel de pique-nique dans le parc avant le début de la représentation, traditionnellement à 17 h. 30, puis vont dîner sur l'herbe pendant le grand entracte (soixante-quinze minutes); c'est enfin, pendant les pauses plus courtes, la bouffée d'air frais qu'on va respirer tranquillement sur un banc, au détour d'un bosquet.

Tenue de soirée de rigueur, mais sans affectation, champagne, quelques Rolls-Royce qui attendent au parking, il serait facile de constater l'élitisme. Pourtant, il n'est pas si fréquent de rencontrer un public aussi averti, capable d'enthousiasme, mais qui n'applaudit que ce qui le mérite et se garde de signaler bruyamment les défaillances toujours rares, capable de suivre le détail du livret des ouvrages donnés en langue originale, silencieux enfin, sans en donner l'impression, car on n'est pas en cour et on n'attend pas la dernière mesure d'un air lorsque de toute évidence les applaudissements doivent accompagner la sortie du chanteur. Peut-être pourrait-on conseiller un séjour à Glyndebourne à certains dilettantes parisiens ou à ceux qui confondent le respect avec la politesse, la connaissance avec la courtoisie.

Chaque année, une ou deux nouvelles productions viennent s'ajouter aux reprises, jamais très lointaines d'ailleurs; de Messenet à Monteverdi, de Verdi à Janacek, haute de pouvoir, comme c'était l'idée de son fondateur, représenter les drames wagnériens, ce théâtre modeste à peu à peu élargi un répertoire dans lequel les ouvrages de Mozart occupent une place privilégiée.

Pas de nouveau Mozart, pourtant, en 1976, mais, dans un décor intime et d'un goût parfait de John Bui, les Noces de Figaro déjà présentées en 1973 et 1974 avec de jeunes chanteurs peu connus, comme c'est souvent le cas ici et qui abordent parfois leur premier rôle mozartien; ainsi Delfa Wallis, excellente dans Chérubin. Mais ce qui frappe, c'est la tenue générale de l'ensemble et le climat qui s'instaure peu à peu, effaçant les réserves de détail qu'on peut faire de prime abord. Dans Così fan tutte, également une reprise, outre l'homogénéité de la production, l'un des éléments les plus remarquables, soit dit sans la moindre ironie, c'était la partie de clavier, tenue avec beaucoup de fantaisie et d'à-propos par Martin Isapp.

Faute d'avoir vu Capriccio et la nouvelle version de Pelléas et Mélisande, réalisées par René Tarsan, il reste à parler de Falstaff. Réalisée par Jean-Pierre Ponnelle, trouillante comme la musique, cette mise en scène n'a qu'un défaut: elle s'appuie un peu trop systématiquement sur les accents de la partition. Ainsi les acteurs donnent-ils l'impression de jouer « faux » lorsque leur jeu est impeccablement « en place ». Mais au moins rien ne vient contrecarrer les mille intentions d'une œuvre qui, en 1961, avec quelques années d'avance, proclamait le credo de l'esthétique du demi-siècle suivant: l'unité dans la discontinuité. La qualité du travail scénique trouve son prolongement dans l'absence générale des interprètes, qui mériteraient tous d'être cités; nommons au moins Richard Cross, qui alternait avec Donald Gramm dans le rôle titre. A la tête du London Philharmonic Orchestra, qui assure toute la saison de Glyndebourne, John Pritchard, directeur musical du Festival depuis huit ans, fait, dès le début, rugir les cuivres et vibrer les cordes lorsque, au milieu du tumulte et des sarcasmes, Nanetta et Fenton, trouvent quelques instants pour échanger baisers et tendres promesses.

Falstaff, Figaro et Capriccio doivent d'ailleurs tourner en Grande-Bretagne à la rentrée, ce qui augmentera opportunément le nombre des spectateurs. Car il reste assez difficile d'obtenir des places pour le Festival. Désireux de ne pas arrêter en si bon chemin une initiative qui remonte à 1934, le Glyndebourne Touring Opera, va traverser la Manche pour présenter la saison prochaine à Angers le Rake's Progress de Stravinski. Hors du cadre et du rituel qui rendent uniques ces représentations, il n'est pas impossible que le miracle de Glyndebourne se reproduise quand même.

GERARD CONDÉ.

UNE BONNE FORMULE JAZZISTE A NICE

Deux cent vingt « bœufs » dans un parc

**O**N se souvient sans doute de la boutade de Sartre jetée au retour d'un premier voyage aux Etats-Unis: « Le jazz, c'est comme les bananes, ça se consomme sur place. » Il s'agissait moins d'une réaction favorable à un certain jazz d'exportation difficile, celui des Dixielanders blancs, qui jouaient alors au « Nick's », que de la reconnaissance de la bonne ambiance, celle d'un cabaret américain disposant à percevoir la musique des « jam sessions » comme art de la jouissance immédiate, débarrassé de toute liturgie, culturelle et allégué du fardeau de la respectabilité. Dans la mesure où des conditions semblables d'écoute avaient été réunies à Nice cette année, tout le jazz (et non seulement celui des Chicagoans, pour lequel Georges Wein a un faible) se trouve naturellement consommable à Cimiez comme un fruit frais tombé à l'instant même de l'arbre.

L'imagination n'a pas manqué à Nice, ni du côté des artistes ni du côté des organisateurs. Wein, d'abord, a fait preuve d'invention de la façon la plus drôle et la plus simple: dans la conception des programmes quotidiens. Pour contourner la monotonie, les rencontres ont été au maximum diversifiées et les prétextes de celles-ci multipliés. A Night at Preservation Hall, A Taste of Chicago, Goin' to Kansas City, A Night at Nick's, évoquant quelques espaces géographiques et convoquant tous les styles qui avaient pu y prendre naissance ou y éclore leurs beaux jours. Bechet Forever, Bechet's Blues, Remembering Bix, Teddy Salute Fats, invitaient les musiciens à reprendre des thèmes anciens et à leur redonner la vie.

Sans chercher la facilité, c'est le moins qu'on puisse dire, des Big Bands, qui répétaient tranquillement en fin d'après-midi devant le public, puisaient dans le répertoire de Fletcher Henderson, de Duke Ellington, de Lucky Millinder. Ceux qui s'exprimaient en ces circonstances, Coolidge Williams, J. Newman, Clark Terry, Fr. Williams, Harry Edison, Doc Cheatham, Jimmy Maxwell — pour ne citer que des trompettistes, les autres participants ayant à peu près la même carrure — constituaient bel et bien le personnel d'un grand orchestre peut-être, j'en suis sûr, et y compris Count Basie, qui resta quatre jours au Festival avant de conduire sa troupe actuelle en Scandinavie.

Cimiez, c'est merveilleux

Tant qu'il fut à Basie mobilisa l'auditoire à son profit, comme le firent les trois autres vedettes incontestables de ces soirées nicoises: Art Blakey, Sarah Vaughan, Dizzy Gillespie. Pour savoir sur quelle scène l'un d'eux se préparait à grimper, il suffisait de repérer l'endroit où se tenait la foule majoritaire, laquelle était, selon les cas, assise sur les chaises des artistes ou debout face au podium de danse ou franchement étendue dans l'herbe, devant les treteaux de jardin. Des mouvements de migration massifs suivaient chaque déplacement des quatre larrons. Parler de vedettes, d'ailleurs, trahit le sens des relations qui se sont établies à Nice entre, d'une part, les artistes et, d'autre part, les amateurs, les journalistes, les chasseurs d'images et de son. Pas de copolices inaccessibles, pas de places réservées, pas d'interdiction d'enregistrer, de photographier, de filmer, pas de distance marquée entre les hommes. On voyait Blakey, Sarah, Dizzy, aller et venir, traverser le pré, s'arrêter pour discuter avec tous et chacun, et, presque toujours, pour plaisanter, pour rire. Parmi les gens du coin et ceux venus de loin, dont beaucoup avaient acheté, avant le 8 juillet, des billets à 15 F donnant la clé des champs, en même temps que l'accès aux secteurs de musique quotidienne, on nouait avec les musiciens des rapports d'amitié, des rapports fraternels.

Dix soirs de présence sur la colline, c'est un très grand effort pour ceux qui soutenaient, qui baient, qui grattaient, mais c'est aussi dix jours de retrouvailles pour eux. Raymond Fol, l'un des excellents musiciens français présents à Nice —

ils y étaient nombreux — a été sensible à cet aspect exceptionnel de la manifestation de Cimiez: « Presque tout le monde reste sur place, à le temps d'écouter autre, de lui parler comme jamais. On découvre ici de jeunes espoirs du jazz, mais aussi, comme en aucune autre circonstance on n'avait pu le faire, les grands maîtres, tel Bud Freeman, qui joue maintenant à la façon de certains de ses élèves (nous pensons à Lester Young), et qui, malgré cela, garde une sonorité, une démarche qui n'appartiennent qu'à lui. » Gillespie n'a pas un avis différent: « Cimiez, c'est merveilleux, c'est, de tous les lieux où il m'a été donné de jouer, celui où j'ai été le plus heureux. »

Art Blakey confirme: « C'est le meilleur des festivals que j'aie connus jusqu'ici. A ciel ouvert, comme à Newport, mais dans une atmosphère différente, plus détendue et de très loin meilleure. Vous savez, un mardi, ce n'était pas prévu, j'ai joué pour le plaisir avec Dizzy et Zoot Sims, et, sur ma demande, comme quatre jours plus tard, Tony Scott s'est invité lui-même, pour une autre « jam », avec Dizzy toujours et, cette fois, Eddie Daniels. Ça, c'est Nice! De telles occasions n'existent nulle part ailleurs! » Il est vrai qu'on ne voit pas très bien en quel lieu du monde aujourd'hui on aurait pu entendre, comme à Nice, Sarah Vaughan, échappée de son trio, chanter un blues cocasse avec Gillespie devant l'orchestre Basie au complet. Ou encore la même Sarah Vaughan faire un sort en vocalises à la douce Georgia Brown en compagnie de Clark Terry, compagne inespérée.

Rien de mieux après Gillespie

C'est d'une autre Georgia, Georgia on my mind, que, à la manière balnéaire, marmottante de Clark Terry dans Mumbles, nous a entretenu, en bredouillant, le saxophone ténor de Blakey, David Schnitter, la révélation du Festival. Il a vingt-huit ans, il souffle fort, il regorge d'idées. Un autre musicien remarquable, plus jeune encore, a été engagé par Gillespie. Il s'agit de Rodney Jones, guitariste de New-York, qui aura au mois d'août tout juste vingt ans. Dizzy, découvreur de talents, amateur de génie, à la dimension physique et morale d'un Armstrong en scène. Il joue des trombones, de la « canne à griots », du piano, de la trompette, cela va sans dire, et tout ce qu'il fait sur cet instrument terrible garde la puissance et l'exactitude que l'on sait. Il arrive à Dizzy d'être plus inspiré certains soirs que certains autres, mais, comme on l'a remarqué justement, chez lui, la facture est toujours impeccable et belle. De tous les artistes assemblés à Nice, Dizzy était le plus divers, le plus complet, le plus grand. Il rappelle aussi, à l'évidence, que la perfection d'un style, comme sa mesure en sonne l'exemple, ne saurait être surréaliste. Il n'y a rien de mieux dans le jazz après Armstrong, ni après Gillespie, il y en a, simplement, des esthétiques différentes.

Il arrive qu'un courant neuf détourne un moment l'attention d'un certain langage, même si celui-ci est tenu par ses créateurs. Mais l'affection renait un peu plus tard. C'est ce que nous a dit encore Blakey avec sa voix qui roule les cailloux: « La musique des Messengers, je crois qu'elle garde sa fraîcheur. Tout une nouvelle génération de musiciens l'écoute et l'apprécie. Vous savez, on peut tromper certaines personnes un certain temps, mais on ne peut éternellement tromper tout le monde. »

Ce Festival de Nice a fait l'unanimité en sa faveur. Seize mille places avaient été retenues avant son ouverture. Cinq à six mille amateurs sont venus chaque soir participer à l'immense pique-nique pour entendre les musiciens s'exprimer le mieux selon l'expression française. Des « bœufs » (cela se prononce comme au singulier), il y en a eu deux cent vingt dans le parc. C'est une très bonne formule. Wein se propose d'en ajouter encore quelques autres l'an prochain si le blues vocal peut se trouver à son tour bien représenté. Il y a tout lieu de penser que ce sera possible.

LUCIEN MAISON.

EN BREF

Pour le centenaire

de Bayreuth

Dix disques Deutsche Grammophon offrent une remarquable rétrospective des « grands chanteurs du Festival de Bayreuth » de 1900 à nos jours. Les premières faces sont surtout attendrissantes avec les voix d'E. Desjardins, H. Hensel, etc., mais peu à peu la technique s'affermie et, dans les grandes pages wagnériennes, on redécouvre avec joie les Melchior, Schorr, Lelander, Lorenz, Schliemann, Völker, qui nous mènent vers le « nouveau Bayreuth » avec les héros d'Ilse et d'aujourd'hui (Hörner, Varnay, Windgassen, Nilsson, etc.). Admirables statues vivantes du génie wagnérien!

\* Dix disques D.G. (3721.109 à 119).

Bilan aixois

de « Musique dans la rue »

Cent mille personnes auront assisté cette année aux manifestations de « Musique dans la rue », organisées à Aix-en-Provence au début du mois de juillet, par le Relais culturel. Il y avait deux concerts de « musique extra-européenne », et des cours d'interprétation d'Emmanuel Kivina, Monique Oberdorff et Alain Genre, mais, dans l'ensemble, fidèle à sa politique, le Relais culturel a fait appel à des artistes régionaux. — (Corresp.)

Les Festivals de musique

en 250 pages

Un livre superbement illustré présente la majeure partie des Grands Festivals européens d'Athènes à Edimbourg, de Grenade à Helsinki; les textes de présentation, trop rapides, sont inégaux, mais les photos sont révélatrices de ce qui se souviennent et ceux qui espèrent.

\* Diffusion Weber, 178 illustrations, 148 F.

Quatre continents

à Confolens

Les trois mille habitants de Confolens attendent leurs hôtes: six cents danseurs, chanteurs et musiciens d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Afrique qui, du 7 au 15 août, à l'occasion du dix-neuvième Festival du folklore, envahiront la cité. Tout est d'ores et déjà prévu: une salle pouvant accueillir deux mille cent spectateurs a été aménagée, la place de la mairie, les rues et les carrefours seront animés en permanence.

Mais le « clou » du Festival 1976 sera la première mondiale d'un spectacle hongrois, rétrospective d'un siècle de musique populaire. Si la Hongrie est cette année la vedette, la République socialiste soviétique du Kazakhstan et la Côte-d'Ivoire présenteront des ballets très surprenants, parait-il. La France sera représentée par six ensembles, dont le Bagad de Douarnenez, les Troubadours de Montluçon et La Gerbo Beudo de Confolens... pour que les autochtones ne se sentent pas trop dépayés.

Chagall fait don d'un autoportrait au musée des Offices de Florence

Le peintre Marc Chagall a fait don au musée de la galerie des Offices de Florence d'un autoportrait datant de 1906 destiné à prendre place dans le couloir de Vasari reliant le palais Vecchio au palais Pitti au-dessus de l'Arno, là où est notamment exposée une importante collection d'autoportraits. L'œuvre, une peinture sur toile de 35 x 55, est divisée en quatre parties. L'artiste s'est représenté de face, tenant palette et pinceaux entouré de sujets « chagalliens » (un coq, une mariée tenant un bouquet de fleurs) et d'un paysage de Notre-Dame de Paris et de ponts de la Seine, dans une harmonie de bleus.

Chagall a remis lui-même son autoportrait vendredi dernier au directeur de la galerie des Offices, le professeur Luciano Barti, au cours d'une cérémonie au musée national Messaggio biblique-Marc Chagall à Nice.

Le couloir de Vasari, du nom du peintre et architecte qui réalisa les Offices et fut chargé de le construire par Cosme I<sup>er</sup> en 1565, abrite sur près d'un kilomètre quelque huit cents autoportraits italiens et étrangers, dont ceux, célèbres, de Raphaël, Rubens, Rembrandt, Velasquez, Delacroix, Corot, Ingres, etc. — (Corresp.)

BAZAC (v.o.) - SAINT-GERMAIN STUDIO (v.o.) - SAINT-LAZARE PASQUIER (v.o.) - CAMBRONNE (v.o.) - FAUVETTE (v.o.) - NATION (v.o.) MULTICINE PATHE Champagne - AVIATIC Le Bourget - GAUMONT Evry EPICENTRE Epinay.

**PLUS DROLE QUE JAMAIS!**

**MASH**

Une Production Long Production

DONALD SUTHERLAND / ELLIOTT GOULD

TOM SKERRITT

Scénario de ROBERT ALTMAN

Réalisé par ROBERT ALTMAN

Montage de JERRY ARONSON

Production de JERRY ARONSON

**NAVY CLUB**

RESTAURANT de 19 H à l'aube

HUITRES - COQUILLAGES - SPECIALITES

DISCOTHEQUE de 22 H à l'aube

SALLES CLIMATISEES - PARKING ASSURE

58 bd de l'Hippodrome - 93519/9355 - Ferme Lundi sauf fêtes

ÉLYSÉES LINCOLN - QUARTIER LATIN

ON NE SE DOUTE PAS QU'EN FRÉQUENTANT LA CINÉMA THEQUE, ON PEUT VIVRE DANGEREUSEMENT.

**LE VOYEUR**

(Peeping Tom)

Un film de Michael POWELL

avec Carl BOEHM et Moira SHAERER

Un film de

**STANLEY KUBRICK**

**ORANGE MECHANIQUE**

Distribué par Warner-Columbia Film

INTENTANT AUX ARMES NÉ EN AVE

FRANCE ÉLYSÉES 10 HAUTEVILLE 10 IMPERIAL 10

GAUMONT SUD 10 CARAYELLE PATHE 10

FRANCAIS/English 10 MULTICINE/Champigny 10 VÉLIZY 10 Vélizy

Cergy Fontaine

**STUDIO CUJAS**

**L'ARGENT DE POCHÉ**

de François TRUFFAUT

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-69-22

Grand Rex (v.o.) - U.G.C. Emile Zola (v.o.) - U.G.C. Odéon (v.o.) - Miramar (v.o.) - U.G.C. Gobelins (v.o.)

Mistral (v.o.) - Napoléon (v.o.)

Cyrano Versailles (v.o.) - Palais du Parc Le Perreux (v.o.) - Ulla 2 Orsay (v.o.) - Gamma Argenteuil (v.o.)

Flanodes Sorcelles (v.o.) - Carrefour Pontin (v.o.) - Arlet Villeneuve (v.o.)

IL ETAIT UNE FOIS...

**SERGIO LEONE**

**LE BON, LA BRUTE, LE TRUAND**

United Artists

# Cinéma

[illegible][illegible]

C. SAURA (v.o.), Saint-Germain-Village 7-50, mer : le Jardin des Ombelles.

VISCOUNTI (v.o.), Boite à films, 27 (74-51-50), 16 h 15 : Les Dames ; 18 h 15 : Parisien passion.

M. 15 h : Mort à Venise.

BEURNE CINEMA U.S.A. (v.o.), Boite à films, 27 (74-51-50), 16 h 15 : Les Dames ; 18 h 15 : Sunny Rider ; les 22 h 15 : Jeremiah Johnson ; 18 h 30 (stan.) : 24 h ; Macadam Cowboy (v.o.).

DORSON WELLES ET KILIA KAZAN (v.o.), La Parade 77 (74-51-15), 16 h : Les Scandales de l'Amérique.

SOL ET GANGSTERS (v.o.), Studio 13, 17 (74-59-47), 16 h 15 : L'Afrique Al Capone ; 16 h : Quat'ors Orévéres ; 18 h : Le Bagne ; 20 h 15 : Les Fugitifs ; 22 h 15 : Bonnie and Clyde (v.o.).

BOGART COME BACK (v.o.), Académie du Cinéma (des 30-50), 16 h, mer : le Grand Souffleur.

WESTERN (v.o.), Action-La Fayette, 17 (74-59-47), 16 h : Les Aventures du capitaine Wyatt.

L'ASTAIRE-C. RODGERS (v.o.), Studio 13, 17 (74-59-47), mer : My Darling Cléo.

JAY DIVORCE.

KATON : Le Marais, 6 (77-45-45), 16 h : Les Croisades du Navagator.

PYOTID 32 1<sup>re</sup> (66-30-47), mer : Les Croisades du Navagator.

W. ALLEN (v.o.), Studio Logos, 5 (63-35-42), mer : Bananas.

ALFRED HITCHCOCK (v.o.), Artistic Voltaire, 11 (70-15-15) : 13 h : Les Juifs César ; 15 h : Céléphane ; 18 h : Les Vikings ; 20 h : Les Indes ; 22 h 15 : Laurence d'Arabie.

**JAMBOUR FOU (Fr.)** : Olympia, 14°  
 (87-67-42).  
**ASYLUM (A. v.o.)** : Centre culturel  
 du Maraca, 14° (278-56-83).  
**ARTISTE EN EXPOSITE LE VENT**  
 (223-47-19) : Kinopanorama, 16°  
 (308-30-10) : v.o. : Bonaparte, 6°  
 (308-30-12) : Kaufmann, 8° (770-  
 47-55).  
**BELLE DE JOY (Fr. (w))** : Impé-  
 rial, 2° (743-72-32) : Quintessa, 5°  
 (350-92-34) : National, 12° (350-  
 92-34) : National, 12° (343-04-07)  
 Montparnasse-Patino, 14° (328-  
 50-50).  
**CARRERAMAN (A.)** : Studio Gr-  
 le-Cœur, 8° (328-50-25).  
**CHATS ET CHUCHOTEMENTS (Stud.**  
 v.o.) : Grande-Angustina, 6° (633-  
 33-33).  
**LES DANNERS (It-All. v.o.) (\*)** :  
 Studio Dominguez, 7° (561-04-35).

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES vo - HAUTEFILLE vo - FRANÇAIS - GAUMONT RIVE GAUCHE - GAUMONT CONVENTION

“...le film le plus fantastique jamais osé”.

Roy Torossian - L'ESPRESSO

un film de **Stanley Kubrick**

**2001 l'odyssée de l'espace**

MGM PRÉSENTE  
UNE PRODUCTION  
STANLEY KUBRICK

avec KEIR DULLEA - GARY LOCKWOOD scénario de STANLEY KUBRICK et ARTHUR C. CLARKE production et réalisation de STANLEY KUBRICK - SUPERPANAVISION-METROCOLOR  
UN FILM METRO-GOLDWYN-MAYER DISTRIBUÉ PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

TRICYCLE Asnières - BELLE-ÉPINE Thiais - CYRANO Versailles - VÉLIZY 2

**Festival**  
**CARLOS SAURA**  
St-Germain  
Village  
43  
rue de la Harpe

[illegible]

**Donse** \_\_\_\_\_

(Voir festivals.)  
PIEL DE SENS (275-14-60), le 28.  
21 h. 30 : Compagnie de danse  
populaire française.  
MUSEE DE LA MAIRIE DU IV<sup>e</sup> (D.),  
1 h. : Les Ballets historiques du  
Marais.

هكذا من الأصل









OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.S.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	28,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi

## GROUPE FINANCIER ARABE

recherche

### POUR SA FILIALE BANCAIRE A PARIS

#### UN DIRECTEUR/DÉPARTEMENT BANCAIRE

pour organiser et diriger les services d'un guichet et suivre les comptes de la clientèle particulière.

organiser et diriger les services des crédits documentaires et des règlements d'importations et d'exportations. (Réf. M. 100.)

#### UN DIRECTEUR/DÉPARTEMENT FINANCIER

connaissant les techniques des émissions internationales, leur montage et leur placement, ainsi que l'activité du marché secondaire. (Réf. M. 100.)

#### UN CHEF COMPTABLE

ayant une expérience comptable bancaire d'au moins 5 ans. (Réf. M. 100.)

#### UN CAMBISTE

ayant une longue expérience. (Réf. M. 100.)

#### UN CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF

ayant une expérience administrative bancaire d'au moins cinq ans. (Réf. M. 100.)

**CONDITIONS GÉNÉRALES**

- avoir de préférence des références universitaires,
- connaître la langue anglaise,
- être disponible au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 1976.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions au responsable du poste choisi à AXIAL, 81, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8, qui transmettra.

Les candidatures seront traitées d'une manière strictement confidentielle.

## JEUNE INFIRMIERE

### D.E.

Pour assister le médecin d'entreprise.

Ce poste peut être confié à une débutante.

Ad. C.V. dét. MERCEDES BENZ FRANCE

Direction des Relations Humaines Cédex 70

75300 PARIS BRUNO.

## Cadre contrôle frais énergie

- Excellente opportunité d'apprendre une méthode technique de travail dans un service neuf et important pour l'industrie.
- Nous sommes une Société Internationale ayant des bureaux dans 10 pays y compris la France.
- Nous recherchons une personne de nationalité française, bilingue Français-Anglais, de 25 ans minimum qui désire s'engager vers une carrière offrant un potentiel presque illimité.
- Si possible une formation universitaire. Des connaissances en comptabilité, mathématiques ou électrotechnique sont un atout mais pas nécessaires.

Prévoir d'envoyer votre curriculum vitae en Anglais ainsi que vos prétentions à :

NATIONAL UTILITY SERVICE FRANCE S.A.

Tour Fiat, Cédex 16 - 92084 La Défense

(en mentionnant sur l'enveloppe Direction Générale)

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING ET D'ENTREPRISE GÉNÉRALE

recherche

### INGÉNIEUR CHIMISTE

- Domaine d'activité : usines d'acide phosphorique, adhésifs, solvants d'essence.
- Expérience demandée : cinq ans minimum d'exploitation ou d'engineering.
- Fonction : pourvoir à la coordination de projets clés en main en France ou à l'étranger.

Ecrire avec C.V. n° 82.584 - COMTESSE Publié, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

## SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS AÉRIENS

### P.P.-I.F.R.

Ad. candidature manuscrite avec C.V. détaillé à CAMPBELL n° 544, B.P. 57, 75284 PARIS CEDEX 17.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ 70km NORD DE PARIS

recherche

pour son Centre de Recherches Industrielles

### UN AGENT TECHNIQUE

#### GENIE CHIMIQUE

pour la mise au point d'un nouveau procédé

- Titulature d'un D.U.T. ou niveau de formation scientifique équivalent.
- Expérience de plusieurs années indispensable.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions, photo à n° 8076 SPERAR, 12 rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX qui transmettra

## SNCF

### OFFRE

#### 98 EMPLOIS DE CHEF DE DISTRICT STAGIAIRE

#### ET

#### 114 EMPLOIS DE CHEF DE CIRCONSCRIPTION STAGIAIRE

POSSIBILITÉS DE PARTICIPER AUX DEUX CONCOURS

Recrutement par concours des 8 et 9 septembre

OUVERT AUX JEUNES GENS :

- Français ou naturalisés Français.
- Nés entre le 31-12-1947 et le 31-12-1958.
- Titulaires d'un baccalauréat scientifique ou technique ou d'un B.T.S.

Rémunération de début : 3 000 F par mois environ. Carrière intéressante, emploi stable. Avantages sociaux.

Ecrire à : Département du Personnel à PARIS.

- Réseau EST : 15, rue d'Alsace, 75010 Paris (10 et 20 postes).
- Réseau NORD : 18 bis, r. Dunkerque, 75475 Paris (15 et 30 postes).
- Réseau OUEST : 20, rue de Bercy, 75008 Paris (20 et 16 postes).
- Réseau SUD-OUEST : 1, place Valhubert, 75013 Paris (30 et 18 postes).
- Réseau SUD-EST : 20 bd Diderot, 75012 Paris (23 et 30 postes).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : LE 9 AOÛT.

## emploi régional

## UN TRÈS BON TECHNICIEN DE LA COMPTABILITÉ

niveau D.E.C.S. 50 000 F/an

Ecrire avec C.V. n° 82.519 à P. LICHAU S.A. 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 03, qui tr.

## Société Robinetterie Industrielle

filiale d'un Groupe français important à vocation internationale

face à un accroissement de son activité, recherche

### INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCE

connaissant le marché de la robinetterie industrielle, chargé d'un secteur français et étranger. En cas de résultats probants, serait nommé Directeur Adjoint des Ventes, Anglais souhaité.

**RESPONSABLE**

DU BUREAU ORDONNANCEMENT CENTRAL DE FABRICATION

niveau B.T.S., connaissant bien les problèmes de mécanique et métallurgie. Références demandées. Salaire intéressant et évolution assurée dans le Groupe pour Candidats de valeur.

Ecrire avec C.V. L.V.C., 16, rue Franklin, 75016 PARIS.

## IMPORTANTE ADMINISTRATION TECHNIQUE

recherche

pour renforcer l'encadrement technique de ses services de Direction (dans le cadre d'un concours sur titres donnant accès à la fonction publique) :

### DIPLOMES d'Ecoles d'Ingénieurs

OU TITULAIRES D'UNE MAÎTRISE d'Informatique ou de télécommunications

Formation complémentaire souhaitée : Sciences Economiques, Statistiques ou Gestion.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 5326 à :

LTP 21 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra

## UN GRAND GROUPE AGRICOLE recherche un secrétaire général

Celui-ci seconde le Président du Directoire dans la définition des politiques et la réalisation des investissements.

Il prend en charge personnellement l'organisation administrative du groupe, la supervision des comptabilités, la consolidation des trésoreries des filiales. Il conseille les dirigeants de celle-ci en matière de droit, finances, personnel...

A 35 ans au moins, c'est un homme de formation supérieure (Sup de Co., Agri. ou Agro. + IAE par exemple), ayant exercé des responsabilités administratives et financières réelles dans un groupe intervenant sur le marché de la consommation de masse.

Résidence dans une grande ville de Normandie.

Ecrire à J.-E. LEYMARIE ss réf. 3086 LM.

ALEXANDRE TIG.S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

## demandes d'emploi

J.F. 30 ans, diplôme dactylo-comptable, ch. situation intéressante à promotion (commerciale administrative, secrétariat comptable ou divers). Ecr. Mlle WEBER, 4, rue Montcalm, PARIS (10<sup>e</sup>) ou tél. 254-42-22.

**secrétaires**

Importante entreprise recherche pour secrétariat services administratifs, secrétaires sténos, sténos références. Adresser C.V. à L.C. 68, avenue de la République, 92100 BOULOGNE (S.P. 400).

**secrétaires**

Universitaire fr. 29 a., partant allemand, anglais, turc, résident Istanbul dep. 2 a., accepte miss. Ecr. n° 6297, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75207 Paris-9<sup>e</sup>.

**secrétaires**

J.F. 31 a., 10 a. expérience, B.T.S. Cherche tous travaux secrétariat dactylo B.M., duplication, circulaire, divers trav. de bureau. Ouvert tout l'été. Travail soigné et rapide. Téléphone : 752-29-39.

**secrétaires**

Prochaine Direction Générale. Poste d'Orléans. Libre 13 septembre 1976. Ecr. n° 6297, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75207 Paris-9<sup>e</sup>.

**secrétaires**

J.H. 18 a., anc. élève E.C.C.P., niveau bac G2, ch. emploi de comptabilité, libre de suite, dans Paris ou Belgique. — Ecrire Serge BERTOLLOTTI, 10, allée des Bercy, 92120 DRAGEN.

**secrétaires**

Homme 28 a., photographe de presse de v. 10 a., exp. professionnelle, sér. réf., cherche emploi salarié. Ecr. n° 6297, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75207 Paris-9<sup>e</sup>.

**secrétaires**

Architecte DPLG, 29 a., exp. l'enseignement, groupe acad. et études d'urbanisme, ch. emp. corresp. Ecr. n° 6297, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75207 Paris-9<sup>e</sup>.

**secrétaires**

J.H. 18 a., ind. ch. sous-proc. de gouvern. franc. sér. 3 a. de maîtrise de gest. des entr. probatoires de D.E.C.S. d'état et de C.N.A.M., ayant effectué un stage dans service de comptabilité d'un grand quotidien parisien, ch. poste stable correspondant à aide-comptable à plein ou mi-temps. Contrat de travail possible. Libre début septembre. Ecr. n° 6297, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75207 Paris-9<sup>e</sup>.

**secrétaires**

J.F. 28 a., H.C. 1<sup>re</sup> classe, ch. travail noct. accueil, tourisme, leçons. Tél. 228-46-82.

## travail à domicile

**Demande**

Cherchez tous travaux secrétariat dactylo B.M., duplication, circulaire, divers trav. de bureau. Ouvert tout l'été. Travail soigné et rapide. Téléphone : 752-29-39.

**enseignement**

COLLEGE SECONDAIRE CATHOLIQUE 195 élèves recherche candidat expérimenté par direction. Adresser C.V. — Ecrire HAVAS NICE, 074.

**cours et leçons**

Vous partez en Angleterre ? Apprenez l'anglais fondamental ou révisez votre anglais. Stage intensif (10 h.), Rens. et inscript. M. GALLI, 161, 346-11-32.

Vous partez en Italie ? Stage intensif (10 h.), Rens. et inscript. Rens. et insc. : GALLI, 346-11-32.

## autos-vente

LANCIA AUTOTRAC 2300 cc. Contrat 11 rue Michel PARIS 5<sup>e</sup> 336.33.35

Part. vend. cause départ S.M. 25 TL 1975, gris métallisé, b. ét. 35.000 km, 9200 F. T. 675-49-52.

**ÉTOILE-AUTO**

MERCEDES-BENZ

vend. voitures de direction 1976 200 E rouge moyen 200 E ivoire intérieur valeurs. 200 E 4 vit 112 badge. 339 SL 75 métal 21.000 km. 33, rue Marjolin, Levallois. 739-97-40

**ES NEUBAUER PEUGEOT**

vend : COUPÉ 504 V6 604

d'EXPOSITION grande voiture neuve. Prix très intéressant. Tél. : M. GERARD, 243-62-42.

## POUR GRENOBLE IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORT

recherche

### DIRECTEUR TECHNIQUE

environ 35 ans

Ce poste conviendrait à un technicien supérieur ayant de bonnes connaissances du moteur DIESEL, de la mécanique générale et des méthodes modernes de gestion d'un atelier.

Env. C.V. et prêt. à HAVAS GRENOBLE n° 16.326.

## pour trouver un emploi

La CIDEA (Centre d'information sur l'emploi) vous propose GUIDE COMPLET (121 pages). Extraits de sommaire :

- La C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter ;
- La graphologie et ses pièges ;
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : les « trucs » et techniques appropriés ;
- Réussir entretiens, interviews ;
- Les bonnes réponses aux tests ;
- Emplois les plus demandés ;
- Vos droits, lois et accords ;
- Pour international, Ecr. CIDEA, 5, sq. Montigny, 75 Le Châtelier.

**CADRE FÉMININ**

Expérience administ. financ. Gestion av. ch. poste corresp. 24 TRANSPORTS MARITIM. Ecr. à 2.886, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75207 Paris-9<sup>e</sup>.

J.H. 18 a., ind. ch. sous-proc. de gouvern. franc. sér. 3 a. de maîtrise de gest. des entr. probatoires de D.E.C.S. d'état et de C.N.A.M., ayant effectué un stage dans service de comptabilité d'un grand quotidien parisien, ch. poste stable correspondant à aide-comptable à plein ou mi-temps. Contrat de travail possible. Libre début septembre. Ecr. n° 6297, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75207 Paris-9<sup>e</sup>.

J.F. 28 a., H.C. 1<sup>re</sup> classe, ch. travail noct. accueil, tourisme, leçons. Tél. 228-46-82.

## proposit.com. capitaux

FAITES TRAVAILLER VOS CAPITAUX DISPONIBLES, en exploitant un appareil nouveau, exclusif, sans concurrence, au sein même des P.M.U. Sans activité, contrôle et encaissement tous les mois. Mise en place et assistance technique assurées par nos soins. Nécessaire d'apporter de 30.000 F à 100.000 F. Internationale Production 3, rue des Buttes-Montmartre 75001 SAINT-OUEN.

**villégiatures**

**GAM - VACANCES**

Rue Provence, 55 appartements, villas : 8200 SAINT-RAPHAËL (94) 95-16-10.

**SAINT-JEAN-DE-PERRAY**

Beau studio, terrasse, vue mer, à louer meublé août et septembre. Téléphone (93) 06-56-91.

## SCHWARTZ HAUTMONT

10, rue Michel-Terray 92504 - BOULI-MALMAISON

recherche dans le cadre de ses activités

### EN ALGÉRIE

et pour une durée de deux ans :

### COMPTABLE DE CHANTIER

- Bonne connaissance comptabilité générale ;
- Minimum trois ans d'expérience ;
- Disponible très rapidement ;
- Acceptant résider région CONSTANTINE.

Téléph. : 749-02-30, poste 480 - M. WEBER.

## Le Maire d'Angoulême (Charente) recrute les 14 et 15 oct. 76 deux professeurs plasticiens l'un à prédominance peinture, l'autre à prédominance gravure et moyens de reproduction. Conditions de recrutement : arrêté ministériel (intérieur) du 16 janvier 1966. Enseignement hebdo. 16 heures. Echelle indiciaire brute 400 - 750 - traitement mensuel net de début : 3.075 F. Les candidats accompagnés d'un C.V. doivent parvenir à M. le Maire d'Angoulême, Bureau du personnel le 4 octobre 1976 dern. délai.

## Sté de PROM. IMMOBILIÈRE

Secteur : Pavillon individuel rech. n° la région toulousaine : — 1 cadre spécialiste des dossiers de financement, assurant la mise en place et la suivi des prêts clients et promoteurs. A défaut, le candidat devra posséder une expérience bancaire suffisante, lui permettant de connaître les crédits à la cons. Env. C.V. et prêt. au service du personnel : Société SUD CONSTRUCTION PROMOTION, 4, rue de Biscuits, 31109 CASTRES.

## INSTITUT D'ARCHITECTURE et d'URBANISME de STRASBOURG

recrute, rentrée 1976, pour encadrer 2 jours par sem. pour enseignement écrit à : J.A.U.S. Palais du Rhin, place de la République 67000 STRASBOURG. En mentionnant candidature. Clôture le 11 septembre 1976.

## Notre immobilier se trouve en page 16

## les annonces classées du Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi de 9h. à 12h. et de 14h. à 18h.

### 233-44-21

### POSTES 392 ET 364

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.











## LES MARCHÉS FINANCIERS

**PARIS**  
**27 JUILLET**

## Reprise sélective

Toujours extrêmement peu d'affaires. Une reprise sélective des opérations de produits vendus à la Bourse de Paris entraîne une cinquantaine de valeurs qui ont monté de 1 % à 5 %. L'attention des opérateurs s'est principalement portée sur les valeurs électriques, où la cotation de D.E.A. a dû être retardée en raison du déséquilibre entre l'offre et la demande, la radiodiffusion, le bâtiment, l'assurance, les valeurs bancaires et, d'ailleurs, le compartiment automobile. Le volume des échanges a augmenté sensiblement. Saint-Gobain, avec un gain de 4,5 %, est la valeur la plus battue. Mais les nombres d'ordres reçus et traités ne sont rattrapés. Moins de vingt ont été dénombrés, de faible ampleur, généralement, l'achat de 100 actions de Nidex, qui constitue les deux exceptions à la règle.

Un semblant d'optimisme se dégage-t-il revenue autour de la bourse ? La réalisation des ventes promises pour 1977 par les sociétés est sans doute de nature à réchauffer l'optimisme meurtri des boursiers. L'annonce d'un ralentissement de la croissance est également bien accueillie, dans la mesure où elle peut contribuer à raffermir le franc, continuer à raffermir le franc. La majeure des transactions témoignent néanmoins d'un empiètement des opérateurs s'engager. En fait, il apparaît que les termes s'entendent, les organismes de placement collectif — sont intervenus. La meilleure preuve en est que de nombreux professionnels ont encore de l'argent de poche, ce qui signifie qu'ils ne parviennent à écarter qu'un compte-gouttes en raison de l'étroitesse des échappées.

Le volume des échanges a enregistré 260 P et 18700 F. Toutes les pièces ont monté, sauf le napoléon, qui, après son petit palloz de la veille, a reperdu 1,50 à 220. Une nouvelle baisse du volume des transactions à 7,43 millions de francs, contre 8,07 millions.

LONDRES

Malgré le manque d'affaires, le marché reprend son avance, annoncée la veille en clôture. Aux industrielles, les vedettes progressent de quelques points. Bonne orientation des pétroles. Fermété des fonds d'Etat. Baisse partielle des mines d'or malgré la hausse du métal.

VALUES	CLOSURE 27/7	COURS 28/7
New Loan 3 1/2 %	25 3/4	25 11/16
Geacomb	385	386 1/2
British Petroleum	585	587 1/2
Shell	422	423 1/2
Vickers	184	184
Imperial Chemical	353	354
Caracoles	122	124
De Beers	215	215 1/2
Goldfields Holdings	14 1/4	14 1/4
Rio Tinto Zinc Corp.	205	206
West Australian	16 1/4	16 5/8

## NEW-YORK

### Repli

Un net repli des cours s'est opéré mardi à Wall Street, dans un marché cependant toujours assez décevant. L'indice des industrielles s'établissant en clôture à 984,13, soit 7,38 points au-dessous de son niveau précédent.

L'activité a porté sur 15,58 millions de titres contre 13,53 millions. Les observations se perdent un peu en conjectures, mais il est de ce genre qui n'en semblent pas. Justifier « a priori », les nouveaux d'ordre économique étant généralement assez favorables. Les opérations ont été dépourvues, semble-t-il, par baisse d'I.B.M., dont le dividende intermédiaire a été pourtant majoré de 23,5 %, la décision des grands groupes de ne pas augmenter leurs dividendes, la hausse de la valeur de l'actif de la National Bank of Chicago, et, sans doute, le déficit de la balance commerciale, pourant prévu en raison de l'augmentation des importations.

**NOUVELLES DES SOCIÉTÉS**

**SOCIÉTÉ DES BAINS DE MER ET DU CERCLE DES ÉTRANGERS A**

222,96	(- 3,07) ; services public
.91	(+ 0,25).

MONACO.	L'exercice clos le	VALEURS	26 /	27
le 31 mars 1976 se solde par un déficit provisoire de 806.402 F, contre un bénéfice net de 808.822 F pendant l'exercice précédent.				
exceptionnelles, converties à hauteur de 13 millions de francs par des provisions, ont alourdi les frais d'exploitation et ont entraîné une perte nette de 806.402 francs. Les dividendes sont limités à l'intensité statutaire de 0,25 F par action prévue sur le report à nouveau (contre 0,50 F en 1975).				
Alexis	55 5/8	54		
A.T.I.	18	87		
Bouling	38 3/4	37		
Cassio	26 3/4	27		
Du Pont de Nemours	128 5/8	127		
Eurochem Kautsch	94 5/8	93		
Exxon	55 7/8	52		
Fager	55 3/4	54		
Fluor Corp.	55 3/4	54		

[illegible]

## INDICES QUOTIDIENS

1974) toutes les actions au prix unitaire de 248 F, portant ainsi la participation directe ou indirecte à 36,95 %.	(INSEE. Base 100 : 31 dec. 1973.)
L.I.S.A.C.F. s'est engagée à acheter acquiesçant au Bourse au même prix de toutes les actions qui seraient présentées jusqu'au 10 août inclus	
Valeurs françaises ..	26 juil. 1975 88,6 89
Valeurs étrangères ..	110,1 110
C= DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)	
Indice général .....	68,9 69

**BOURSE DE PARIS - 27 JUILLET - COMPTANT**

VALEURS		% du nom.	% coupon	VALEURS		Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS		Cours précéd.	Dernier cours				
3 %	56 56	2	4 57	France (R.A.)	3382	336	1	Lyons-Alésiens	196 70	195 70	1	Union Réunis.	186	186	171
3 %	56 56	2	4 57	SAR S&C Cass.	410	396	1	SAE de France	375	375	1	SA de Indus. France	186	186	171
3 % 1920-1930	56 56	2	4 57	Préfecture S.A.	370	370	1	SA. Mars. Crédit	278	278	1	Capital Investiss.	101	101	101
3 % amort. 45-53	60 10	2	4 57	Préfecture A.S.A.	253	253	1	Séquestrée S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
3 % 1920-1930	60 10	2	4 57	S&C S&C S&C	427	427	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
1/4-4/4 94-94	63 63	3	4 57	SA. S&C S&C	427	427	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	218	218	1	SA. Indus. France	175	175	175
Exp. M. Et. 50 50	96 10	4	4 57	Albanais. Banque	357	357	1	S&C S&C S&C	2						

## MARCHE A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compen.	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen.	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen.	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen.	VALEURS	Précéd. clôture	Prémier cours	Dernier cours	Compt. premier cours				
1610	4.50 % 1973	1578	541.50	591	591	565	Cie Ele. Transp.	594	588	569	563	50	Off-Park.	168.50	158.50	156.00	160	530	T.E.L.	634	525	534	525	278.50	277.50	275.50	273.50
1615	C.S.E. 3 %	1578	1825	1625	1625	58	Cie E. L'Europe	510	510	510	207.50	50	Off-Park.	83.05	85.50	86.00	85.50	380	T.E.L. Electr.	728	728	727	728	335.50	337.50	337	332
495	Afrique Occ.	341	342	341	342	341	Comp. S.A.S.	30.75	30.75	30.75	58	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
64	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
64	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
130	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
130	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
130	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
130	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
130	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
130	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
130	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
130	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
130	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
130	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170	127	(Roh.)	125.50	126.50	126	124	13.60	13.60	13.30	13.40	
130	Alta. Part. Ind.	57	57	57	57	57	Comp. S.A.S.	56.10	56.10	56.10	56.10	Off-Park.	170	170	170	170</											

### COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27.7	de gré à gré ouverts	MARCHÉS ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27.7
Canada (C. cas. 1).....	4 969	4 933	4 94	De Rio delio en barre.....	18400	18550
Canada (C. cas. 2).....	5 172	5 150	5 15	Or fin (en onces).....	18440	18700
Aluminium (100 000).....	192 176	191 628	191 50	Pièces (France) en 10 fr.....	170	169
Belgique (100 f).....	12 467	12 467	12 15	Pièces (Belgique) 10 fr.....	170	169
France (100 f).....	12 467	12 467	12 15	Pièces (Canada) 20 f.....	180 20	181 80
France (100 pes.).....	7 268	7 261	7 24	Pièces (Suisse) 20 f.....	175	175
Grande-Bretagne (C. 1).....	5 913	5 913	5 95	Souverain.....	184 50	185 00
Grande-Bretagne (C. 2).....	5 913	5 913	5 95	Pièces de 20 dollars.....	985	922 80
Hollande (100 f).....	18 510	18 510	18 50	Pièces de 10 dollars.....	495	495
Hollande (100 g.).....	18 510	18 510	18 50	Pièces de 5 dollars.....	295	295
Italie (100 f).....	118 470	118 326	118 10	Pièces de 50 pesetas.....	732	741
Italie (100 fr.).....	117 650	118 350	118 50	Pièces de 10 florins.....	193 10	193 10

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27.7	de gré à gré ouverts	MARCHÉS ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27.7
Canada (C. cas. 1).....	4 969	4 933	4 94	De Rio delio en barre.....	18400	18550
Canada (C. cas. 2).....	5 172	5 150	5 15	Or fin (en onces).....	18440	18700
Aluminium (100 000).....	192 176	191 628	191 50	Pièces (France) en 10 fr.....	170	169
Belgique (100 f).....	12 467	12 467	12 15	Pièces (Belgique) 10 fr.....	170	169
France (100 f).....	12 467	12 467	12 15	Pièces (Canada) 20 f.....	180 20	181 80
France (100 pes.).....	7 268	7 261	7 24	Pièces (Suisse) 20 f.....	175	175
Grande-Bretagne (C. 1).....	5 913	5 913	5 95	Souverain.....	184 50	185 00
Grande-Bretagne (C. 2).....	5 913	5 913	5 95	Pièces de 20 dollars.....	985	922 80
Hollande (100 f).....	18 510	18 510	18 50	Pièces de 10 dollars.....	495	495
Hollande (100 g.).....	18 510	18 510	18 50	Pièces de 5 dollars.....	295	295
Italie (100 f).....	118 470	118 326	118 10	Pièces de 50 pesetas.....	732	741
Italie (100 fr.).....	117 650	118 350	118 50	Pièces de 10 florins.....	193 10	193 10

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
3. DIPLOMATIE
4. PROCHE-ORIENT
5. AFRIQUE
6. OUTRE-MER
7. POLITIQUE
8. AERONAUTIQUE
9. FÉDÉLITÉ
10. LES JEUX OLYMPIQUES
11. JUSTICE

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 9 A 13

- AVIGNON : l'art II de la culture de création.
- NICE : le jazz à Cimex.
- GYNDÉBOURN : Mozart à l'heure du thé.
- UNE SÉLECTION.

14. MODE
15. JEUNESSE
16. RELIGION
17. SOCIÉTÉ
18. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 19-20. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13)

Annouces classées (15 et 16) : Aujourd'hui (14) ; Carnet (14) ; « Journal officiel » (14) ; Méditerranée (14) ; Mois croisés (14) ; Sources (19).

### PARENTS

Ne laissez pas vos enfants seuls du 1<sup>er</sup> au 15 septembre

**LE COMITÉ D'ACCUEIL**  
A ORGANISÉ TOUT UN VILLAGE  
TUNISIEN POUR LES ACCUEILLIR

Renseignements et inscription :  
**COMITÉ D'ACCUEIL**  
88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS  
Tél. 325.11.61 et 326.50.57

## Soldes d'été BARNETT

QUELQUES PRIX :

**COSTUMES LEGERS**  
Polyester et laine 590 F 398 F

**ENSEMBLES**  
Pur coton 495 F 328 F

**PANTALONS**  
Ultra-légers 195 F 118 F

**BLAZERS**  
Poids plume 580 F 368 F

**CHEMISES VOILE**  
100 % coton 2 L 125 F 89 F

**CHEMISES**  
Pur coton 98 F 68 F

19, AV. VICTOR-HUGO  
PARIS 16<sup>e</sup>

## Vacances Club à Calvi à Prix choc

© SITUATION Unique, à Calvi en Corse, au pied des montagnes et sur l'un des plus beaux golfes du monde. © NATURE Magnifique pinède de 10 hectares en bordure de 5 km de plage. © HABITATIONS Bungalows, tous à proximité de la mer. © AMBIANCE Amicale, sans obligation. © REPAS Abondants et de qualité, restaurant sous les pins. © ANIMATION Orchestre, jeux, sports. © PRIX Extrêmement compétitifs, pour 2 semaines depuis 990 F de Nice ou 1390 F de Paris par avion.

Encore quelques places disponibles pour les départs à partir du 14 août

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_

**CLUB OLYMPIQUE** 3 rue de l'Échelle 75001 Paris 260 31 62

## LE NUAGE TOXIQUE EN ITALIE

### Quinze mille habitants de la région de Seveso pourraient être évacués

Seveso. — L'incertitude de la décontamination, les inquiétudes des habitants qui dominent aujourd'hui à Seveso, ville de la plaine lombarde, le samedi 10 juillet dernier, par un nuage toxique échappé d'une usine de produits chimiques. A Seveso, 14 000 habitants, comme à Cesano, 35 000 âmes, sorte de grande banlieue industrielle située à 20 kilomètres au nord de Milan, règne une atmosphère lourde.

La troupe, les carabiniers, les médecins, les chimistes, les fonctionnaires des services de santé, sont mobilisés. S'il s'agit de limiter les dégâts causés par une bouffée de pollution atmosphérique classique, les choses seraient simples, mais tout l'armada officielle en est encore à essayer de comprendre ce qui s'est passé, de tenter de limiter la zone réellement contaminée et de dresser un diagnostic précis. Or, au fil des jours, et même des heures, les conséquences de l'accident du 10 juillet apparaissent comme de plus en plus inquiétantes.

Le premier bilan est déjà lourd. L'usine Icmesa, qui appartient à la firme multinationale Ciba-Geigy, dont le siège est à Zurich, est fermée. Son directeur et son sous-directeur sont en prison et leurs deux cent trente-cinq collègues réduits au chômage. Sur des dizaines d'hectares, la végétation est atteinte. Des milliers d'animaux sauvages et domestiques sont morts. Une vingtaine de personnes, dont plusieurs enfants de Seveso, la ville la plus proche de l'usine, avaient dû être hospitalisés. Onze autres personnes de trois communes différentes l'ont été au cours de la journée d'hier. Il y a même un décès suspect, celui de Mme Maria-Teresa Galli, une jeune femme de trente-deux ans, dont le juge d'instruction chargé de l'enquête a ordonné l'autopsie.

La présence du produit chimique au nom barbare, la tétrachlorodioxine — en abrégé dioxine — n'a pas été relevée dans les viscères, mais il faudra plusieurs semaines pour être certain que Mme Galli est bien morte de complications dues à une banale crise d'asthme. Pour l'instant, rien n'est encore prouvé et les cent soixante-dix-neuf citoyens de Seveso qui ont été évacués dimanche du quartier Saint-Pierre se font du souci. Ces malheureux, que l'on a hébergés dans un hôtel à Bruggano, dans la banlieue de Milan, ont dû tout abandonner : maison, mobilier et même leur linge qui est contaminé.

Tous sont actuellement soumis à des analyses de sang, de urine et de salive, de même que des habitants de Barucana et de Cesano, pourtant situés à plusieurs kilomètres de l'entreprise, car on a décelé dans ces parages une nouvelle zone contaminée. Comme à Seveso il y a une dizaine de jours, les poules, les lapins, les chiens, commencent à mourir. Ce sont donc peut-être quinze mille habitants et non quelques centaines qui se trouvent aujourd'hui en danger, car les symptômes de l'intoxication par

### De notre envoyé spécial

la dioxine sont très mal connus, longs à se manifester. Les lésions cutanées — les plus apparentes — ne deviennent visibles qu'au bout de plusieurs jours. On redoute des gastro-entérites et même des effets à très long terme, des effets génétiques.

L'événement a surpris tout le monde. Les techniciens de l'usine, les municipalités voisines, les services de santé. Tout a commencé le samedi 10 juillet, à 12 h. 40. Un incident apparentement banal à l'usine Icmesa, une manipulation maladroite, une vanne qui lâche : un nuage de produits chimiques d'origine industrielle se dégage et se répand dans le ciel, à quarante mètres environ.

Il s'agit du quartier Saint-Pierre, à Seveso, à quelques centaines de mètres de l'usine, heureusement l'un des moins peuplés. Les habitants sont incommodés par l'odeur, sans plus. Le 14 juillet, les chats, les poules, les lapins commencent à mourir mystérieusement, les alentours de l'usine. A Seveso on enregistre le premier cas d'intoxication, celui d'un enfant.

Le lendemain, la municipalité inquiète recommande aux habitants de ne pas consommer de légumes, de lait, d'animaux de basse-cour. Une enquête est ouverte par le juge d'instruction de Dazio. Par mesure de précaution, le maire ordonne la fermeture de l'usine Icmesa. Des échantillons de gaz sont envoyés au siège de l'entreprise à Zurich pour analyses. On identifie la substance toxique le 20 juillet seulement, dix jours après l'incident. Mais, déjà, on ramasse des animaux morts beaucoup plus loin, à Barucana, à Cesano.

Le 21 juillet, les dirigeants d'Icmesa sont arrêtés, mais ce n'est que trois jours plus tard que les autorités décident enfin de faire évacuer le quartier Saint-Pierre et d'isoler la zone la plus contaminée. Quarante-trois familles, à qui l'on distribue un secours de 100 000 livres par foyer. La firme promet 100 millions de livres pour dédommager les victimes. Le mardi 27 juillet, les fonctionnaires de la santé avouent : « Les limites du secteur contaminé sont en réalité beaucoup plus étendues qu'on ne l'avait supposé ». En effet, on a isolé et encerclé de chevaux de frise 15 hectares supplémentaires autour de l'usine. Mais faudra-t-il demain faire évacuer les quinze mille lombards que le nuage toxique a survolé ?

MARC AMBROISE-RENDU.

## Le conseil des ministres approuve la convention de Munich sur les brevets européens

Le conseil des ministres de ce mercredi 28 juillet devait approuver quatre projets de loi relatifs aux brevets. Les deux premiers, présentés par le ministre des affaires étrangères, autorisent les ratifications du traité de coopération en matière de brevets, signé à Washington en juin 1970, et de la convention, dite de Munich, du 5 octobre 1973, instituant un brevet européen (« le Monde » du 9 octobre 1973 et du 25 mai 1976).

La convention de Washington, signée par soixante-dix-huit pays, a pour but de permettre à l'inventeur de déposer auprès d'un seul Office national une demande internationale de brevet, la date d'effet étant la même partout. L'accord de Munich, mis au point trois ans plus tard, a été signé par seize pays (les Neuf, l'Autriche, la Grèce, la Suède, la Suisse, la Norvège, Monaco et le Liechtenstein). Il se conjugue avec la convention de Washington, et prévoit notamment qu'un industriel pourra, par l'introduction d'une demande unique devant un Office européen des brevets, protéger son invention dans l'ensemble des pays qui adhèrent à cet Office européen, situé à Munich, et qui devrait voir le jour en 1977, vérifiera la valeur de l'invention au terme d'un examen préalable.

La convention de Munich a été complétée le 15 décembre 1973 par un traité signé à Luxembourg par les neuf pays du Marché commun, instituant un brevet européen au sein du Marché commun. Toutefois, cette convention complémentaire n'entrera pas en vigueur avant un délai assez long, de nombreux problèmes restent encore en suspens.

Le ministre de l'Industrie et de la Recherche a, de son côté, élaboré deux projets de loi destinés à harmoniser la législation française en matière de brevets avec les conventions internationales précitées. Ces textes prévoient notamment l'obligation d'une traduction en français pour l'enregistrement des brevets.

### VIVE REMONTÉE DU FRANC

#### Le dollar revient à 4,89 F

Confirmant la remontée amorcée mardi en début d'après-midi, le franc s'est vivement redressé mercredi matin 27 juillet, les marchés des changes. Pour la première fois depuis le vendredi 16, le cours du dollar est redescendu à Paris en-dessous de 4,90 F, s'établissant à 4,88 F contre 4,91 F la veille et 4,85 F en début de semaine, celui du deutschemark étant ramené de 1,3125 F à 1,305 F.

Cette amélioration de la tenue du franc monétaire a été provoquée essentiellement par la confirmation officielle d'une hausse des prix en juin limitée à 0,5 %. Y ont contribué également le maintien, sous l'égide de l'Argex, du taux de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire de Paris et resté fixé à 9 1/4 % — et l'approche des élections de fin de semaine, qui contraignent les opérateurs à ajuster leur position et à vendre des dollars pour acheter des francs.

Sauf en Afrique noire et au Maghreb

## L'AIDE FRANÇAISE DOIT ÊTRE PRINCIPALEMENT ÉCONOMIQUE décide un conseil restreint à l'Élysée

M. Valéry Giscard d'Estaing a présidé, mardi matin 27 juillet, un conseil restreint consacré à la politique d'aide au développement.

Ce « premier examen » qui a permis, indique-t-on à l'Élysée, de dégager « quelques orientations générales » a confirmé en particulier la volonté du gouvernement français de consacrer en 1980 0,70 % du P.N.B. à cette aide, de continuer d'accroître « une aide importante » aux pays avec lesquels la France entretient « des relations privilégiées », c'est-à-dire ceux de l'Afrique noire et du Maghreb, de maintenir globalement l'actuelle répartition entre les aides bilatérales et les aides multilatérales, tout en augmentant la participation française à certaines de ces dernières. Le conseil a également décidé d'axer sur « l'aide économique » l'aide de la France aux pays autres que ceux avec lesquels elle entretient des relations privilégiées. Cela signifie notamment, précise-t-on, la préférence donnée aux prêts sur l'assistance technique.

Le président de la République a ensuite donné audience à M. Jean Chapdelaine, député général du Québec, qui va quitter Paris au début des mois d'août.

## UN TRÈS VIOLENT SÉISME S'EST PRODUIT DANS LE NORD-EST DE LA CHINE

Pékin (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Un très violent tremblement de terre s'est produit, ce 28 juillet à 3 h. 43 (heure locale, soit 21 h. 43 le 27 juillet, heure de Paris), dans le nord-est de la Chine. La secousse et les premières « répliques » (normales après un séisme de cette violence) ont été ressenties à Pékin, à Tien-Tsin (située à une centaine de kilomètres au sud-est de la capitale chinoise) et à Feitaiho (station balnéaire fréquentée par les étrangers résidant à Pékin).

Les premières informations sur la magnitude du séisme sont incertaines : 7,3 selon les Chinois, 8,2 selon l'U.S. Geological Survey. Quant à la localisation du séisme, elle est, d'après les premières estimations du laboratoire de détection et de géophysique du commissariat à l'énergie atomique, de 117° 24' de longitude et de 40° 78' de latitude nord (donc assez proche de la ville de Cheng De) ce qui mettrait l'épicentre à 150 kilomètres au nord-est de Pékin. Mais quelle que soit sa magnitude réelle, le tremblement de terre de Chine est d'une violence exceptionnelle : on ne compte, en moyenne, par an, dans le monde, que dix-huit séismes de magnitude comprise entre 7 et 7,9 et à peine un ou deux de magnitude égale ou supérieure à 8.

Les autorités chinoises, comme à leur habitude, n'ont donné aucun détail sur le nombre de victimes et l'étendue des dégâts. Selon les

correspondants des agences et journaux étrangers des dégâts, relativement mineurs, semble-t-il, ont été notés à Pékin. Les constructions anciennes sont les plus touchées, mais des fissures sont aussi apparues dans des immeubles neufs, notamment dans celui qui abrite les bureaux de l'Agence France-Presse et dans le plus grand magasin de la ville. Toutefois, les étrangers n'ont remarqué aucune activité particulière autour des hôpitaux de Pékin, ce qui permettrait de penser qu'on n'a pas à déplorer de victimes (morts ou blessés).

De Tien-Tsin, grande ville de plus de 3 millions d'habitants, on ne sait que peu de choses. Cependant, les autorités chinoises ont assuré qu'une délégation australienne qui, dirigée par M. Gough Whitlam, ancien premier ministre d'Australie, se trouvait justement à Tien-Tsin, était indemne et serait ramenée dans la journée à Pékin. En outre, le commandant d'un navire polonais qui se trouvait aussi à Tien-Tsin aurait fait savoir par radio que les installations portuaires n'avaient pas beaucoup souffert du séisme.

À Feitaiho, les dégâts semblent très mineurs. Toutefois, il serait impossible, pour le moment, de regagner Pékin par la route ou par la voie ferrée. Là aussi, les autorités ont recommandé à la population, notamment aux étrangers, de rester à l'extérieur des maisons et ont interdit les balades.

## Les producteurs contestent la publication des prix conseillés pour les pêches

Les pêches ? Encore une fois, rien ne va plus ! Dans la vallée du Rhône, les arboriculteurs barrent les routes, contrariant les trains, détruisent des fruits importés. Réaction d'autodéfense contre des fruits trop chers ou trop mauvais ? C'est une question de producteurs qui se pose. Au ministère de l'Agriculture, on se propose de demander à Bruxelles l'application de la clause de sauvegarde pour ramener de cinquante à quarante le nombre de wagons de fruits autorisés à entrer en France chaque jour.

Le consommateur ne pourra-t-il donc jamais manger des pêches bon marché ? L'an passé ces fruits étaient chers à cause des gélées. Cette année ? C'est une question de producteurs : si les producteurs ne trouvent pas facilement de pêches aux prix conseillés, c'est que la rue de Rivoli, contrairement à ce qu'elle affirme, établit ses grilles de cours sans tenir compte de l'avis des professionnels. Le calcul fait par les services du ministère inclut le cours des fruits bradés sur les marchés de gros, très nombreux la semaine passée et dans la quinzaine à venir, car la production est abondante et de qualité assez fragile. Or ces bades perturbent les efforts d'organisation des marchés réalisés par les groupements de producteurs qui s'efforcent de garantir à l'arboriculteur son prix de revient. Les producteurs vont demander en conséquence à la rue de Rivoli de suspendre la publication des cours conseillés, de modifier le procédé. Les consommateurs y verront-ils plus clair ?

Or les fruits à ces prix sont rares. C'est qu'il y a, comme toujours, des commerçants peu scrupuleux qui ne respectent pas les engagements interprofessionnels de juin (le Monde du 18 juin), a expliqué en substance, mardi 27 juillet, M. Jean-Pierre Fourcade à une radio périphérique. Le ministre a ajouté : les consommateurs

**Seul à PARIS ?**  
Venez faire votre menu dans les magasins

**HÉDIAO** OUVERTS EN JUILLET ET AOÛT

NAOPIÈRE, BAC, COURCELLES, PAUL DUMER, NEUILLY sont ouverts sauf le dimanche et le lundi

PARLY-V. VELIZY II, ROSNY II sont ouverts sauf le dimanche

La Tunisie! Nous y sommes nés. Aussi sommes-nous les mieux placés pour vous en parler et pour vous la faire découvrir.

**TUNISIE CONTACT**  
OU  
des vacances en Tunisie préparées par des gens du pays

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

**TUNISIE CONTACT**  
30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 742.43.53

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

ONT Lc-A 951

كتاب من الأمل